



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 7 AVRIL 1917.

QUEBEC, SATURDAY, 7TH APRIL, 1917.

Proclamations

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

P.-E. LEBLANC.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, Assistant-Procureur-Général. } ATTENDU qu'en vertu des dispositions du code municipal de la province de Québec, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par une proclamation publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, laquelle entrera en vigueur à la date y mentionnée, ordonner l'érection de municipalités de village ou de campagne, la division de ces municipalités ou leur annexion en tout ou en partie, à d'autres municipalités, même de cité, de ville ou de village, dans un seul et même comté,

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

P.-E. LEBLANC.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, Assistant-Attorney-General. } WHEREAS in and by virtue of the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, the Lieutenant-Governor-in-Council may, by proclamation, published in the *Quebec Official Gazette*, which shall come into force on the date therein mentioned, order the erection of village or rural municipalities, the division of such municipalities or their annexation, in whole or in part, to other municipalities, whether of cities, towns or villages, in one and the same

ou encore ordonner le changement des limites de celles déjà existantes, pourvu que ce soit à la requête de la majorité des propriétaires des biens-fonds compris dans les limites du territoire dont l'érection en municipalité ou la division ou l'annexion à une municipalité est demandée et pourvu aussi qu'après tel changement, chaque municipalité conserve, selon le cas, la population ou le nombre d'habitations requis par la loi;

ATTENDU qu'une requête signée par la majorité des propriétaires des biens-fonds compris dans un certain territoire situé dans la municipalité de la paroisse de Sainte-Marie-de-Sayabec, comté de Matane, Nous a été présentée, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village;

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que ce territoire contient au moins quarante maisons habitées, dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie;

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que le plan original fait selon les exigences de la loi, et figurant le territoire dont l'érection en municipalité de village est demandée, ainsi que toutes les autres subdivisions cadastrales, en la manière déterminée par les dispositions du code civil à cet égard, a été approuvé par Notre Ministre des Terres et Forêts;

ATTENDU que toutes les autres formalités de la loi pour l'érection des municipalités de village ont été remplies et qu'en conséquence, Nous avons jugé à propos de faire droit à la requête qui Nous a été présentée pour l'érection du village de Saindon.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre conseil exécutif, et conformément aux dispositions du code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le dit territoire, savoir:

Tout le territoire borné comme suit:

Le territoire à être érigé en municipalité sous le nom de "La municipalité du village-de-Saindon", dans la deuxième division du comté de Matane, est détaché de la municipalité de la paroisse de Sainte-Marie-de-Sayabec, et ses bornes, en référence au numérotage des lots du cadastre officiel de la partie de la dite paroisse comprise dans la seigneurie-du-Lac-Matapédia, sont les suivantes, savoir:

Au nord, la limite nord du rang A;

Au sud, la limite sud du rang B;

A l'est, les lots numéros onze (11), onze-A (11-A), quatre cent soixante-trois et quatre cent soixante-quatre (463 et 464);

A l'ouest, les lots numéros quarante-sept (47), cinquante (50) et quatre cent quatre-vingt-dix-sept (497).

Le territoire devant former la municipalité du village de Saindon, tel que renfermé dans les bornes ci-dessus décrites, occupe une étendue de mille cinq cent douze (1512) arpents en superficie, plus ou moins; sera détaché de la municipalité de la paroisse de Sainte-Marie-de-Sayabec et formera à l'avenir une municipalité séparée sous le nom de "La municipalité de Saindon", à partir de ce jour.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien aimé l'honorable SIR PIERRE-EVARISTE LEBLANC, chevalier, commandeur de Notre ordre

county, or also order the alteration of the boundaries of those already existing, provided that application to that effect be made by the majority of the proprietors of immoveable property situated within the limits of the territory whereof the erection into a municipality or the division, or the annexation to a municipality, is applied for, and provided also that, after such change, each municipality still possesses, as the case may be, the population or the number of inhabited houses required by law;

WHEREAS a petition signed by the majority of the proprietors of immoveable property comprised within that certain territory situated in the municipality of the parish of Sainte-Marie-de-Sayabec, county of Matane, has been presented to Us, making application to erect this territory into a village municipality;

WHEREAS it hath been shewn to Us that this territory contains at least forty inhabited houses within a space not exceeding sixty superficial arpents.

WHEREAS it has also been shewn to Us that the original plan made according to the requirements of law, and showing the territory sought to be erected into a village municipality, as well as all other cadastral subdivisions, in the manner determined by the provisions of the Civil Code having referendé thereto, has been approved by Our Minister of Lands and Forests;

WHEREAS all the other requirements of the law for the erection of village municipalities have been complied with and that in consequence, We have deemed fit to grant the application made to Us for the erection of the Village of Saindon.

NOW KNOW YE, that by and with the advice and consent of Our Executive Council, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Québec, We declare by these presents, that the said territory, viz:

All that territory bounded as follows:

The territory to be erected into a municipality under the name of "The municipality of the Village of Saindon" in the second division of the county of Matane, is detached from the municipality of the parish of Sainte-Marie-de-Sayabec, and its boundaries, with reference to the numbering of the lots of the official cadastre of that part of said parish comprised within the seigniorie of Lake Matapédia, are the following, namely:

On the north, the north boundary of range A;

On the south, the south boundary of range B;

On the east, the lots numbers eleven (11), eleven A (11-A), four hundred and sixty three and four hundred and sixty four (463 and 464);

On the west, the lots numbers forty seven (47) fifty (50) and four hundred and ninety seven (497)

The territory now being erected into the municipality of the village of Saindon, as enclosed within the above described boundaries, covers an area of one thousand five hundred and twelve (1512) superficial arpents, more or less, shall be detached from the municipality of the parish of Sainte-Marie-de-Sayabec, and shall henceforth form a separate municipality under the name of the municipality of Saindon.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Québec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR PIERRE-EVARISTE LEBLANC, Knight,

très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, ce VINGT-HUITIÈME jour de MARS, en l'année mil neuf cent-dix-sept de l'ère chrétienne et de Notre règne la septième année.

Par ordre,
Le sous-secrétaire de la province,
1701 C.-J. SIMARD.

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

P.-E. LEBLANC.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU qu'en
Assistant-Procureur-Général. } vertu des dispositions du code municipal de la province de Québec, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par une proclamation publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, laquelle entrera en vigueur à la date y mentionnée, ordonner l'érection de municipalités de village ou de campagne, la division de ces municipalités ou leur annexion en tout ou en partie, à d'autres municipalités, même de cité, de ville ou de village, dans un seul et même comté, ou encore ordonner le changement des limites de celles déjà existantes, pourvu que ce soit à la requête de la majorité des propriétaires des biens-fonds compris dans les limites du territoire dont l'érection en municipalité ou la division ou l'annexion à une municipalité est demandée et pourvu aussi qu'après tel changement, chaque municipalité conserve, selon le cas, la population ou le nombre d'habitations requis par la loi;

ATTENDU qu'une requête signée par la majorité des propriétaires des biens-fonds compris dans un certain territoire situé dans la municipalité de la paroisse de Saint-François-du-Lac-Saint-Pierre, Nous a été présentée, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village;

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que ce territoire contient au moins quarante maisons habitées, dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie;

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que le plan original fait selon les exigences de la loi, et figurant le territoire dont l'érection en municipalité de village est demandée, ainsi que toutes les autres subdivisions cadastrales, en la manière déterminée par les dispositions du code civil à cet égard, a été approuvé par Notre Ministre des Terres et Forêts;

ATTENDU que toutes les autres formalités de la loi pour l'érection des municipalités de village ont été remplies et qu'en conséquence, Nous avons jugé à propos de faire droit à la requête qui Nous a été présentée pour l'érection du village de Saint-François-du-Lac.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre conseil exécutif, et conformément aux dispositions du code municipal de Notre province

Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this TWENTY-EIGHT day of the month of MARCH, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and seventeen, and in the seventh year of Our Reign.

By command,
C.-J. SIMARD,
1701 Assistant Provincial Secretary.

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

P.-E. LEBLANC.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS in and
Assistant-Attorney-General. } by virtue of the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, the Lieutenant-Governor-in-Council may, by proclamation, published in the *Quebec Official Gazette*, which shall come into force on the date therein mentioned, order the erection of village or rural municipalities, the division of such municipalities or their annexation, in whole or in part, to other municipalities, whether of cities, towns or villages, in one and the same county, or also order the alteration of the boundaries of those already existing, provided that application to that effect be made by the majority of the proprietors of immoveable property situated within the limits of the territory whereof the erection into a municipality or the division, or the annexation to a municipality, is applied for, and provided also that, after such change, each municipality still possesses, as the case may be, the population or the number of inhabited houses required by law;

WHEREAS, a petition signed by the majority of the proprietors of immoveable property comprised within that certain territory situated in the municipality of the parish of Saint-François-du-Lac-Saint-Pierre, has been presented to Us, making application to erect this territory into a village municipality;

WHEREAS it hath been shewn to Us that this territory contains at least forty inhabited houses within a space not exceeding sixty superficial arpents.

WHEREAS it hath also been shewn to Us that the original plan made according to the requirements of law, and showing the territory sought to be erected into a village municipality, as well as all other cadastral subdivisions, in the manner determined by the provisions of the Civil Code having reference thereto, has been approved by Our Minister of Lands and Forests, ;

WHEREAS all the other requirements of the law for the erection of village municipalities have been complied with, and, that in consequence We have deemed fit to grant the application made to Us for the erection of the Village of Saint-François-du-Lac.

NOW KNOW YE, that by and with the advice and consent of Our Executive Council, and pursuant to the provisions of the Municipal Code

de Québec, Nous déclarons par les présentes que le dit territoire savoir:

Tout le territoire borné comme suit :

Le territoire à être érigé en village, dans le comté d'Yamaska, sous le nom de La municipalité du Village de Saint-François-du-Lac, est détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-François-du-Lac-Saint-Pierre, et ses limites, en référence au numérotage des lots du cadastre officiel de ladite paroisse, sont décrites comme suit, savoir:

Partant du point où aboutit à la rivière Saint-François la ligne ouest du lot numéro 236, cette ligne vers le sud, jusqu'à un point situé à deux arpents du chemin du Roi, dans la concession de la Grande-Terre; de là, vers l'est, une ligne en travers les lots Nos 236, 241, 242, 243, 249, 250 et 254 jusqu'au côté ouest de la route Sainte-Anne, à un point situé à deux arpents dudit chemin du Roi; de là, vers le sud, le côté ouest de la route Sainte-Anne, jusqu'à un autre point situé à six arpents du chemin du Roi sus-dit) de là, vers l'est, une ligne menée en travers la sus-dite route Sainte-Anne et les lots numéros 258, 270, 277, 279, 285, 291, 304, 307, 313, 314, 329, 337, 338, 345, 349, 366, jusqu'à la ligne ouest du lot numéro 370, à un point situé à six (6) arpents au sud du même chemin du Roi dans la concession de la Grande-Terre, en premier lieu mentionné, puis cette ligne, vers le nord, jusqu'à l'île Aux-Outardes; de là, vers le nord-est, le côté sud-ouest de cette île, jusqu'au point où il se confond avec la rive gauche de la rivière Saint-François, puis enfin, vers l'ouest, ladite rive gauche de cette rivière, jusqu'au point de départ.

Le territoire devant former la municipalité du village de Saint-François-du-Lac, tel que ci-dessus délimité, occupe une étendue de trois cent cinquante arpents (350) en superficie, plus ou moins, sera détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-François-du-Lac-Saint-Pierre, et formera à l'avenir une municipalité séparée sous le nom de La municipalité de village de Saint-François-du-Lac, à partir de ce jour.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien aimé l'honorable SIR PIERRE-EVARISTE LEBLANC, chevalier, commandeur de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, ce VINGT-HUITIÈME jour de MARS, en l'année mil neuf cent-dix-sept de l'ère chrétienne et de Notre règne la septième année.

Par ordre,
Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

1715

of Our Province of Quebec, We declare by these presents, that the said territory, viz:

All that territory bounded as follows:

The territory to be erected into a village municipality, in the county of Yamaska, under the name of The municipality of the village of Saint François du Lac, is detached from the municipality of the parish of Saint François du Lac Saint Pierre, and its boundaries, with reference to the numbering of the lots of the official cadastre of said parish, are described as follows, namely:

Starting from a point where the west line of lot number 236 runs into the Saint François River, said line, towards the south, to a point situate two arpents distant from the King's highway in the "Grande-Terre" concession; thence, towards the east, a line running across the lots Nos. 236, 241, 242, 243, 249, 250 and 254 to the west side of "Sainte-Anne" road to a point situate two arpents distant from said King's highway; thence, towards the south, the west side of "Sainte-Anne" road, to another point situate six arpents distant from the aforesaid King's highway; thence, towards the east, a line running across the aforesaid "Sainte-Anne" road, and the lots Nos. 258, 270, 277, 279, 285, 291, 304, 307, 313, 314, 329, 337, 338, 345, 249 366 to the west line of the lot number 370, to a point situate at six (6) arpents distant south of the same King's highway, in the "Grande-Terre" concession, firstly above mentioned, then, this line, towards the north, to the island "Aux Outardes"; thence towards the north east, the south west side of said island, to a point where said side coincides with the left bank of the Saint François river, then, finally, towards the west, the said left bank of this river to the starting point.

The territory now being erected into the municipality of the village of Saint François du Lac, as hereabove limited, covers an area of three hundred and fifty (350) superficial arpents, more or less, shall be detached from the municipality of the parish of Saint-François-du-Lac-Saint Pierre, and shall henceforth form a separate municipality under the name of the municipality of Saint François-du-Lac.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR PIERRE-EVARISTE LEBLANC, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this TWENTY-EIGHT day of the month of MARCH, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and seventeen, and in the seventh year of Our Reign.

By command,
C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

1716

Lettres patentes

Letters patent

"La Compagnie de Navigation Ville-Marie".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24 mars 1917, constituant en corporation M.M. Rémi Filteau, maître de poste; Pierre Ethier, charretier; Arthur Jolicœur, marchand; Auguste Renaud, bijoutier, de Ville-Marie; Alphonse-A. Côté, marchand, Saint-Bruno-de-Guigues; Willie Chénier, marchand; Edouard de la Chevrotière, arpeateur; Dame Ve A.-E. Guay, rentière, de Ville-Marie, dans les buts suivants:

Faire sur les fleuves, rivières, lacs et autres endroits du comté de Pontiac, le commerce du transport des passagers, du fret et du cabotage en général, construire, acheter, acquérir, vendre, échanger des bateaux à vapeur, à voile, ou autres de tous genres;

Etablir des services de messageries et le cabotage de tous objets quelconques;

Construire, acquérir, vendre, échanger des docks, quais, lots de grève, lits de rivières, et autres meubles et immeubles quelconques;

Faire le remorquage, le renflouage et le radoub des vaisseaux, s'unir, se fusionner avec toutes personnes, sociétés, compagnies exerçant un commerce semblable en tout ou en partie;

Employer les fonds de la compagnie à l'achat et l'exploitation, en tout ou en partie, des actions, obligations, achalandage, meubles et immeubles, de toutes personnes, industries, sociétés et compagnies quelconques;

Acquérir, posséder et exploiter des lots à bâtir, y construire des maisons, les vendre, les louer ou autrement les aliéner et en général faire le commerce de constructeur de maisons et de bâtiments;

Bâtir, acquérir ou louer des hôtels et des maisons de pension, les gérer, les louer, les vendre ou autrement les aliéner;

Obtenir des brevets d'invention, les posséder, les vendre ou les exploiter;

Acquérir et exploiter des pouvoirs d'eau dans le comté de Témiscaming, et tous autres sortes de pouvoir pouvant produire une force motrice quelconque;

Fabriquer de l'électricité, du gaz, et employer telle fabrication pour les fins de la compagnie et en faire le commerce dans les comtés de Pontiac, Témiscaming, Ottawa et Labelle;

Donner en paiement des biens meubles et immeubles généralement de service, de valeurs, de comptes, de dettes des actions entièrement ou partiellement libérées de la Compagnie;

Se procurer de l'argent et pour cela emprunter, hypothéquer, émettre des bons, des débetures sur les biens de la Compagnie et engager généralement le crédit de la présente compagnie;

Et généralement faire toutes autres opérations permettant à ladite Compagnie d'atteindre les fins pour lesquelles elle est constituée, sous le nom de "La Compagnie de Navigation Ville-Marie", avec un fonds social de quarante-cinq mille piastres (\$45,000.00), divisé en quatre cent cinquante (450) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Ville-Marie, district de Pontiac.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour de mars 1917.

Le sous-secrétaire de la province,

1687—14-2

C.-J. SIMARD.

"La Compagnie de Navigation Ville-Marie".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of March, 1917, incorporating Remi Filteau, post-master; Pierre Ethier, carter; Arthur Jolicœur, merchant; Auguste Renaud, jeweler, of Ville Marie; Alphonse-A. Côté, merchant, Saint Bruno de Guigues; Willie Chenier, merchant; Edouard de la Chevrotière, land surveyor; Dame Widow A.-E. Guay, annuitant, of Ville-Marie, for the following purposes:

To transport passengers and freight and generally carry on inland navigation, on the rivers, lakes and other places of the county of Pontiac, to build, buy, acquire, sell and exchange steam-boats, sail-boats or other crafts;

To establish express and freight services for all goods whatever;

To construct, acquire, sell, exchange docks, wharves, water lots, river beds and other moveables and immoveables whatever;

To tow, re-float and repair vessels, to unite or amalgamate with any persons, firms or companies carrying on a wholly or partly similar business;

To invest the funds of the company in buying and exploiting, in whole or in part, shares, bonds, goodwill, moveables and immoveables from any persons, industries, firms or companies whatsoever;

To acquire, own and exploit building lots, erect house thereon and sell, lease or otherwise dispose of same and generally carry on the business of builders of houses and edifices;

To build, acquire or lease hotels and boarding houses, manage, let, sell or otherwise dispose of same;

To obtain patents and own, sell or operate same;

To acquire and exploit water powers in the county of Temiscaming and all other powers capable of generating any motive power whatever;

To produce electricity and gas and utilize same for the company's purposes and deal therewith in the counties of Pontiac, Temiscaming, Ottawa and Labelle;

To give wholly or partly paid up shares of the company in payment of moveable and immoveable property generally, services, securities, accounts and debts;

To secure money and for that purpose to borrow, hypothecate, issue bonds and debentures bearing a hypothec on the property of the company and generally pledge the credit of the present company;

And generally to do all such other operations as may be conducive to the attainment of the purposes for which this company is incorporated, under the name of "La Compagnie de Navigation Ville-Marie", with a capital stock of forty five thousand dollars (\$45,000.00), divided into four hundred and fifty (450) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Ville-Marie, district of Pontiac.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of March, 1917.

C.-J. SIMARD,

1688—14-2

Assistant Provincial Secretary.

"L'Association Athlétique, limitée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du huitième jour de mars 1917, constituant en corporation M.M. Gaston Barras, ingénieur; Héliodore Barras, électricien; Henri Bernier, avocat, de Lauzon; F.-X. Giguère, commis; Jules Joncas, typographe; Adjudant Laliberté, machiniste; et J.-D.-Ed. Barras, médecin, de Lévis, dans les buts suivants:

D'encourager et aider au développement des jeux athlétiques et d'offrir pour encouragement d'iceux des prix, récompenses;

De s'associer à tous clubs, associations, cercles incorporés ou non, et d'acheter, d'acquérir de quelque manière que ce soit en tout ou en partie, l'actif, franchise, privilège, droits de tous dits clubs, associations, cercles ayant le même objet que ceux de la présente compagnie;

D'acquérir, de maintenir, d'exploiter des terrains, bâtisses, édifices nécessaires pour l'encouragement et le développement desdits jeux athlétiques, joutes, concours, amusements, et d'acquérir, bâtir, louer des édifices, boutiques nécessaires pour faire de la neige et de la glace artificielle et exploiter telle industrie;

Donner à bail, prêter ou louer les salles, bureaux ou partie des immeubles de la compagnie pour assemblées publiques ou privées, expositions d'automobiles ou autres, théâtres, salle de réunion le tout dans l'intérêt de la compagnie;

D'acquérir, de maintenir, d'exploiter des salles de pool et de billard, jeux de quilles, salle de rafraîchissements et débits de liqueurs le tout sujet aux droits et licences à être payés en vertu et sous les dispositions de la loi des licences de Québec;

D'émettre des actions acquittées, obligations ou débetures, ou autres garanties en paiement ou partie de paiement pour toutes propriétés mobilières, services rendus à la compagnie, droits, baux, privilèges, franchises, entreprises que cette compagnie peut légalement acquérir;

De vendre, louer, échanger et de disposer de quelque manière que ce soit de tout ou partie de l'actif de ladite compagnie ou d'une manière générale faire tous et chacun des actes nécessaires au bon fonctionnement de la dite compagnie;

D'avoir le pouvoir d'émettre des actions préférentielles au montant de cinq mille piastres divisées en cinquante actions de cent piastres chacune, ou débetures; de limiter le montant des actions préférentielles les mêmes droits et privilèges dans l'administration des affaires de la compagnie que ceux accordés aux porteurs, sous le nom de "L'Association Athlétique, limitée", avec un fonds social de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Lévis.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de mars 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
1689-14-2 C.-J. SIMARD.

"L'Association Athlétique, limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eight day of March, 1917, incorporating M.M. Gaston Barras, engineer; Héliodore Barras, electrician; Henri Bernier, advocate; of Lauzon; F.-X. Giguère, clerk; Jules Joncas, printer; Adjudant Laliberté, machinist and J.-D.-Ed. Barras, doctor of medicine, of Lévis, for the following purposes:

To promote and aid in the development of athletic games and to offer prizes and rewards for the encouragement of same;

To unite with any clubs, associations, incorporated or un-incorporated clubs, and to buy, acquire in any way whatever, the whole or any part of the assets, franchise; privilege, rights of any such clubs or associations, having objects similar to those of the present company;

To acquire, maintain and exploit lands, buildings, edifices, necessary for the encouragement and development of said Athletic games, contests, competitions, amusements, and to acquire, build, lease buildings and shops necessary for the making of artificial snow and ice and to operate such business;

To lease, loan or let halls, offices or part of the immovables of the company for public or private meeting automobile or other exhibitions, theatres, meeting-rooms, the whole for the benefit of the company;

To acquire, maintain and operate pool and billiard rooms, bowling alleys, refreshment rooms and liquor; the whole subject to the fees and licenses to be paid under the provisions of the Quebec License Law;

To issue paid up shares, bonds, or debentures or other securities in payment or part payment of any moveable property, services rendered to the company, rights, leases, privileges, franchises and undertakings which this company may legally acquire;

To sell, lease, exchange and in any way whatever dispose of the whole or part of the assets of said company or in a general way do all and any of the acts necessary for the proper working of said company;

To have the power to issue preferred shares to the amount of five thousand dollars, divided into fifty shares of one hundred dollars each, or debentures; to limit the amount of preferred stock, the same rights and privileges in the management of the affairs of the company than those granted to holders, under the name of "L'Association Athlétique, Limitée", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at Lévis.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eight day of March, 1917.

C.-J. SIMARD,
1690-14-2 Assistant provincial Secretary.

"Rocherfendu Ranch, limited".

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de mars 1917, constituant en corporation M.M. George-A. Beach et Warren-E. Gilgewater, cultivateurs, du canton de Grand Calumet, district de Pontiac; John Livingston, mécanicien; Herbert-M. Beach, mineur et William

"Rocherfendu Ranch, limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the lieutenant-governor of the province of Quebec, bearing date the twenty eight day of March, 1917, incorporating M.M. George A. Beach and Warren E. Gilgewater, farmers, of the township of Grand Calumet, district of Pontiac; John Livingston, mechanic, Herbert M. Beach, miner and William S. Manchester, draftman, of

S. Manchester, dessinateur, de la cité d'Ottawa, Ontario, pour les fins suivantes:

Produire, élever, acheter, vendre, faire le négoce, louer, et généralement se livrer à toutes les formes du commerce d'élevage des moutons, de la production de la laine et du mouton;

Donner ou recevoir des moutons, comme partiaires, et pour aucune période de temps;

Se livrer à toutes ou à aucunes des opérations de l'industrie agricole, telles que l'achat, la vente, l'élevage, et généralement faire le commerce de toutes les catégories de bestiaux et produits de la ferme;

Construire, améliorer, tenir, exploiter, vendre ou louer des meuneries, moulins à mouture et à lainage et généralement faire le commerce d'aucuns produits de la ferme ou des denrées alimentaires, de la laine ou de ses diverses industries;

Acquérir, exploiter, louer, vendre des forces hydrauliques, produire, acheter ou acquérir par aucune manière et utiliser la lumière, la chaleur et la force motrice nécessaires ou avantageuses aux objets de la corporation, dans le district de Pontiac;

Posséder, acheter, vendre, échanger, grever ou autrement acquérir et aliéner ses meubles et immeubles, dans l'intérêt de son industrie;

Acheter les droits et intérêts que d'autres compagnies ou personnes peuvent avoir dans une industrie semblable ou se fusionner avec lesdites corporations exerçant la même industrie;

Vendre ou disposer de l'actif de la compagnie en faveur de personnes ou corporations exerçant une industrie similaire;

Acheter et spécialement assumer et acquérir le passif et le bail consenti et signé par des personnes ayant l'intention d'organiser et constituer en corporation la présente compagnie ainsi que l'actif et l'achalandage du commerce qu'ont, jusqu'à ce jour, exercé lesdites personnes, et payer ces acquisitions soit en deniers comptant soit en actions de la compagnie, sous le nom de "Rocherfendu Ranch, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2,000) parts de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à la Ferme Rocherfendu, dans le canton de Grand Calumet, district de Pontiac.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de mars 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
1695-14-2 C.-J. SIMARD.

"Franco-American Medical Institute, limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de mars, 1917, constituant en corporation M.M. Alfred Marsil, médecin; Gonzalve Désaulniers, Jean Charbonneau, Agénor Tanner, avocats; et Gilbert Larue, journaliste; de Montréal, dans les buts suivants:

De construire, établir, diriger et maintenir un ou des hôpitaux et un ou des sanatoriums, et de faire généralement tout ce qui est nécessaire à l'opération, au bon fonctionnement et à l'exploitation d'hôpitaux privés et de dispensaires;

D'établir et maintenir des écoles pour l'entraînement de gardes-malades et pour leur enseignement de la médecine, de la chirurgie et du soin des malades;

De manufacturer, acheter, vendre et faire l'exportation et l'importation, et en général, le commerce de préparations brevetées de tout genre;

De manufacturer et faire le commerce d'instru-

the city of Ottawa, Ontario, for the following purposes:

To breed, rear, buy, sell, trade, rent, and generally deal in every phase of the sheep ranching and wool and mutton business; to either give or receive sheep on shares for any period of time;

To enter into any of all forms of Agricultural operations, such as buying, selling, raising, and generally deal in all kinds of livestock and farm produce;

To construct, improve, maintain, exploit, sell or lease any flour mills, grist-mills and woollen mills and in general deal in any farm products or foods, and in the wool business or its different industries;

To acquire, exploit, lease, sell hydraulic powers to manufacture, purchase or acquire in any manner and exploit light, heat and power necessary or suitable for the company's purposes, in the district of Pontiac;

To own, buy, sell, exchange, mortgage or otherwise acquire and dispose of moveables and immoveables in the interest of thier business;

To buy the rights and interests which other companies or individuals may have in similar business or to amalgamate with said companies of similar business;

To sell or dispose of the assets of the company to individuals or companies carrying on a similar business;

To buy and specially assume and acquire the liabilities and the lease which have been incurred and signed by individuals in view of the forming and incorporating of the present company together with the assets and the goodwill of the business carried on up to now by said individuals, and to pay such either in cash or in shares of the company, under the name of "Rocherfendu Ranch, limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at Rocherfendu Farm, in the township of Grand Calumet, district of Pontiac.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eight day of March, 1917.

C.-J. SIMARD,
1696-14-2 Assistant Provincial Secretary.

"Franco-American Medical Institute, limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the lieutenant governor of the province of Quebec, bearing date the twenty eight day of March, 1917, incorporating Alfred Marsil, doctor of medicine; Gonzalve Desaulniers, Jean Charbonneau, Agenor Tanner, advocates; and Gilbert Larue, journalist, of Montreal, for the following purposes:

To construct, establish, direct and manage one or several hospitals and one or several sanatoriums, and generally to do everything necessary for the operation, the proper working and exploitation of private hospitals and dispensaries;

To establish and maintain schools for the training of and the teaching of medicine, surgery and the care of sick people to nurses;

To manufacture, buy, sell, import and export, and generally deal in proprietary medicines of every kind;

To manufacture and deal in surgical and

ments et appareils se rapportant à la chirurgie et à la médecine et à toutes leurs spécialités, et aussi de manufacturer et faire le commerce de membres artificiels de toute sorte et de tous appareils et objets prothèse;

De demander, acheter ou autrement acquérir tout brevet d'invention et de les vendre, les louer ou en disposer autrement;

De répandre par campagne de presse, annonces, pamphlets et tous autres moyens de publicité, la science de l'hygiène en général et les connaissances sur la médecine et toutes ses spécialités;

De promouvoir, organiser, gérer ou développer, ou aider à promouvoir, organiser, gérer ou développer toute corporation, compagnie, syndicat ou entreprise dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie ou dans le but d'exercer toute autre industrie subsidiaire à celle de la présente compagnie;

Exercer toute autre industrie manufacturière ou autre, que la compagnie jugera capable d'être convenablement exercée en rapport avec l'industrie de la compagnie, ou censée accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

De s'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne ou compagnie exerçant maintenant ou qui entreprendra plus tard toute industrie ou transaction censée profiter à la présente compagnie, directement ou indirectement;

D'acheter ou autrement acquérir à deniers comptants ou pour toute autre compensation, y compris les parts acquittées du capital-actions de la présente compagnie, la totalité ou une partie des affaires, franchises, entreprises, propriétés, droits, pouvoirs, privilèges, obligations et débetures, lettres patentes, contrats, immeubles, clientèle et actif et tous autres biens, meubles ou immeubles de toute personne, compagnie, corporation, et les vendre ou en disposer autrement, en totalité ou en partie, pour la compensation que la compagnie jugera raisonnable;

D'acheter ou autrement acquérir, et détenir et posséder des valeurs, actions et obligations de toutes compagnies ou corporations engagées dans une industrie d'une nature semblable, et vendre ou autrement disposer de ces dites valeurs, actions et obligations;

De distribuer entre les actionnaires de la compagnie en nature tous biens de la compagnie et en particulier toutes actions, débetures ou autres valeurs d'autres compagnies appartenant à la présente compagnie ou dont la présente compagnie aurait le pouvoir de disposer;

De faire tous les actes et jouir de tous les pouvoirs et faire toutes les opérations avantageuses pour atteindre les objets pour lesquels la présente compagnie est constituée;

De vendre ou céder la totalité ou une partie des biens meubles ou immeubles de la compagnie pour la compensation que la compagnie jugera acceptable, et en particulier pour les actions, obligations, débetures ou valeurs de toute autre compagnie ou corporation;

De conclure tout arrangement avec toute autorité municipale, locale ou autre, qui semblera favoriser les objets de la compagnie ou aucun d'eux, et obtenir de toute autorité municipale, locale ou autre, tous les droits, privilèges et concessions de nature à promouvoir les affaires et les intérêts de la compagnie;

D'émettre des actions acquittées, des obligations, débetures ou autres valeurs en paiement total ou partiel de toute propriété réelle ou personnelle, mobilière ou immobilière, de services

medicinal instruments and apparatuses, and all specialties relating thereto, and also manufacture and deal in artificial limbs of every kind and all prosthetic apparatuses and articles;

To apply for, buy or otherwise acquire patents, and sell, lease or otherwise dispose of same;

To diffuse, by campaigns in the press, advertisements, pamphlets, and all other advertising means, the science of hygiene generally and the knowledge of medicine and all specialties thereof;

To promote, organize, manage, or develop or assist in the promotion, organization, management or development of any corporation, company, syndicate or undertaking for the purpose of acquiring the whole or any part of the undertaking of the company or the carrying on of any business subsidiary thereto;

To carry on any business, manufacturing or otherwise, which may appear to the company capable of being conveniently carried on in connection with the company's business or calculated, directly or indirectly, to enhance the value of or render profitable the company's property or rights;

To enter into partnership or into any agreement for sharing of profits, union of interest, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company now carrying on or which may in future carry on any business or transaction calculated, directly or indirectly, to benefit the present company;

To buy or otherwise acquire for cash or any other consideration, including paid up shares of the capital stock of the present company, the whole or any part of the business, franchises, undertakings, property, rights, powers, privileges, bonds and debentures, letters-patent, contracts, immoveables; goodwill and assets and any other property, moveable or immoveable, of any person, company or corporation, and to sell or otherwise dispose of the whole or part of same for such consideration as the company may think proper;

To buy or otherwise acquire, and hold and own stocks, shares and bonds of any companies or corporations engaged in any business of a like nature, and to sell or otherwise dispose of such stocks, shares and bonds;

To distribute among the shareholders of the company in kind, any property of the company, and in particular any shares, debentures or other securities of other companies belonging to the present company or which it is empowered to dispose of;

To do all acts and enjoy all powers and carry on any operations conducive to the attainment of the objects for which this company is incorporated;

To sell or assign the whole or a part of the moveable and immoveable property of the company for such consideration as it may deem proper and in particular for shares, bonds, debentures or securities of any other company or corporation;

To enter into any arrangement with any authority, municipal, local or otherwise that may seem conducive to the company's objects or any of them and to obtain from such authority, municipal, local or otherwise, all the rights, privileges and concessions calculated to promote the company's business and interests;

To issue paid up shares, bonds, debentures or other securities in full or part payment of any property, real or personal, moveable or immovable, services rendered or to be rendered to the

rendus ou à être rendus à la compagnie, de droits baux, commerce, franchise, entreprises, pouvoirs, privilèges ou autres avantages que la compagnie pourra également acquérir;

Aucun pouvoir accordé dans aucun paragraphe des présentes ne sera limité ou restreint par référence à aucun autre paragraphe ou au nom de la compagnie ou déduction d'iceux, sous le nom de "Franco-American Medical Institute, limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de mars 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
1697—14-2 C.-J. SIMARD.

"Mooney & Van Dyke Company".

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en date du vingt-neuvième jour de mars 1917, constituant en corporation M.M. George-H. Van Dyke, industriel; Malcolm-J. Mooney, médecin; Miss Rose Legendre, sténographe, de Québec; Frank Byrne, industriel, de Charlesbourg et A.-A. Dubé, industriel, de Québec, pour les fins suivantes:

Manufacturer la pulpe et le papier et faire le commerce de pulpe et de papier; de manufacturer, vendre et faire le commerce de bois et de bois de pulpe; de construire et exploiter des moulins et faire le commerce comme marchands de bois, de bois de pulpe, de papier et de tous articles provenant de ces différentes productions et de tous articles y relatifs; d'acquérir et posséder, vendre, échanger et louer des pouvoirs d'eau et des droits dans des pouvoirs d'eau, des immeubles et des droits dans des immeubles, des limites à bois et des droits dans des limites à bois, des glissoires par eau ou autrement et des droits dans des glissoires; et en général tout ce qui se rapporte à la fabrication et au commerce de bois, de pulpe et de papier; et construire des tramways, quais, docks et des bateaux à vapeur ou autres; d'acquérir, acheter, vendre et importer et exporter des marchandises, fournitures et approvisionnements; de bâtir, vendre ou louer des maisons pour ses employés et autres; de posséder et exploiter des carrières de pierre à construction et à chaux; d'emprunter de l'argent et le garantir sur des débetures portant hypothèque ou autrement; de devenir actionnaire dans toutes compagnies dont l'objet est d'intérêt public, et d'acheter les droits, propriétés et privilèges de toutes telles compagnies; et de faire toutes choses relatives aux objets de la compagnie;

Détenir, souscrire et payer des actions, devenir actionnaire, détenir ou acheter des débetures d'une ou de plusieurs compagnies constituées en corporation;

Vendre, céder et aliéner, avec le consentement des deux tiers en valeur de tout le capital payé de la compagnie, ses franchises et quelques-uns ou la totalité des droits, privilèges et pouvoirs conférés à ou possédés par la compagnie, ainsi que ses entreprises ou toutes parties d'icelles, à toutes compagnie ou compagnies constituées en corporation, pour tels prix et considération et aux termes et conditions qu'elle pourra juger convenables, et particulièrement pour les actions (soit privilégiées ou ordinaires), les bons, obligations ou autres valeurs de telles compagnies;

Nommer un procureur ou un représentant pour assister et voter pour et au nom de la compagnie

company, rights, leases, business, franchises, undertakings, powers, privileges or other advantages which the company may legally acquire;

The powers in each paragraph hereof are to be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph or the name of the company, under the name of "Franco-American Medical Institute Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of March, 1917.

C.-J. SIMARD,
1698—14-2 Assitant Provincial Secretary.

"Mooney & Van Dyke Company".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of March, 1917, incorporating M.M. George-H. Van Dyke, manufacturer; Malcolm-J. Mooney physician; Miss Rose Legendre, stenographer, of Quebec; Frank Byrne, manufacturer, of Charlesbourg and A.-A. Dubé, manufacturer, of Quebec, for the following purposes:

To manufacture pulp and paper and to trade in pulp and paper; to manufacture, sell and trade in lumber and pulp wood; to erect and run mills and do business as dealers in lumber, pulp and paper, in all articles made from these several products and of all articles relating thereto; to buy and own, sell, exchange and lease water powers and rights in water powers, real properties and rights in real properties, timber limits and rights in timber limits, slides and sluices by water or otherwise and rights in slides and sluices, and generally all that relates to preparing and selling wood, pulp and paper; to build tramways, wharves, docks and steamboats or others; to acquire, buy, sell and import or export merchandise, furnishings and provisions; to build, sell or lease houses for its employees and others; to own and work quarries of lime or building stones; to borrow money and guarantee it on debentures bearing hypothec or otherwise; to become shareholders in any company whose objects are of public interest, and to purchase the rights, properties and privileges of any such companies, and to do anything that concern the objects of the company;

To hold, subscribe and pay for stock, become a shareholder, hold or purchase debentures of one or more incorporated companies;

To sell, assign and alienate, with the consent of the two thirds in value of the total paid up capital of the company, its franchises and part of the whole of the rights, privileges and powers conferred on or owned by the company, as also its undertakings or any part thereof to any incorporated company or companies, for such price and consideration and on the terms and conditions it may deem advisable and specially for the stock (either preferred or common), bonds, debentures or other securities of such companies;

To appoint an attorney or representatives to assist and vote for and in the name of the com-

aux assemblées de ces compagnies dont elle peut détenir ou acquérir les actions, bons ou autres valeurs, pourvu que tel procureur ou représentant soit lui-même un actionnaire de ces compagnies, sous le nom de "Mooney & Van Dyke Company";

Exercer le commerce d'immeubles, sous toutes ses formes;

Etre agents d'aucune corporation ou personne, assumer et se charger d'entreprises d'aucune nature permises par la loi;

Consentir des prêts ou faire des emprunts et assumer des obligations, avec ou sans garanties hypothécaires ou privilégiées;

Acheter, vendre ou détenir des obligations ou d'autres valeurs en paiement total ou partiel de services rendus à la corporation dans son organisation ou autrement, et aussi en paiement total ou partiel de propriété foncière ou d'aucuns droits, privilèges, licences ou concessions que la compagnie pourra légalement acquérir;

Accomplir tous les actes, exercer tous les pouvoirs se rattachant à la réalisation des choses que la présente compagnie est autorisée à faire, sous le nom de "Mooney & Van Dyke, Company", avec un fonds social de quarante mille piastres (\$40,000.00), divisé en quatre cents (400) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour de mars 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
1699—14-2 C.-J. SIMARD.

"Quebec Munitions, Limited".

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuvième jour de mars 1917, constituant en corporation M.M. Arthur Picard, manufacturier; Georges Parent, avocat; Léon Casgrain, avocat; C.-E. Taschereau, notaire; J.-Philéas Cantin, notaire; de Québec, pour les fins suivantes:

Fabriquer, acheter ou autrement acquérir, posséder, vendre, céder et transporter, placer, trafiquer, faire commerce et disposer d'effets, denrées et marchandises, de la propriété personnelle ainsi que de la propriété de toute catégorie et description;

Spécialement et sans restriction à ce qui précède faire, fabriquer, acheter, vendre, importer, exporter, faire le trafic et le commerce des armes à feu, des pièces d'artillerie, des projectiles, munitions, armes, armements militaires ou autres de toute nature et description, ainsi que de tous et d'aucun des articles, matériaux, procédés, usines, installations et machines servant à, employés dans ou en rapport avec la fabrication et la confection de ces objets-là, ou qui seront indispensables, avantageux ou appropriés à l'industrie de la corporation;

Bâtir, construire, réparer, entretenir et exploiter des usines hydrauliques, à gaz ou électriques;

Vendre, transmettre, fournir et distribuer le courant électrique pour l'éclairage, le chauffage et la force motrice dans les comtés de Charlevoix, Champlain, Dorchester, Lévis, Montmorency, Portneuf et Québec, aussi ériger, posséder et utiliser les poteaux et fils nécessaires ainsi que d'autres appareils;

Construire, améliorer, entretenir, établir, administrer, tracer ou surveiller des routes, chemins, voies latérales ou d'évitement, des ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, usines, magasins et autres structures et

pany at the meetings of such companies of which it may hold and acquire the stock, bonds or other securities, provided that such attorney or representative be himself a shareholder in such companies, under the name of Mooney & Van Dyke Company;

To carry on a real estate business in all its branches;

To act as agents for any corporation or person, and to let and undertake contracts of any nature permitted by law;

To grant or contract loans and obligations with or without privileged or hypothecary securities;

To buy, sell or hold bonds or other securities in full or in part payment of services rendered to the company by way of promotion or otherwise, and also in full or in part payment of immovable property or of any rights, privileges, licenses or concessions which the company may legally require;

To do all acts, exercise all powers incidental to the attainment of the company's objects or necessary to the fulfilment of any of the things which the company is authorized to do, under the name of Mooney & Van Dyke, Company, with a capital stock of forty thousand dollars (\$40,000.00), divided into four hundred (400) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of March, 1917.

C.-J. SIMARD,
1700—14-2 Assistant Provincial Secretary.

"Quebec Munitions, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of March, 1917, incorporating M.M. Arthur Picard, manufacturer; Georges Parent, advocate; Léon Casgrain, advocate; C.-E. Taschereau, notary; J.-Philéas Cantin, notary, of Quebec, for the following purposes;

Manufacture, purchase or otherwise acquire, own, sell, assign and transfer, invest, trade, deal in and deal with goods, wares and merchandise, personal property and property of every class and description;

Specially, without limiting the foregoing, make, manufacture, purchase, buy, sell, import, export, trade and deal in fire, ordnance, projectiles, ammunition, weapons, military or other equipments of every kind and description, and any and all articles, materials, processes, plants, works, and machinery used or of use in or in connection with or incidental to the manufacture and production thereof, or which may be necessary, expedient or convenient for the business of the corporation;

Build, construct, repair, maintain and operate water, gas or electrical works;

Sell, transmit, furnish and distribute electrical current for light, heat and power in the counties of Charlevoix, Champlain, Dorchester, Lévis, Montmorency, Portneuf and Quebec, and erect, own and use the necessary poles, wires and other appliances;

Construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, branches or sidings, bridges, reservoirs, water courses, wharves, manufactories, warehouses, shops, stores and other works and conveniences which may

commodités qui sembleront propres directement ou indirectement à procurer l'intérêt de la compagnie, et contribuer, subventionner ou autrement aider ou prendre part à leur construction, amélioration, entretien, établissement, administration, exécution ou surveillance;

Construire, acquérir, posséder, affréter et utiliser les navires nécessaires à ses opérations et au transport de ses matériaux, de ses employés et autres personnes;

Acheter, posséder, vendre, échanger, louer, entretenir et exploiter des forces hydrauliques et des droits sur forces hydrauliques;

Acquérir, bâtir, vendre ou louer des maisons pour l'usage de ses employés;

Acheter ou autrement acquérir, détenir, posséder, entretenir, exploiter, développer, vendre ou autrement aliéner des terrains et immeubles ainsi que des intérêts et droits en eux, et les grever;

Hypothéquer, grever ou donner en gage aucune propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, aux fins de garantir aucunes obligations, débetures ou actions-obligations que de par la loi la présente corporation est autorisée à émettre;

Acquérir par achat, concession, échange, bail, ou autrement, et construire, bâtir, exploiter, posséder, tenir et administrer toutes manufactures, boutiques, usines, remises, usines mécaniques, cours à engins et les autres structures et installations nécessaires ou convenant à l'exercice de son industrie;

Acquérir l'achalandage, les droits et biens de toutes espèces et assumer la totalité ou aucune partie de l'actif et du passif d'aucune personne, société, association ou corporation, et les payer totalement ou partiellement en numéraire, en actions de la présente compagnie, en obligations ou autrement, et les vendre, les louer ou autrement en disposer en tout ou en partie;

Solliciter, obtenir, enregistrer, acheter, louer ou autrement acquérir, détenir, posséder, utiliser, exploiter, introduire, vendre, céder ou autrement disposer de la totalité et d'aucune partie des droits de reproduction, marques de commerce et brevets, ainsi que de la totalité ou d'aucune partie des inventions, améliorations, appareils, ergins et procédés employés sous l'autorité de, ou obtenus par lettres patentes de la Puissance du Canada, ou d'un autre pays, ou autrement; et les utiliser, exercer, développer, accorder des licences à leur sujet, ou autrement faire valoir aucuns tels droits de reproduction, les marques de commerce, brevets, inventions, améliorations, appareils, devis, procédés et autres choses semblables, ou aucune propriété ou renseignements ainsi acquis;

Acheter, acquérir, détenir, vendre, céder, échanger, transférer ou autrement disposer des actions, bons, débetures ou autres obligations d'aucune autre corporation domestique ou étrangère, et émises en paiement ou en échange de ses propres parts, débetures, billets, bons ou autres obligations;

Faire société ou conclure aucun arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, le risque mutuel, la concession réciproque ou autrement, avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à, ou sur le point d'exercer ou de se livrer à aucune industrie ou transaction que la présente corporation est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, ou aucune industrie ou transaction susceptible d'être exercée de manière à bénéficier à la compagnie, directement ou indirectement; et prêter des deniers, garantir les contrats, ou autrement aider telle personne ou corporation, et prendre

seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its provisions, employees and others;

Buy, own, sell, exchange, lease, maintain, and exploit water powers and rights in water powers;

Acquire, build, sell or lease houses for its employees;

Purchase or otherwise acquire, hold, own, maintain, work, develop, sell, convey or otherwise dispose of real estate and real property and any interest and rights therein, and mortgage the same;

Hypothecate, mortgage or pledge any property, moveable or immovable, present or future, for the purpose of securing any bonds, debentures or debenture stock which the company is by law entitled to issue;

Acquire by purchase, concession, exchange, lease or otherwise, and construct, erect, operate, hold, maintain and manage all factories, stores, shops, depots, machine shops, engine houses and other structures and erections necessary or convenient for the carrying on of its business;

Acquire the good will, rights and property of all kinds and undertake the whole or any part of the assets and liabilities of any person, firm, association or corporation, and to pay for the same, wholly or in part, in cash, stock of this company, bonds or otherwise, and to sell, lease or otherwise dispose of the same or any part thereof;

Apply for, obtain, register, purchase, lease or otherwise acquire, hold, own, use, operate, introduce, sell, assign or otherwise dispose of, any and all copyrights, trade-marks, and patents, and any and all inventions, improvements, apparatus, appliances and processes used in connection with or secured under, letters patent of the Dominion of Canada, or elsewhere or otherwise; and use, exercise, develop, or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account, any such copyrights, trade-marks, patents, inventions, improvements, apparatus, appliances, processes and the like, or any property or information so acquired;

Purchase, acquire, hold, sell, assign, exchange, transfer or otherwise dispose of, the stocks, notes, debentures or other obligations of any corporation, domestic or foreign, and issue in payment or exchange therefor its own stock, debentures, notes, bonds or other obligations;

Enter into partnership or into any agreement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; or to lend money, to guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and sell,

ou autrement acquérir des parts et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, les réémettre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Faire, avec aucune autorité municipale, locale ou autre, les conventions qui se rattacheront aux objets de la corporation, ou à aucun d'iceux, et obtenir de cette autorité aucuns droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir, et exécuter, exercer et se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions;

Etablir et maintenir, ou aider à l'établissement et au maintien d'associations, institutions, fonds, fiducies, et commodités de nature à profiter aux employés ou aux anciens employés de la compagnie (ou à ses prédécesseurs en affaires), aux protégés ou parents de ces personnes, accorder des pensions et allowances, et faire des paiements d'assurance, souscrire des argents ou en garantir la souscription pour fins charitables ou bienveillantes, pour aucune exposition, ou pour aucun objet d'utilité publique, générale;

Vendre ou disposer de la totalité ou d'aucune partie de l'entreprise de la corporation en compensation de ce que la compagnie jugera avantageux, et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre corporation dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie;

Faire tous les actes et toutes les opérations accessoires à ceux ou celles précitées, ou qui peuvent faciliter la réalisation des objets pour lesquels la présente compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Quebec Munitions, Limited" avec un fonds social de cent quatre-vingt-dix mille piastres (\$190,000.00), divisé en dix-neuf cents (1900) parts de cent piastres (\$100.00), chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour de mars 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
1693—14-2 C.-J. SIMARD.

**"The Canadian Greek Dairy Lunch,
limited".**

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 28 mars 1917, constituant en corporation M.M. Constantinos Konstantinos Sherdakos, marchand, Montréal; Charles Mackay Cotton, Frederick Thomas Enright, avocats, de Westmount; Egbert William Westover et Humbert Cecil George Mariotti, avocats, de Montréal, pour les fins suivantes:

Produire et vendre le lait et la crème, exercer l'industrie laitière sous toutes ses formes, et à ces fins acquérir, posséder et disposer de métairies;

Fabriquer, acheter, vendre et faire le commerce des produits laitiers de toutes espèces;

Fabriquer, acheter, vendre et faire le commerce des confiseries de toutes les sortes;

Acquérir, posséder, tenir et disposer de restaurants, se livrer de toutes manières au commerce de restaurateurs;

Acheter, vendre et négocier des biens et effets de toute nature, meubles, immeubles et mixtes;

Faire aucune des choses précitées soit comme principaux soit comme agents;

Exercer aucun autre commerce ou faire aucunes autres choses se rattachant aux susdits pouvoirs ou susceptibles d'une exercice profitables à la compagnie en rapport avec iceux;

hold, re-issue with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

Enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

Establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts, and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business) or the dependent or connections of such persons, and grant pensions and allowances, and make payments towards insurance, and subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

Sell or dispose of the undertaking of the company or any part for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company.

Do all such acts and operations accessory to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it is incorporated, under the name of "Quebec Munitions, Limited", with a capital stock of one hundred and ninety thousand dollars (\$190,000.00), divided into nineteen hundred (1,900) shares, of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of March, 1917.

C.-J. SIMARD,
1694—14-2 Assistant Provincial Secretary.

**"The Canadian Greek Dairy Lunch,
limited".**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the 28th March, 1917, incorporating M.M. Constantinos Konstantinos Sperdakos, merchant, Montreal; Charles Mackay Cotton, Frederick Thomas Enright, advocates, of Westmount; Egbert William Westover and Humbert Cecil George Mariotti, advocates of Montreal, for the following purposes;

To produce and sell milk and cream and carry on a dairy business in all its branches and for such purpose to acquire, own and dispose of dairy farms;

To manufacture, buy, sell and deal in milk products of all kinds;

To manufacture, buy, sell and deal in confectionery of all kinds;

To acquire, own, operate and dispose of restaurants and to carry on the business of a restaurateur in all its branches;

To buy, sell and deal in property and goods of kinds, both moveable, immoveable and mixed;

To do any of the above things either as principal or agent;

To carry on any other business or do any other things that may be incidental to the above powers or that may be beneficial for the company to carry on in connection therewith;

Acquérir, posséder et aliéner les machines, outillage, commerce, franchise, brevets d'inventions, entreprise, propriétés, droits, privilèges, baux, contrats et autres droits qui seront nécessaires, avantageux ou convenables au parfait exercice de l'industrie de la corporation;

Faire aucune convention relative à la fusion, à l'union d'intérêts ou à la concession réciproque avec aucune personne, société ou corporation dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux que la présente compagnie est autorisée à réaliser;

Emettre des actions entièrement libérées et non-sujettes à appel, des obligations ou d'autres valeurs de la corporation en paiement total ou partiel d'aucune propriété foncière ou personnelle, des droits ou des autres biens que la compagnie aura acquis en vertu d'aucun titre;

Vendre, louer ou autrement disposer de l'entreprise corporative, ou d'aucune partie d'icelle, en compensation de ce que la compagnie jugera avantageux suivant les stipulations, conditions et prix estimés convenables, et à l'acquit de telle considération accepter du numéraire, des actions, des obligations, des débetures ou d'autres valeurs d'aucune autre corporation, aussi répartir entre les contributeurs de la compagnie, en espèces, les actions, les obligations, débetures ou les autres valeurs corporatives, sous le nom de "The Canadian Greek Dairy Lunch, Limited", avec un fonds social de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre vingt-dix parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de mars 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
1713-14-2 C.-J. SIMARD.

"L'Agence Centrale d'Administration, limitée"

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-neuvième jour de mars 1917, constituant en corporation M.M. Evariste Rochette, comptable; Ernest Roy, Roméo Langlais, François-Xavier Godbout, avocats; et Eudore Boivin, étudiant, de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Agir en général comme courtier, agent, agent d'affaires, et comme tels s'occuper d'assurances-vie, feu, maritime, de garantie, d'indemnité pour accidents du travail et de tout genre d'assurances, s'occuper de prêts d'argent, de transactions sur les bons, obligations ou débetures, de transactions immobilières, de l'administration de toute entreprise commerciale, industrielle ou autre, de tout genre de commerce, négoce ou métier; de toute propriété mobilière ou immobilière et de tout genre d'affaires, le tout aux conditions et pour les considérations qui seront jugées convenables;

Acquérir, posséder, exploiter, administrer et en disposer toute propriété mobilière ou immobilière et en général faire le commerce de l'immeuble;

Construire, pour des fins spéciales, ou exercer l'industrie de constructeur, exécuter des travaux de construction, d'utilité privée ou publique ou concernant des utilités publiques et en général s'occuper de tout genre de construction quelconque;

Faire avec toute personne, société, syndicat, compagnie ou corporation des conventions concernant des propriétés mobilières ou immobilières,

To acquire, own and dispose of any machinery, plant, business, franchise, patent inventions, undertaking, property, rights, privileges, leases, contracts and other rights which may be necessary, convenient or expedient for the due carrying out of the company's business;

To enter into any arrangement for amalgamation, joinder of interest or reciprocal concession with any person, firm or corporation having objects altogether or in part similar to that which this company is authorized to carry on;

To issue fully paid up and non assessable shares, bonds or other securities of the company in payment or in part payment for any real or personal property, rights or other assets acquired by the company by any title;

To sell, lease or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may deem proper on such terms and conditions and for such consideration as may be deemed advisable, and in payment of the consideration therefor, to accept cash, shares, bonds, debentures or other securities of any other corporation and to distribute among the shareholders of the company from time to time any specie, shares, bonds, debentures or other property belonging to the company, under the name of The Canadian Greek Dairy Lunch, Limited, with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of March, 1917.

C.-J. SIMARD,
1714-14-2 Assistant Provincial Secretary.

"L'Agence Centrale d'Administration, limitée"

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of March, 1917, incorporating Evariste Rochette, accountant; Ernest Roy, Roméo Langlais and François-Xavier Godbout, advocates; and Eudore Boivin, student, of the city of Québec, for the following purposes:

Generally to act as broker, agent and business agent, and to do business in life, fire, marine, surety, labor accident and all other kinds of insurance, to carry on the business of money-lenders on and dealers in bonds and debentures, managers of any undertaking, commercial, manufacturing or otherwise, to carry on any other business or trade, to deal in moveable or immoveable property and carry on any kind of business, the whole on such conditions and for such considerations as may be deemed fit;

To acquire, own, exploit, manage and dispose of any moveable or immoveable property and generally deal in real estate;

To construct, for special purposes, or to carry on the business of builders, to execute construction works of public or private utility or relating to public utilities and generally to engage in all kinds of construction works whatever;

To enter into arrangements with any person, firm, syndicate, company or corporation, respecting moveable or immoveable property, to hold,

pour les détenir, les administrer, les exploiter ou en disposer, et émettre des certificats constatant des droits dans telles propriétés, comme propriétaire, co-propriétaire, dans la participation des profits ou autrement, dans, sur ou en rapport avec lesdites propriétés et détenir, posséder, exploiter, vendre ou autrement en disposer tels certificats, le tout conformément aux conventions intervenues entre la compagnie et tels personne, société, syndicat, compagnie ou corporation;

S'occuper de comptabilité et d'audition de livres, de vérification de comptes, de tenue de livres et de la préparation de comptabilité, de tenue de livres ou contrôle des affaires, de la liquidation totale ou partielle des affaires de ou pour toute personne, société, tout syndicat, toute compagnie ou corporation et en général agir comme teneur de livres, comptable et liquidateur;

Exercer le commerce de prêteur d'argent et en rapport avec ce commerce, exiger, recevoir ou accepter des garanties hypothécaires, par nantissement, collatérales ou autres;

Se procurer par emprunt ou autrement, des argents ou autres valeurs et donner, remettre ou procurer, en rapport avec telles transactions des garanties hypothécaires, par nantissement, ou autres suretés collatérales;

Acquérir, posséder, détenir et en disposer, des actions dans d'autres compagnies ou corporations ou des valeurs de toute personne, société, syndicat compagnie, corporation ou gouvernement;

Promouvoir, organiser, administrer, développer ou aider à promouvoir, organiser, administrer et développer tout syndicat ou toute entreprise, compagnie ou corporation et souscrire, acquérir, garantir, émettre, détenir et aliéner toutes ou parties des actions ou valeurs de toute telle entreprise, compagnie ou corporation;

Emettre des bons, des actions-obligations (debenture-stock), des obligations ou débentures de la compagnie, les employer, les grever ou en disposer aux termes et conditions qui seront jugés convenables;

Tirer, faire, endosser, accepter, escompter et émettre des billets promissaires, des lettres de change, des connaissements, des ordres et tout autre effet négociable;

Rémunérer toute personne, société, syndicat, compagnie ou corporation pour services rendus ou à être rendus en rapport avec le placement, la vente ou la disposition de toute action du capital de la compagnie ou d'autres valeurs de la compagnie, ou en rapport avec la formation de la compagnie ou la conduite de ses affaires;

S'unir avec toute autre compagnie ayant des objets similaires ou en partie similaires à ceux de cette compagnie et acquérir en tout ou en partie par achat, location ou autrement, la propriété, la franchise et les affaires de toute corporation ou compagnie et assumer toutes ou parties de ses obligations, et payer le prix de telle acquisition, en tout ou en partie, en argent ou avec des actions libérées ou en partie libérées de la compagnie ou avec d'autres valeurs de la compagnie;

Payer des dividendes, des profits aux actionnaires de la compagnie, en espèces ou autrement, et leur distribuer tout bien de la compagnie y compris les actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute personne, société, syndicat, compagnie ou corporation que la compagnie peut avoir en portefeuille ou dont elle peut être propriétaire;

Payer en tout ou en partie les services rendus à la compagnie et le prix de toute acquisition faite par elle, en argent, en actions libérées ou en partie libérées de la compagnie, ou en bons, obligations et débentures de la compagnie ou partie l'un et partie l'autre;

manage, exploit or dispose of same and to issue certificates showing rights in such property as proprietor, co-proprietor, in the sharing of profits or otherwise, in, on or in connection with such property, and to hold, own, exploit, sell or otherwise dispose of such certificates, the whole pursuant to the agreements entered into between the company and such person, firm, syndicate or corporation;

To carry on accountancy, the auditing of books, the verifying of accounts, book-keeping and the preparing of accounts, the controlling of business, the total or partial liquidation of business for any person, firm, syndicate, company or corporation, and generally to act as book keeper, accountant and liquidator;

To carry on the business of money-lenders and in connection therewith, to exact, receive or accept hypothecary securities, by mortgage, collateral or otherwise;

To secure, by loan or otherwise, money or other securities and to give, remit or procure, in connection with such transactions, hypothecary securities by mortgage or other collateral securities;

To acquire, own, hold and dispose of shares, in other companies or corporations or securities of any person, firm, syndicate, company corporation or government;

To promote, organize, manage, develop or aid in the promotion, organization, management and development of any syndicate, or any undertaking company or corporation and to subscribe, acquire, guarantee, issue, hold and dispose of the whole or part of the shares or securities of any such undertaking, company or corporation;

To issue bonds, debenture stock, debentures of the company, utilize, pledge or dispose of same upon such terms and conditions as may be deemed fit;

To draw, make, endorse, accept, discount and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and any other negotiable instruments;

To remunerate any person, firm, syndicate, company or corporation for services rendered or to be rendered in connection with the placing, selling or disposal of any other shares of the capital of the company, or in or about the formation of the company or the conduct of its business;

To amalgamate with any other company having objects altogether or partly similar to those of this company, and to acquire, in whole or in part, by purchase, lease or otherwise, the property, franchise and business of any corporation or company and to take over all or part of its obligations, and to pay for such acquisition, in whole or in part, in cash or in fully or partly paid up shares of the company or with other securities of the company;

To pay dividends, profits to shareholders of the company, in specie or otherwise, and distribute any property of the company, including shares, bonds, debentures or other securities of any person, firm, syndicate, company or corporation which the company may have in hand and which it may dispose of;

To pay, in whole or in part, for services rendered to the company and the purchase price of any acquisition made by it, in cash or in fully or partly paid up shares, bonds, obligations and debentures of the company, partly in one and partly in the other;

Exiger pour ses services toute rémunération qui sera jugée convenable;

Les pouvoirs contenus dans chacun des paragraphes ci-dessus ne seront en aucune façon limités ou restreints par référence aux termes d'un autre paragraphe, sous le nom de "L'Agence Centrale d'Administration, Limitée", avec un fonds social de quarante-cinq mille piastres (\$45,000.00), divisé en quatre cent cinquante (450) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour de mars 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
1727—14-2 C.-J. SIMARD.

"Pearce Motor Company, limited".

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de mars 1917, constituant en corporation M.M. Gilbert Henry Pearce, négociant; Alexander Stewart Taylor, surintendant-électricien; Hugh Mackay, avocat; Edson Grenfell Place, avocat; et Marie Zaire Pilon, sténographe, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Manufacturer, acheter et vendre des automobiles et des véhicules-moteurs généralement, et faire commerce de toutes les catégories d'effets et articles, de matériaux bruts employés en rapport avec iceux;

Tenir des garages et exercer un commerce général de réparations;

Fabriquer, acheter, vendre ou autrement trafiquer d'effets et marchandises de toute nature quelconque;

Acquérir, à titre d'affaire en opération, le commerce actuellement exercé, en la cité de Montréal, sous le nom de "Pearce Motor Company";

Acquérir des brevets d'invention, des droits brevetés, des procédés, concessions, licences, marques de commerce, droits d'auteurs et d'autres privilèges de même nature servant à aucune chose utile aux objets de la corporation, et les faire valoir par fabrication ou exploitation, ou par permis relatifs à leur usage, ou autrement;

Vendre, louer ou autrement disposer de la propriété et de l'entreprise de la compagnie, ou d'aucune partie d'icelles, en compensation de ce que la corporation croira avantageux et particulièrement pour des actions, des débetures, des obligations ou des valeurs d'aucune autre compagnie;

Acquérir, acheter ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de l'entreprise, de la propriété, de l'actif, des privilèges, des contrats, des droits, réclamations et du passif d'aucune corporation, société ou personne exerçant aucun négoce que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant aux fins de la présente corporation;

Souscrire ou acquérir par achat, louage ou autrement, des parts, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune compagnie exerçant, sur le point d'exercer, ou se livrant à aucun commerce que la présente corporation est autorisée à exercer, ou aucun commerce totalement ou partiellement semblable à icelui, et les vendre, les détenir, réémettre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier, et organiser aucune telle compagnie ou autrement s'unir à elle;

Emettre des parts acquittées, des actions-obligations, des débetures, des obligations ou d'autres valeurs de la corporation en paiement

To exact for its services any remuneration which may be deemed fit;

The powers in each paragraph hereof shall be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "L'Agence Centrale d'Administration, Limitée", with a capital stock of forty five thousand dollars (\$45,000.00), divided into four hundred and fifty (450) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of March, 1917.

C.-J. SIMARD,
1728—14-2 Assistant Provincial Secretary.

"Pearce Motor Company, limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the lieutenant-governor of the province of Quebec, bearing date the twenty third day of March, 1917, incorporating M.M. Gilbert Henry Pearce, trader; Alexander-Stewart Taylor, electrical superintendent; Hugh Mackay, advocate; Edson Grenfell Place, advocate; and Marie Zaire Pilon, stenographer; all of the city and district of Montreal, for the following purposes;

To manufacture, buy and sell automobiles and motor vehicles generally, and to deal in all kinds of goods and appliances, raw materials used in connection with the same;

To carry on garages and to conduct a general repair business;

To manufacture, buy, sell or otherwise deal in goods and merchandise of all kinds whatsoever;

To acquire as a going concern the business at present carried on at the city of Montreal, under the name of Pearce Motor Company;

To acquire letters patent of invention, patent rights, processes, concessions, licences, trade marks, copy rights and other privileges of like nature connected with anything convenient for the purposes of the company, and to turn the same to account by manufacturing or working same or granting licenses in respect thereof or otherwise;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company;

To acquire, purchase or assume all or any part of the business, undertaking, property, assets, privileges, contracts, rights, applications and liabilities of any company, firm or person carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of this company;

To subscribe for or to acquire by purchase, lease or otherwise, the shares, bonds, debentures or other securities of any company carrying on or about to carry on or engage in the business which this company is authorized to carry on, or any business similar thereto in whole or in part, and to sell, hold, re-issue with or without guarantee, or otherwise deal with the same, and to promote or amalgamate with any other such company;

To issue paid up shares, debenture stock, debentures, bonds, or other securities of the company in payment or part payment for any

intégral ou partiel d'aucune propriété ou d'aucuns droits qu'elle aura acquis, des services rendus ou de ceux qu'on aura convenu de rendre, de l'ouvrage exécuté ou du travail qu'on aura convenu de faire dans l'intérêt de la compagnie; ou pour acquitter et payer les dettes et obligations que devra la corporation, ou pour prélever des deniers pour aucun autre objet de la compagnie;

Faire toutes et aucune des choses que les présentes autorisent, soit seuls ou conjointement avec d'autres ou comme facteurs, fidéicommissaires, mandataires ou autrement;

Accomplir tous les autres actes qui se rattachent ou tendent à la réalisation d'aucun des objets précités;

Aucun pouvoir accordé dans aucun paragraphe des présentes ne sera limité par référence ou inférence à aucun autre paragraphe, sous le nom de "Pearce Motor Company, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) parts de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté à Québec, ce vingt-troisième jour de mars 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
1583—13-2 C.-J. SIMARD.

"The Quebec Curling Club, limited"

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-quatrième jour de mars 1917, constituant en corporation: Arthur Veasy, banquier; Wm. Lambton, gérant; Thomas L. Brodie, comptable; H. Gordon Perry, organiste et Roméo Langlais, avocat, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir, posséder et devenir propriétaire du terrain et de la bâtisse actuelle de la "Curling Club de Québec", aux conditions jugées convenables par la présente compagnie et le "Curling Club de Québec";

Acquérir, posséder et devenir propriétaire de tous terrains et de toutes bâtisses nécessaires aux fins pour lesquelles le "Curling Club de Québec", est destiné;

D'acheter le "Curling Club de Québec", tous les intérêts, son actif et continuer à accomplir les fins pour lesquelles il est destiné;

Acheter les actions de toute autre corporation dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie, et en payer le coût en numéraire en actions libérées ou en obligations de la présente corporation ou des deux manières;

Établir, exploiter, voir à l'organisation ou à l'établissement d'un ou des clubs pour la récréation ou le divertissement des membres qui en feront partie; pour l'encouragement et le développement de la culture physique, tel que le curling, la chasse, la pêche, le canotage, les jeux de golf, de tennis, de boules, de quilles, des exercices en patins, en skis, en traînes, traîneaux, et tous autres divertissements ou exercices de nature à développer la culture physique;

Avoir des salles de rafraîchissements et des salles à manger et autres accommodations pour le bénéfice des membres et leurs hôtes;

Acquérir, à quelque titre que ce soit, des immeubles et toutes les choses mobilières utiles et nécessaires aux fins du club; admettre moyennant une cotisation annuelle qui sera fixée de temps à autre, par les directeurs du club, des membres qui pourront prendre part aux exercices, aux jeux et à toutes les réunions du club, à l'exception de celles des directeurs et des actionnaires;

property or rights which may be acquired by, or for any services rendered or agreed to be rendered, or for work done or agreed to be done for the company; or in or towards the payment and satisfaction of debts or liabilities owing by the company, or for raising money for any other purpose of the company;

To do all or any of the matters hereby authorized either alone or in conjunction with others or as factors, trustees or agents or others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of any of the above objects;

Any power granted in any paragraph hereof shall not be restricted by reference to or inference from any other paragraph, under the name of "Pearce Motor Company, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of March, 1917.

C.-J. SIMARD,
1584—13-2 Assistant Provincial Secretary.

"The Quebec Curling Club, limited"

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the lieutenant-governor of the province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of March, 1917, incorporating Arthur Veasy, banker; Wm. Lambton, manager; Thomas L. Brodie, accountant; H. Gordon Perry, organist and Roméo Langlais, barrister, all of Quebec, for the following purposes:

To acquire, own and become proprietor of the land and building now owned by the "Quebec Curling Club", on such conditions as may be deemed fit by the present company and the "Quebec Curling Club";

To acquire, own and become proprietor of all lands and buildings necessary for the intended purposes of the "Quebec Curling Club";

To purchase the "Quebec Curling Club", the interests, and assets thereof, and to continue carrying out its intended purposes;

To purchase the shares of any other corporation whose objects are similar to those of the present company and to pay the purchase price thereof in cash or in paid up shares or bonds of the present corporation or both;

To establish, operate, supervise the organization or establishment of one or several clubs for the recreation and amusement of the members thereof; for the promotion and development of physical culture, such as curling, hunting, fishing, canoeing, golfing, lawn tennis, ball playing, bowling, skating, skying, sleighing and sliding and all other amusements and exercises calculated to develop physical culture;

To have refreshment and dining rooms and other accommodations for the benefit of the club members and their guests;

To acquire under any title whatever immovables and other moveable effects useful or necessary for the club purposes; to admit on the payment of an annual fee which shall be fixed from time to time, by the Club Directors, members who may take part in the exercises, games and all the meetings of the Club, with the exception of the directors and shareholders' meetings;

Faire payer un honoraire annuel aux membres actionnaires du club et pouvoir confisquer au profit du club, les actions des membres qui n'auront pas payé leur contribution annuelle, conformément aux règlements du club;

Employer tout ou partie des fonds du club pour l'achat d'actions d'autres clubs, compagnies ou sociétés, si la chose était jugée utile ou profitable aux intérêts du club;

Acquérir à quelque titre que ce soit, des propriétés et des valeurs mobilières et immobilières et en faire l'exploitation, pour promouvoir les intérêts de la compagnie;

Emprunter des deniers sur son crédit et émettre des bons, obligations ou autres valeurs et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables, pourvu que tel bon, telle obligation ou autre valeur ne soit pas pour une somme moindre que celle de cent piastres;

Hypothéquer ou donner en garantie des immeubles ou donner en garantie les biens meubles de la compagnie, ou donner ces deux espèces de garantie pour assurer le paiement de tels bons, obligations ou autres valeurs, et de tous emprunts de deniers pour atteindre ces fins;

Employer ses fonds en tout ou en partie pour acheter les actions d'autres compagnies, ou pour acheter l'actif ou l'achalandage de toute personne ou société exerçant une industrie ou exploitant un commerce;

Payer en actions acquittées les comptes de la compagnie, l'achat d'immeubles et de terrains et tout ce qui peut être acheté par la compagnie de quelque façon que ce soit;

Les actionnaires de la compagnie ne pourront pas vendre, céder ou transporter leurs actions sans le consentement exprès du bureau de direction, sous le nom de "The Quebec Curling Club, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour du mois de mars 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
1603—13-2 C.-J. SIMARD,

"H.-M. Paquette, Limited".

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de mars 1917, constituant en corporation MM. Robert Thomas Mullin, Alexander Leprohon Bonin, avocats; Lucienne Proulx, Jeanne Charlebois, sténographes, Arthur Filiatrault, barbier, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer un commerce de salon de barbier;

Exercer l'industrie de manufacturiers et commerçants d'accessoires de salons de barbier, d'articles et appareils de toutes espèces;

Exercer l'industrie de manufacturiers et marchands de brosses, peignes et accessoires de salon de barbier généralement ainsi que de toutes les sortes d'instruments et appareils utilisés dans le négoce de barbier;

Exercer le commerce de fabricants et négociants de préparations de toilette et des parfums de toutes catégories;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de toutes les sortes d'articles nécessaires ou utiles servant conjointement avec les articles précités;

Exercer le commerce de papetiers, imprimeurs, lithographeurs, photographeurs, graveurs et mar-

To levy an annual fee from the shareholder-members of the club and to be empowered to confiscate for the benefit of the Club, the shares of members failing to pay their annual subscription, pursuant to the club by-laws

To apply the whole or part of the club funds to the purchase of shares of other clubs, companies or associations, if the thing be deemed useful or profitable to the club interests;

To acquire under any title whatever, property and moveable and immoveable chattles, and exploit same to promote the company's interests;

To borrow monies upon the company's credit and issue bonds, debentures and other securities and pledge or sell same for such price and amount as may be deemed fit provided each such bond, debenture or other security be not for a less sum than one hundred dollars;

To hypothecate or mortgage the immoveables or pledge the moveables or give both the above securities to guarantee the payment of such bonds, debentures or other securities and of any loans of money contracted for the attainment of the above purposes;

To apply the whole or part of its funds to the purchase of shares of other companies or the acquisition of the assets and goodwill of any person or association carrying on or engaged in any trade or business;

To pay with paid up shares, the accounts of the company, the purchase price of immoveables and lands and everything which may be purchased by the company in anyway whatever;

The shareholders of the company shall not sell, assign or transfer their shares, without the express consent of the Board of Directors, under the name of "The Quebec Curling Club, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at Québec, in the district of Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of March, 1917.

C.-J. SIMARD,
1604—13-2 Assistant Provincial Secretary.

"H.-M. Paquette, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the lieutenant-governor of the province of Québec, bearing date the twenty second day of March, 1917, incorporating Robert Thomas Mullin, Alexander Leprohon Bonin, advocates; Lucienne Proulx, Jeanne Charlebois, stenographers; Arthur Filiatrault, barber; all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a barber shop;

To carry on the business of manufacturers and dealers in barber shop supplies, fixtures and fittings of all kinds;

To carry on the business of manufacturers and dealers in brushes, combs and barber supplies in general and all kind of instruments and implements used in connection with the barber business;

To carry on the business of manufacturers and dealers of toilet preparations and perfumes of all kind;

To manufacture, buy, sell and deal in all kind of articles necessary or convenient, to be used in connection with the above mentioned articles;

To carry on the business of stationers, printers, lithographers, photographic printers, engravers

chands des matières employées dans la fabrication de ces accessoires de salon de barbier ou de tous autres articles ou effets d'une nature semblable ou analogue aux précédents ou à aucun d'eux, ou s'y rattachant;

Payer avec les deniers de la compagnie, les frais de constitution en corporation, les honoraires de procureurs ainsi que les dépenses relatives à l'organisation de la compagnie;

Obtenir par achat ou au moyen d'aucune autre considération quelconque, prendre à bail, louer ou autrement acquérir aucunes propriétés foncières et personnelles ainsi qu'aucuns droits et privilèges que la corporation jugera nécessaires ou avantageux aux fins de son commerce;

Acquérir et assumer la totalité ou aucune partie du négoce, des biens et du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce que la présente corporation est autorisée à exercer, ou en possession de propriétés convenant aux fins de la présente compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir aucuns permis, brevets d'invention, licences, concessions et autres privilèges semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non-exclusif à leur usage, ou aucun secret ou autre renseignement relatifs à aucune autre invention propre à servir à aucun des objets de la corporation;

Vendre ou disposer de la totalité ou d'aucune partie de l'entreprise de la compagnie en compensation de ce qu'elle jugera avantageux, et particulièrement pour des parts, des débentures ou valeurs d'aucune autre corporation dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie;

Rémunérer aucune personne ou corporation pour services rendus en faisant souscrire, en aidant à faire souscrire ou en garantissant la souscription d'aucun nombre d'actions du fonds social de la compagnie, ou d'aucunes débentures, d'actions-obligations ou d'autres valeurs de la corporation, ou dans ou à l'occasion de sa formation ou de son organisation, ou dans la gestion de ses affaires;

Exercer aucun autre commerce que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercé conjointement avec le susdit, ou propre directement ou indirectement à accroître la valeur des biens et droits de la corporation ou à les rendre profitables;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou tendent à la réalisation des objets précités, sous le nom de "H. M. Paquette, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2000) parts de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de mars 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
1617—13-2 C. J. SIMARD.

"Quebec Passenger & Elevator Company, limited".

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 24 mars 1917, constituant en corporation MM. James M. McCarthy, gérant; Charles Edmond Taschereau, notaire public, J.-Philéas Cantin, notaire public; Frédéric-S. Lee, employé civil, et Delle Alice Giguère, sténographe, de Québec, pour les fins suivantes:

Conduire, voiturier et transporter des passagers, du fret, des bagages, effets et marchandises dans la cité de Québec, de ou vers la cité de Québec,

and dealers in the materials used in the manufacture of such barber supplies or any other articles or things of a character similar or analogous to the foregoing or any of them or connected therewith;

To pay out of the funds of the company, the cost of the incorporation, attorney's fees, and expenses incidental to the organization of the company;

To obtain by purchase or by any other consideration whatever, to take on lease, hire or otherwise acquire any real and personal properties, and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business;

To acquire and undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possess of property suitable for the purposes of this company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, brevets d'invention, licenses, concessions, and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration, as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above object, under the name of "H. M. Paquette, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of March, 1917.

C. J. SIMARD,
1618—13-2 Assistant Provincial Secretary.

"Quebec Passenger & Elevator Company, limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 24th March, 1917, incorporating M.M. James-M. McCarthy, manager; Charles-Edmond Taschereau, notary public; J.-Philéas Cantin, notary public; Frédéric-S. Lee, civil servant, and Miss Alice Giguère, stenographer, of Quebec, for the following purposes:

To carry, convey and transfer passengers, freight, baggage, language and merchandise in the city of Quebec, on from and to the city of

de ou vers les municipalités situées dans les limites des comtés de Québec, Portneuf, Montmorency et Lévis, et percevoir des droits sur ces transports;

Conduire, véhiculer et transporter les passagers, le fret, les bagages, effets et marchandises précitées au moyen d'ascenseurs, élévateurs, véhicules, moteurs, camions ou autres moyens de transport;

Acquérir, construire, louer, vendre, échanger, exploiter, utiliser et entretenir les bâties, structures, machines, véhicules, moteurs, camions, engins de transport, propriétés foncières et personnelles qui seront nécessaires à l'exercice de son commerce ou qui y auront rapport ou s'y rattacheront, pourvu que rien de contenu dans les dispositions précédentes ne confère à la corporation le pouvoir de construire, posséder, ou exploiter aucune ligne de chemin de fer;

Acheter, acquérir, détenir et vendre ou autrement aliéner les actions du fonds social d'aucune autre corporation dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie, acheter l'actif d'aucune telle corporation avec ou sans l'obligation d'assumer son passif, et plus spécialement acquérir et prendre charge, à titre de firme en opération, de l'actif, des franchises, du passif et de l'achalandage du commerce ci-devant et présentement exercé en la cité de Québec, par la "Quebec Passenger and Elevator Company", et les payer en numéraire ou en parts acquittées, en obligations, en débetures ou avec d'autres valeurs de la présente compagnie, ou totalement d'une manière ou partiellement d'une manière, et partiellement par les autres moyens;

Distribuer en espèces ou autrement, tel que déterminé par les directeurs, aucuns biens de la compagnie à ses actionnaires, et particulièrement les parts, débetures, obligations ou les autres valeurs d'aucune autre corporation qui aura acquis la totalité ou aucune partie de l'actif de la présente compagnie;

Exercer aucun autre commerce que la corporation croira susceptible d'être avantageusement ou convenablement exercé conjointement avec les objets plus haut mentionnés de la compagnie, ou aucun d'eux, ou propre à accroître directement ou indirectement la valeur des affaires, biens ou droits de la corporation;

Et sans restriction à la généralité des pouvoirs ci-haut, faire tous autres actes et toutes autres choses qui seront estimées nécessaires et utiles aux fins pour lesquelles la présente compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Quebec Passenger and Elevator Company, Limited", avec un fonds social de cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisé en cinq cents (500) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour de mars 1917.

Le sous-secrétaire de la province,

1619—13-2

C.-J. SIMARD.

Quebec, from and to municipalities within the limits of the counties of Quebec, Portneuf, Montmorency and Lévis, and to collect tolls therefor;

To carry, convey and transfer the passengers, freight, baggage, luggage and merchandise aforesaid with and by means of elevators, hoisting machine, vehicles, motor, cars or other motive powers;

To acquire, construct, lease, sell, exchange, operate, use and maintain such buildings, structures, machinery, cars, vehicles, motor, cars, motive powers, property real and personal, as may be required for the carrying on of its business or connected therewith and incidental thereto, provided that nothing in the foregoing provisions shall confer the company the power to build, own, or operate any line of railway;

To purchase, acquire and hold and to sell or otherwise dispose of shares in the capital stock of any other corporation having objects similar or in part similar to those of this company, and to buy the assets of any such corporation with or without assumption of its liabilities and more specially to acquire and take over as a going concern the assets, franchises, liabilities and goodwill of the business heretofore and now being carried on in the city of Quebec by the Quebec Passenger and Elevator Company and to pay for the same, in cash or paid up shares, bonds or other securities of the company or wholly in one or partly in one and partly in the other or others;

To distribute in specie or otherwise, as may be determined by the directors, any of the assets of the company among its shareholders and particularly the shares, bonds, debentures or other securities of any other corporation which may have acquired the whole or any part of this company assets;

To carry on any other business which may be deemed by the company to be capable of being advantageously or conveniently carried on in connection with the above mentioned objects of the company, or any of them, or which may be deemed calculated to enhance directly or indirectly the value of the company's business, property or rights;

And without limiting the generality of the foregoing powers, to do such things and matters as may be deemed necessary and useful in connection with the purposes for which the company is incorporated, under the name of "Quebec Passenger & Elevator Company, Limited", with a capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into five hundred (500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of March, 1917.

C.-J. SIMARD,

1620—13-2

Assistant Provincial Secretary.

Arrêtés ministériels

CONSEIL EXECUTIF

Québec, 29 mars 1917.

Présent: le lieutenant-gouverneur en conseil,
Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal du canton Hinchinbrooke, dans le

Orders in Council

EXECUTIVE COUNCIL

Quebec, 29th March, 1917.

Present: the lieutenant governor in council.
Whereas by resolution passed by the municipal council of the township of Hinchinbrooke,

comté de Huntingdon, le cinquième jour de mars 1917, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution dudit conseil municipal à être fait en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue anglaise seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de ladite municipalité; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions dudit conseil municipal du canton Hinchinbrocke, dans le comté de Huntingdon, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec se publient à l'avenir dans la langue anglaise seulement.

Le greffier du conseil exécutif,

A. MORISSET.

Publié en conformité de l'article 130 du code municipal de la province de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,

1673

C.-J. SIMARD.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal de la paroisse de Saint-Anselme, dans le comté de Dorchester, le cinquième jour de mars 1917, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution dudit conseil municipal à être fait en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de ladite municipalité; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions dudit conseil municipal de la paroisse de Saint-Anselme, dans le comté de Dorchester, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec, se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

Le greffier du conseil exécutif,

A. MORISSET.

Publié en conformité de l'article 130 du code municipal de la province de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,

1675

C.-J. SIMARD.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal de la paroisse de Saint-Mathias-de-Cabano, dans le comté de Témiscouata, le sixième jour de mars 1917, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution dudit conseil municipal à être fait en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de ladite municipalité; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions dudit conseil municipal de la paroisse de Saint-Mathias-de-Cabano, dans le comté de Témiscouata, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec, se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

Le greffier du conseil exécutif,

A. MORISSET.

Publié en conformité de l'article 130 du code municipal de la province de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,

1677

C.-J. SIMARD.

in the county of Huntingdon, on the fifteenth day of March, 1917, it hath been shewn to His Honor the Lieutenant Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council, to be made under the provisions of the said Municipal Code of the Province of Quebec, may be so made in the english language only without detriment to any of the inhabitants of said municipality; and whereas all the formalities required by law have been observed;

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of the township of Hinchinbrooke, in the county of Huntingdon, the publication of which is required by the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, be henceforth published in the english language only.

A. MORISSET,

Clerk Executive Council.

Published in conformity with article 130 of the Municipal Code of the Province of Quebec.

C.-J. SIMARD,

1674

Assistant Provincial Secretary.

Whereas by resolution passed by the municipal council of the parish of Saint-Anselme, in the county of Dorchester, on the fifth day of March, 1917, it hath been shewn to His Honor the Lieutenant-Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council, to be made under the provisions of the said Municipal Code of the Province of Quebec, may be so made in the french language only without detriment to any of the inhabitants of said municipality; and whereas all the formalities required by law have been observed;

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of the parish of Saint-Anselme, in the county of Dorchester, the publication of which is required by the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, be henceforth published in the french language only.

A. MORISSET,

Clerk Executive Council.

Published in conformity with article 130 of the Municipal Code of the Province of Quebec.

C.-J. SIMARD,

1676

Assistant Provincial Secretary.

Whereas by resolution passed by the municipal council of the parish of Saint-Mathias-de-Cabano, in the county of Témiscouata, on the sixth day of March, 1917, it hath been shewn to His Honor the Lieutenant Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council, to be made under the provisions of the said Municipal Code of the Province of Quebec, may be so made in the french language only without detriment to any of the inhabitants of said municipality; and whereas all the formalities required by law have been observed;

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of the parish of Saint-Mathias-de-Cabano, in the county of Témiscouata, the publication of which is required by the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, be henceforth published in the french language only.

A. MORISSET,

Clerk Executive Council.

Published in conformity with article 130 of the Municipal Code of the Province of Quebec.

C.-J. SIMARD,

1678

Assistant Provincial Secretary.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal du village de Coteau-Landing, dans le comté de Soulanges, le septième jour de mars 1917, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution dudit conseil municipal à être fait en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de ladite municipalité; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions dudit conseil municipal du village de Coteau Landing, dans le comté de Soulanges, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

Le greffier du conseil exécutif,
A. MORISSET.

Publié en conformité de l'article 130 du code municipal de la province de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
1679 C.-J. SIMARD.

Whereas by resolution passed by the municipal council of the village of Coteau Landing, in the county of Soulanges, on the seventh day of March, 1917, it hath been shewn to His Honor the Lieutenant Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council, to be made under the provisions of the said Municipal Code of the Province of Quebec, may be so made in the french language only without detriment to any of the inhabitants of said municipality; and whereas all the formalities required by law have been observed;

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of the village of Coteau Landing, in the county of Soulanges, the publication of which is required by the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, be henceforth published in the french language only.

A. MORISSET,
Clerk Executive Council.

Published in conformity with article 130 of the Municipal Code of the Province of Quebec.

1680 C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Département de l'instruction publique

Department of Public Instruction

768-16.

Québec, 4 avril 1917.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Etienne-des-Grès, dans le comté de Saint-Maurice, les lots Nos 574 à 579, inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Etienne-des-Grès, et de les annexer à celle de Saint-Barnabé, même comté.

1739—14-2

768-16.

Quebec, 4th April, 1917.

Notice is given by the superintendent that application is made to detach from the school municipality of Saint-Etienne-des-Grès, in the county of Saint-Maurice, the lots Nos. 574 to 579, inclusively, of the official cadastre of the parish of Saint-Etienne-des-Grès, and to annex same to that of Saint-Barnabé, same county.

1740—14-2

Département du trésor (service des assurances)

Treasury Department (Insurance Branch)

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM DE SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELS.

NOTICE OF CHANGE OF NAME OF A MUTUAL BENEFIT SOCIETY.

Avis est par le présent donné que le nom de la "Union Fraternal League", société de secours mutuels enregistrée pour transiger dans cette province des affaires à l'effet de pourvoir ses membres de bénéfices de maladie et de décès a été changé en celui de "Catholic Fraternal League", la société ayant été enregistrée sous ce dernier nom.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce trente et unième jour de mars 1917.

L'assistant-trésorier de la province,
ALEX. HYDE.

Pour le trésorier de la province de Québec.
1711—14-2

Notice is hereby given that the name of the Union Fraternal League, a mutual benefit association registered in the Province of Quebec, for the transaction of the business of providing for its members sickness and death benefits, having been changed to Catholic Fraternal League, the association having been registered under this latter name.

Given pursuant to the provisions of article 6950 of Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, this thirty first day of March, 1917.

ALEX. HYDE,
Assistant Provincial Treasurer.

For the Treasurer of the Province of Quebec.
1712—14-2

Ministère de l'agriculture

Department of Agriculture

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, monsieur Donat Normandin, cultivateur, de la paroisse de Saint-Luc-de-Vincennes, comté

Notice is hereby given that pursuant to the act respecting cooperative agricultural associations, 1908, Mr. Donat Normandin, farmer, of the parish of Saint-Luc-de-Vincennes, county

de Champlain, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de Société coopérative agricole de Saint-Luc-de-Vincennes, avec sa principale place d'affaires dans la municipalité de la paroisse de Saint-Luc, dans le comté de Champlain.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux ou d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le 28 mars 1917.

Le ministre de l'agriculture,
1681 JOS.-ED. CARON.

of Champlain, and others, have formed a cooperative agricultural association under the name of "Société coopérative agricole de Saint-Luc-de-Vincennes", with its chief place of business in the municipality of the parish of Saint-Luc, in the county of Champlain.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The Minister of Agriculture of the Province of Quebec authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, this 28th March, 1917.

JOS.-ED. CARON,
1682 Minister of Agriculture.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, monsieur Ferdinand Paquet, cultivateur, de la paroisse de Saint-Octave-de-Dosquet, comté de Lotbinière, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de Société coopérative agricole de Saint-Octave-de-Dosquet, avec sa principale place d'affaires dans la municipalité de la paroisse de Saint-Octave-de-Dosquet, dans le comté de Lotbinière.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux ou d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le 28 mars 1917.

Le ministre de l'agriculture,
1683 JOS.-ED. CARON.

Notice is hereby given that pursuant to the act respecting cooperative agricultural associations, 1908, Mr. Ferdinand Paquet, farmer, of the parish of Saint Octave de Dosquet, county of Lotbinière, and others, have formed a cooperative agricultural association under the name of "Société coopérative agricole de Saint-Octave-de-Dosquet", with its chief place of business in the municipality of the parish of Saint Octave de Dosquet, in the county of Lotbinière.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The Minister of Agriculture of the Province of Quebec authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, this 28th March, 1917.

JOS.-ED. CARON,
1684 Minister of Agriculture.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, monsieur George-A. Hodge, cultivateur, du canton Eaton, comté de Richelieu, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "The Compton County Wool Growers' and Sheep Breeders' Cooperative Agricultural Association", avec sa principale place d'affaires dans la ville de Cookshire, dans le comté de Compton.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le 30 mars 1917.

Le ministre de l'agriculture,
1685 JOS.-ED. CARON.

Notice is hereby given that pursuant to the act respecting co-operative agricultural associations, 1908, Mr. George-A. Hodge, farmer, of the township of Eaton, county of Compton, and others, have formed a cooperative agricultural association under the name of "The Compton County Wool Growers' and Sheep Breeders' Cooperative Agricultural Association", with its chief place of business in the town of Cookshire, in the county of Compton.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or one of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The Minister of Agriculture of the Province of Quebec authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, this 30th March, 1917.

JOS.-ED. CARON,
1686 Minister of Agriculture.

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

Province de Québec, district de Bedford, cour supérieure, No 9874. Régina Tétreault, du canton d'Ely, partie est, dans le district de Bedford, épouse commune en biens de Joseph Lapres, cultivateur, du même lieu, demandeur; vs ledit Joseph Lapres, défendeur.

Une action en séparation de biens a, ce jour, été prise par la demanderesse contre le défendeur.

L'avocat de la demanderesse,
ROMULUS CLOUTIER.

Sweetsburg, 20 mars 1917. 1703—14-5

District de Chicoutimi, cour supérieure, No 5356. Dame Lydie Tremblay, épouse commune en biens de Joseph Blackburn, de Saint-Alexis, boulanger, dûment autorisée, a intenté une action en séparation de biens contre son dit époux, le 30 mars 1917.

Le procureur de la demanderesse,
1705—14-5 L. ALAIN.

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 4234. Dame Rachel Brairen, de la cité et du district de Montréal, épouse de Kopel Berger, marchand, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Kopel Berger, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en la présente cause, le 21 mars 1917.

Le procureur de la demanderesse,
N. SOLOMON.

Montréal, 21 mars 1917. 1709—14-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 571. Dame Sarah Mayer, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Samuel Freedman, marchand, du même lieu; ladite Dame Sarah Mayer dûment autorisée à ester en justice, par jugement de cette honorable cour, demanderesse; vs Samuel Freedman, des cité et district de Montréal, marchand, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée par la demanderesse contre le défendeur, le 30ième jour de mars 1917.

Les procureurs de la demanderesse,
WEINFELD, SPERBER, LEDIEU &
FORTIER.

Montréal, 2 avril 1917. 1717—14-5

Province de Québec, district de Chicoutimi, Cour supérieure, No 5364. Dame Blanche Guérin de Chicoutimi, épouse commune en biens de Victorien Morin, maçon, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse, vs le dit Victorien Morin, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur, ce 3 avril 1917.

Le procureur de la demanderesse,
1749—14-5 ELZEAR LEVESQUE.

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 4246. Dame Mélina Marsan dit Lapière, épouse commune en biens de Aldéric Archambault, journalier, de la cité et du district de Montréal, demanderesse; vs ledit Aldéric Archambault, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 31ième jour d'octobre 1916.

Les procureurs de la demanderesse,
LEBLANC, BROSSARD, FOREST,
LALONDE & COFFIN.

Montréal, 27 mars 1917. 1601—13-5

Province of Quebec, district of Bedford, Superior Court, No. 9874. Régina Tétreault, of the township of Ely, east part, in the district of Bedford, wife common as to property of Joseph Lapres, farmer, of said place, plaintiff; vs the said Joseph Lapres, defendant.

An action for separation as to property has been instituted by plaintiff against defendant.

ROMULUS CLOUTIER,
Attorney for plaintiff.

Sweetsburg, 20th March, 1917. 1704—14-5

District of Chicoutimi, Superior Court, No. 5356. Dame Lydie Tremblay, wife common as to property of Joseph Blackburn, of Saint Alexis, baker, duly authorized, has sued the said Joseph Blackburn for separation as property, on the 30th March, 1917.

1706—14-5 L. ALAIN,
Attorney for Plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4234. Mrs. Rachel Brairen, of the city and district of Montreal, wife of Kopel Berger, merchant, of the same place, duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs the said Kopel Berger, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on March 21st, 1917.

N. SOLOMON,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 21st March, 1917. 1710—14-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 571. Dame Sarah Mayer, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Samuel Freedman, trader, of the same place; the said Dame Sarah Mayer duly authorized by the court to ester en justice, plaintiff; vs Samuel Freedman, of the city and district of Montreal, trader, defendant.

An action for separation as to property has been instituted by the plaintiff, against the defendant, on the 30th day of March, 1917.

WEINFELD, SPERBER, LEDIEU
& FORTIER,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 2nd April, 1917. 1718—14-5

Province of Quebec, District of Chicoutimi, Superior Court, No. 5364. Dame Blanche Guerin, of Chicoutimi, wife of Victorien Morin, mason, of Chicoutimi, duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs the said Victorien Morin, defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the said defendant, this 3rd of April, 1917.

ELZEAR LEVESQUE,
Attorney for plaintiff.

1750—14-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4246. Dame Melina Marsan dit Lapière, wife common as to property of Aldéric Archambault, laborer, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs the said Aldéric Archambault, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 31st day of October, 1916.

LEBLANC, BROSSARD, FOREST,
LALONDE & COFFIN,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 27th March, 1917. 1602—13-5

Canada, province de Québec, district de Terrebonne, No 828, cour supérieure. Dame Nathalie Langlois, épouse commune en biens de Félix Brisebois, commerçant, du village de Sainte-Scholastique, dit district, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Félix Brisebois, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 22 février 1917.

Le procureur de la demanderesse;
J.-A.-C. ETHIER.
Sainte-Scholastique, 22 mars 1917. 1541—13-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 3548. Dame Léonie Francœur, épouse commune en biens de Joseph-Achille Francœur, plombier, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Joseph-Achille Francœur, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le seizième jour de mars 1917.

Les procureurs de la demanderesse,
MURPHY, PERRAULT, RAYMOND,
& GOUIN,
Montréal, 26 mars 1917. 1589—13-5

C. S. M. No. 4982. Dame Victorine Pouliot, de Montréal, épouse commune en biens de Euclide Pion, du même lieu, dûment autorisée aux fins des présentes, par un juge de la cour supérieure, demanderesse; vs ledit Euclide Pion, défendeur.

La demanderesse a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre ledit défendeur, son mari.

Les procureurs de la demanderesse,
DECARY & DECARY.
Montréal, 27 mars 1917. 1629—13-5

Canada, province de Québec, district de Montréal, cour supérieure. No 2060. Dame Elizabeth St. Denis, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens d'Alphonse Labelle, tailleur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice pour les fins des présentes, demanderesse; vs ledit Alphonse Labelle, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 19 mars 1917.

Les procureurs de la demanderesse,
DEGUIRE, NANTEL & NANTEL.
Montréal, 26 mars 1917. 1637—13-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 269.

Avis est par les présentes donné que Dame Cordélia Guitard, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de J.-Edouard Bussièrès, agent, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a poursuivi, ce jour, ledit J.-Edouard Bussièrès en séparation de biens

L'avocat de la demanderesse,
L.-G.-A. CRESSE.
Montréal, 22 février 1917. 1415—12-5

Province de Québec, district de Montréal, No 465, cour supérieure. Dame Zéphérina Grenier, de la cité de Montréal, épouse commune en biens de Absolon Thouin, hôtelier, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens.

Le procureur du demandeur,
G.-EMILE DEPOCAS.
Montréal, 15 décembre 1917. 1475—12-5

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne, Superior Court, No. 828. Dame Nathalie Langlois, wife common as to property of Félix Brisebois, trader, of the village of Sainte Scholastique, said district, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Félix Brisebois, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 22nd February, 1917.

J.-A.-C. ETHIER,
Attorney for plaintiff.
Sainte Scholastique, 22nd March, 1917.
1542—13-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3548. Dame Léonie Francœur, wife common as to property of Joseph-Achille Francœur, plumber, of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the aforesaid Joseph-Achille Francœur, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the sixteenth day of March, 1917.

MURPHY, PERRAULT, RAYMOND
& GOUIN,
Montreal, 26th March, 1917 1590—13-5
Attorneys for plaintiff.

C. S. M. No. 4982. Dame Victorine Pouliot, of Montreal, wife common as to property of Euclide Pion, of the same place, duly authorized to these presents, by a judge of superior court, plaintiff; vs the said Euclide Pion, defendant.

The plaintiff has, this day, taken an action for separation as to property against the said defendant, her husband.

DECARY & DECARY,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 27th March, 1917. 1630—13-5

Canada, province of Quebec, district of Montreal, superior court. No. 2040. Dame Elizabeth St. Denis, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Alphonse Labelle, tailor, of the same place, duly authorized to *ester en justice* for the purposes hereof, plaintiff; vs the said Alphonse Labelle, of the city and district of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 19th March, 1917.

DEGUIRE, NANTEL & NANTEL,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 26th March, 1917. 1638—13-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior court, No. 269.

Notice is hereby given that Dame Cordélia Guitard, of the city and district of Montreal, wife common as to property of J.-Edouard Bussièrès, agent, of the same place, duly authorized to *ester en justice* has, this day, sued the said J.-Edouard Bussièrès for separation as to property.

L.-G.-A. CRESSE,
Attorney for the plaintiff.
Montreal, 22nd February, 1917. 1416—12-5

Province of Quebec, District of Montreal, No. 465, superior court. Dame Zepherina Grenier, of Montreal city, wife common as to property of Absolon Thouin, hotel-keeper, of the said place, has, this day, taken an action *en séparation de biens*.

G.-EMILE DEPOCAS,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 15th December, 1917. 1476—12-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 1354.

Avis est par les présentes donné que Dame Baykeh-E.-T. Zabatany, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Abraham-Habib Kousayeh, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a poursuivi, ce jour, le dit Abraham-H. Kousayeh, en séparation de biens.

Les avocats de la demanderesse,
BISAILLON, BISAILLON & BEIQUÉ.
Montréal, 12 mars 1917. 1281—11-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 5114. Dame Evéline Poirier, épouse commune en biens de Delphis Belair, menuisier, de Montréal, dûment autorisée, a intenté, le 19 juin dernier, une action en séparation de biens contre son dit époux.

L'avocat de la demanderesse,
J.-H. MIGNERON.
1283—11-5

Province de Québec, district d'Arthabaska, No 334, cour supérieure. Dame Marie-Blanche Labonté, épouse commune en biens de Joseph-William Chavonnelle, boulanger, de la paroisse de Saint-Rosaire, demandeur; vs le dit Joseph-William Chavonnelle, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée par la demanderesse contre le défendeur, le 6 octobre 1916.

Les procureurs de la demanderesse,
1497—12-5 PERRAULT & PERRAULT.

Cour supérieure, province de Québec, district de Bedford. Dame Julie Mongeau, du village de Lawrenceville, épouse commune en biens de Emery Ducharme, demanderesse; vs Emery Ducharme, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 3ième jour de mars courant.

Le procureur de la demanderesse,
C.-A. NUTTING.
Sweetsburg, 10 mars 1917. 1293—11-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 4789. Dame Mary-Ellen Morris, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Adelbert Messier, machiniste, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Adelbert Messier, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur, le 23ième jour de février 1917.

Le procureur de la demanderesse,
J.-F.-F. BERNARD.
Montréal, 13 mars 1917. 1295—11-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 4125. Dame Louisa McLean, de Montréal, épouse commune en biens de Adélaré Duranceau, entrepreneur, du même lieu, a institué contre son mari une action en séparation de biens.

Le procureur de la demanderesse,
C.-EMILE BRUCHESI.
Montréal, ce 1er mars 1917. 1169—10-5

Province de Québec, district de Québec, cour supérieure, No. 512. Dame Clarida Brochu, de la municipalité du village de Saint-Henri, comté de Lévis, épouse commune en biens de Joseph Simoneau, du même lieu, boulanger, demanderesse; vs ledit Joseph Simoneau, défendeur.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1354.

Notice is hereby given that Dame Baykeh-E.-T. Zabatany, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Abraham-Habib Kousayeh, of the same place, duly authorized to ester en justice has, this day, sued the said Abraham-H. Kousayeh, for separation as to property.

BISAILLON, BISAILLON & BEIQUÉ,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 12th March, 1917. 1282—11-5

Province of Quebec, district of Montreal, In the Superior Court, No. 5114. Mrs Evelyn Poirier, wife common as to property of Delphis Belair, carpenter, of Montreal, duly authorized has, on the 19th of June last, instituted an action for separation as to property from her said husband.

J.-H. MIGNERON,
Attorney for plaintiff.
1284—11-5

Province of Quebec, district of Arthabaska, No. 334, Superior Court. Dame Marie-Blanche Labonté, wife common as to property of Joseph-William Chavonnelle, baker, of the parish of Saint Rosaire, plaintiff; vs the said Joseph William Chavonnelle, defendant.

An action for separation as to property has been instituted by plaintiff against defendant, on the 6th of October, 1916.

PERRAULT & PERRAULT,
Attorneys for plaintiff.
1498—12-5

Superior Court, province of Quebec, district of Bedford. Dame Julie Mongeau, of the village of Lawrenceville, wife common as to property of Emery Ducharme, plaintiff; vs Emery Ducharme, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 3rd day of March, instant.

C.-A. NUTTING,
Attorney for plaintiff.
Sweetsburg, 10th March, 1917. 1294—11-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4789. Dame Mary-Ellen Morris, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Adelbert Messier, machinist, of the same place, duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs the said Adelbert Messier, defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the defendant, on the 23rd day of February, 1917.

J.-F.-F. BERNARD,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 13th March, 1917. 1296—11-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4125. Dame Louisa McLean, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Adélaré Duranceau, contractor, of the same place, has instituted an action for separation as to property against her husband.

C.-EMILE BRUCHESI,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 1st March, 1917. 1170—10-5

Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 512. Dame Clarida Brochu, of the municipality of the village of Saint Henri, county of Lévis, wife common as to property of Joseph Simoneau, of the same place, baker, plaintiff; vs the said Joseph Simoneau, defendant.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, intentée contre le défendeur.

Les procureurs de la demanderesse,
DEMERS & DEMERS.
Québec, 7 mars 1917. 1187—10-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 2059. Avis est donné par les présentes que Dame Rose-Alma Caisse, épouse commune en biens de Joseph-A. Lacroix, autrefois propriétaire de moulin et aujourd'hui sans occupation, tous les deux de Contrecoeur, district de Richelieu, a poursuivi son dit mari en séparation de biens.

Les procureurs de la demanderesse,
BEAUDRY & BEAUDRY.
Montréal, 6 mars 1917. 1203—10-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 268.

Avis est par les présentes donné que Dame Mary-A. Anber, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Georges Thomas, commis, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice a poursuivi, ce jour, ledit Georges Thomas en séparation de biens.

Les avocats de la demanderesse,
BISAILLON, BISAILLON & BEIQUE,
Montréal, 26 février 1917. 1095—10-5

Province de Québec, district de Richelieu, cour supérieure, No 6078. Dame Marie-Anne Caron, de la paroisse de Saint-Elphège, dans le district de Richelieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, J.-Arthur Lemire, cultivateur, du même lieu.

Le procureur de la demanderesse,
F. LEFEBVRE.
Sorel, 28 février 1917. 1139—10-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 364. Dame Délia Dwyer, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs Léo Levasseur, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, ce jour.

Les procureurs de la demanderesse,
ELLIOTT, DAVID & MAILHIOT.
Montréal, 3 mars 1917. 1127—10-5

An action for separation as to property has been instituted, this day, against the aforesaid defendant.

DEMERS & DEMERS,
Attorneys for Plaintiff.
Quebec, 7th March, 1917. 1188—10-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2059. Notice is hereby given that Dame Rose-Alma Caisse, wife common as to property of Joseph-A. Lacroix, formerly mill owner and presently without any occupation, both of Contrecoeur, district of Richelieu, sued her said husband for separation as to property.

BEAUDRY & BEAUDRY,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 6th March, 1917. 1204—10-5

Province of Quebec, district of Montreal, superior court, No. 268.

Notice is hereby given that Dame Mary-A. Anber, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Georges Thomas, clerk, of the same place, duly authorized to ester en justice has, this day, sued the said Georges Thomas for separation as to property.

BISAILLON, BISAILLON & BEIQUE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 26th February, 1917. 1096—10-5

Province of Quebec, district of Richelieu, Superior Court, No. 6078. Dame Marie-Anne Caron, of the parish of Saint Elphege, in the district of Richelieu, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, J.-Arthur Lemire, farmer, of the same place.

H. LEFEBVRE,
Attorney for the plaintiff.
Sorel, 28th February, 1917. 1140—10-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 364. Dame Délia Dwyer, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs Léo Levasseur, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted herein on this date.

ELLIOTT, DAVID & MAILHIOT,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 3rd March, 1917. 1128—10-5

Action en séparation de corps et de biens

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 4160. Dame Margaret Lockhart, de la cité de Montréal, épouse commune en biens de Richard-Thurston Greetham, du même lieu, ingénieur civil, dûment autorisée aux fins de la présente instance par jugement de l'hon. juge Allard, rendu le huitième jour de mars 1917, demanderesse; vs Richard-Thurston Greetham, de la cité et du district de Montréal, ingénieur civil, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été intentée par la demanderesse contre le défendeur, le neuvième jour de mars 1917.

Les procureurs de la demanderesse,
BLAIR, LAVERTY & HALE.
Montréal, 12 mars 1917. 1297—11-5

Action for separation as to bed and board

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4160. Dame Margaret Lockhart, of the city of Montreal, wife common as to property of Richard-Thurston Greetham, of the same place, civil engineer, duly authorized for the purposes of this action by judgment of the Hon. Justice Allard, dated the eighth day of March, 1917, plaintiff; vs Richard-Thurston Greetham, of the city and district of Montreal, civil engineer, defendant.

An action for separation as to bed and board and for separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant on the ninth day of March, 1917.

BLAIR, LAVERTY & HALE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 12th March, 1917. 1298—11-5

Faillite

Bankruptcy

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 72. *In re*: "Cosmopolitain Hotel Co., Limited", en liquidation; et Oscar Beauchamp, liquidateur.

Avis est par les présentes donné que M. Oscar Beauchamp, comptable, à Montréal, a été nommé liquidateur de la compagnie en liquidation, par jugement du 28ième jour de mars courant (1917).

Les créanciers de la compagnie et toutes personnes ayant des réclamations contre elle, devront produire leurs réclamations attestées sous serment, entre les mains du liquidateur, à son bureau, dans l'édifice "La Presse", 51 rue Saint-Jacques, à Montréal, le ou avant le 29ième jour d'avril prochain (1917).

Le liquidateur,
OSCAR BEAUCHAMP.

Montréal, 30 mars 1917. 1707

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure. Dans l'affaire de Pierré-N. Breton, insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en date du 30 mars 1917, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs aux biens du susnommé.

Les réclamations, dûment attestées, doivent être produites sous trente jours de cette date.

Les curateurs,
1719 TURCOTTE & MERRILL.

Re: A.-W. Sutcliffe, Montréal, insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 22 février 1917, j'ai été nommé curateur aux biens dudit failli.

Les réclamations, sous serment, devront être produites entre mes mains dans les trente jours de cette date.

Le curateur,
EUGENE PREVOST.

107 rue Saint-Jacques.
Montréal, 2 avril 1917. 1721

District Saint-François. *In re*: Adolphe Inkell, Scotstown, failli.

Avis est par le présent donné qu'en date du 27 mars 1917, par un ordre de la cour supérieure, nous avons été nommés curateurs aux biens du susnommé.

Les réclamations, dûment assermentées, doivent être produites sous trente jours de cette date.

Les curateurs conjoints,
TELESPHORE BELANGER,
GEDEON-E. BEGIN.

Bureau: 155 rue Wellington,
Sherbrooke, Qué., 31 mars 1917. 1725

Canada, province de Québec, district de Terrebonne, cour supérieure, No 13. Dans l'affaire de Jules Denis, entrepreneur, de la ville de Saint-Jérôme, district de Terrebonne, débiteur insolvable; et Henri Denis, créancier requérant cession.

Avis est par le présent donné que ledit débiteur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Sainte-Scholastique.

Le protonotaire C. S.,
GRIGNON & FORTIER.

Pro-gardien provisoire,
Paul-L. Turgeon, comptable,
55 Saint-François-Xavier, Montréal.
Sainte-Scholastique, 2 avril 1917. 1729

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 72. *In re*: Cosmopolitain Hotel Co., Limited, in liquidation; and Oscar Beauchamp, liquidator.

Notice is hereby given by the present that M. Oscar Beauchamp, accountant, at Montreal, has been appointed liquidator of the said company in liquidation, by judgment rendered the 28th day of March, 1917.

Creditors of said company in liquidation and every others having claims against it, will have to produce their sworn claims, in the hands of the liquidator, at his office, "La Presse" bldg., 51 Saint James street, at Montreal, on or before the 29th day of April next, 1917.

OSCAR BEAUCHAMP,
Liquidator.

Montreal, 30th March, 1917. 1708

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. In the matter of Pierre-N. Breton, insolvent.

Notice is hereby given that by a judgment of the Superior Court, dated the 30th March, 1917, we were appointed curators to the above named estate.

Claims, duly attested, must be filed with us within thirty days from this date.

TURCOTTE & MERRILL,
1720 Curators.

Re: A.-W. Sutcliffe, Montreal, insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 22nd February, 1917, I have been appointed curator to the above estate.

Sworn claims must be filed with me within 30 days from this notice.

EUGENE PREVOST,
Curator.

107 Saint James street.
Montreal, 2nd April, 1917. 1722

District Saint Francis. *In re*: Adolphe Inkell, Scotstown, insolvent.

Notice is hereby given that on the 27th March, 1917, by an order of the Superior Court, we were appointed curators to the property of the above-named insolvent.

Sworn claims must be filed with us within thirty days from this date.

TELESPHORE BELANGER,
GEDEON-E. BEGIN,
Joint curators.

Office: 155 Wellington street,
Sherbrooke, Que., 31st March, 1917. 1726

Canada, province of Quebec, district of Terrebonne, Superior Court, No. 13. In the matter of Jules Denis, contractor, of the town of Saint Jérôme, district of Terrebonne, insolvent-debtor; and Henri Denis, creditor petitioner for assignment.

Notice is hereby given that the said debtor has, this day, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors at the office of the Prothonotary of the Superior Court, at Sainte Scholastique.

GRIGNON & FORTIER,
Prothonotary S. C.

Pro-provisional guardian,
Paul-L. Turgeon, accountant,
55 Saint François Xavier, Montreal.
Sainte Scholastique, 2nd April, 1917. 1730

Canada, province de Québec, district de Kamouraska, cour supérieure, No 352. *Re: Jos. Castonguay, marchand, Rivière-Bleue, insolvable.*

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, qu'il sera sujet à objection jusqu'au 23 avril prochain, alors qu'il sera payable à nos bureaux.

Les curateurs,

LARUE, TRUDEL & PICHER.

Bureaux: Edifice "Dominion",
126 rue Saint-Pierre, Québec.
Québec, 3 avril 1917. 1723

En vertu de l'acte des liquidations.

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 255. *In re: La Cie Industrielle Lacroix, ltée, Contrecoeur, Qué (en liquidation).*

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 25 avril 1917, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

Le liquidateur,

GEORGES DUCLOS.

Bureau de Duclos & Duclos,
Liquidateurs,
90 Saint-Jacques.
Montréal, 30 mars 1917. 1731

Re: J.-E. L'Heureux, (L'embouteillage indépendant), Québec, embouteilleur, insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier dividende a été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection d'ici au 25 avril 1917, et sera payable à notre bureau le ou après le 26 avril 1917.

Les curateurs conjoints,

LEFAIVRE & GAGNON.

Bureau: 147 Côte de la Montagne,
(Edifice Bossé), Québec, Qué.
Québec, 4 avril 1917. 1733

Canada, province de Québec, district des Trois-Rivières, Cour supérieure, No 64. *In re: Albini Barrette, marchand, de la ville de Grand-Mère, et y faisant affaires seul sous la raison sociale de "J. Levasseur & Cie", insolvable.*

Avis est par le présent donné que par une ordonnance de la cour en date du 4 avril 1917, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens de cette succession.

Les réclamations assermentées doivent être produites entre nos mains sous un mois de cette date.

Les curateurs-conjoints,

HENRI BISSON & VINCENT LAMARRE.

Bureau: Vincent Lamarre,
820 Edifice "Power", Montréal.
Bureau: Henri Bisson,
Edifice Banque d'Hochelega, Tr-Rivières.
Trois-Rivières, 4 avril 1917. 1751

Re: John Scarborough, Saint-Philippe-d'Argenteuil, P. Q., insolvable.

Un dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et est sujet à objection à notre bureau, jusqu'au 21^{ème} jour d'avril 1917, après laquelle date il sera payable.

Les curateurs-conjoints,

PREVOST & BEDARD.

No 107 rue Saint-Jacques.
Montréal, 4 avril 1917. 1755

Canada, province of Quebec, district of Kamouraska, Superior Court, No. 352. *Re: Jos. Castonguay, merchant, Rivière-Bleue, insolvent.*

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter and, that it will remain open to objection until 23rd April, 1917, when it will be payable at our offices.

LARUE, TRUDEL & PICHER,

Curators.

Offices: "Dominion" bldg.,
126 Saint Peter street, Quebec.
Quebec, 3rd April, 1917. 1724

Under the winding up act.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 255. *In re: "La Cie Industrielle Lacroix, ltée", Contrecoeur, Que., (in liquidation).*

Notice is hereby given that a first and final dividend has been prepared in this matter and is open to objection until 25th April, 1917, and after which date this dividend will be payable at my office.

GEORGES DUCLOS,

Liquidator.

Office of Duclos & Duclos,
Liquidators,
90 Saint James street.
Montreal, 30th March, 1917. 1732

Re: J.-E. L'Heureux, (L'embouteillage indépendant), bottler, Quebec, insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend has been prepared in this matter and will be subject to objection until 25th April, 1917, and will be payable at our office on or after 26th April, 1917.

LEFAIVRE & GAGNON,

Joint Curators.

Office: 147 Mountain Hill,
(Bossé building), Quebec, Que.
Quebec, 4th April, 1917. 1734

Canada, Province of Quebec, District of Three Rivers, Superior Court, No. 64. *In re: Albini Barrette, merchant, of Grand'Mère, and doing business alone under the name of "J. Levasseur & Co." insolvent.*

Notice is hereby given that by an order of the court dated April 4th, 1917, we were appointed joint curators to the property of the above named insolvent.

Sworn claims must be filed with us within one month from this date.

HENRI BISSON & VINCENT LAMARRE,

Joint curators.

Office: Vincent Lamarre,
820 Power Building, Montreal.
Office: Henri Bisson,
Hochelega Building, Three Rivers.
Three Rivers, 4th April, 1917. 1752

Re: John Scarborough, Saint-Philippe-d'Argenteuil, P. Q., insolvent.

A final dividend sheet has been prepared in this matter, and which is open to objection at our office until the 21st day of April, 1917, after which date dividends will be payable.

PREVOST & BEDARD,

Joint Curators.

No. 107, Saint James street.
Montreal, 4th April, 1917. 1756

Canada, province de Québec, district des Trois-Rivières, cour supérieure, No 66. *In re: J.-B. Dorion, Trois-Rivières, insolvable.*

Avis est par le présent donné que le 3^{ième} jour d'avril courant 1917, ledit J.-B. Dorion a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district des Trois-Rivières, et que le soussigné a été nommé gardien-provisoire.

Le gardien-provisoire,
VINCENT LAMARRE.

Bureau de Henri Bisson,
Edifice Banque d'Hochelega.
Trois-Rivières, 4 avril 1917. 1753

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 77. *In re: Isidore Trudeau, agent d'affaires, de Montréal, insolvable.*

Avis vous est donné que le 30^{ième} jour de mars 1917, par un ordre de la cour, j'ai été nommé curateur à la succession du sus-nommé qui a fait une cession judiciaire de ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

Le curateur,
ERNEST ST-AMOUR.

Edifice "Banque de Québec",
No 11 Place d'Armes.
Montréal, 4 avril 1917. 1757

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure. Dans l'affaire de J.-E. Lévesque & Cie, confiseurs, 64 rue Boyer, Montréal, faillits.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire, et sera payable le ou après le 24 avril 1917.

Toute contestation dudit dividende devra être déposée à mon bureau avant cette date.

Le curateur,
ERNEST ST-AMOUR.

11 Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 4 avril 1917. 1759

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure. Dans l'affaire de Tremont Hotel Cie, Limitée, en liquidation.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire, et sera payable le ou après le 24 avril 1917.

Toute contestation dudit dividende devra être déposée à mon bureau avant cette date.

Le curateur,
ERNEST ST-AMOUR.

11 Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 7 avril 1917. 1765

Canada, province of Quebec, district of Three Rivers, Superior Court, No. 66. *In re: J.-B. Dorion, Three Rivers, insolvent.*

Notice is hereby given that on the 3rd day of April, 1917, the said J.-B. Dorion has made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the Prothonotary's office of the Superior Court, for the district of Three Rivers, and that the undersigned has been appointed provisional guardian.

VINCENT LAMARRE,
Provisional guardian.

Office of Henri Bisson,
Hochelega Bank building.
Three Rivers, 4th April, 1917. 1754

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 77. *In re: Isidore Trudeau, business agent, of Montreal, insolvent.*

Notice is hereby given that the 30th day of March, 1917, by an order of the Court, I was appointed curator to the estate of said insolvent who has made a judicial abandonment of his property and assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed with me within a month from the date of this notice.

ERNEST ST-AMOUR,
Curator.

Quebec Bank building,
No. 11, Place d'Armes.
Montreal, 4th April, 1917. 1758

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. In the matter of J.-E. Levesque & Cie, confectioners, 64 Boyer street, Montreal, insolvents.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be payable on or after the 24th April, 1917.

Any contestation of said dividend will be deposited at my office before this date.

ERNEST ST-AMOUR,
Curator,

11 Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 4th April, 1917. 1760

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. In the matter of Tremont Hotel Cie, Limitée, in liquidation.

A first and last dividend sheet has been prepared in this matter, and will be payable on or after the 24th of April, 1917.

Any contestation of said dividend will be deposited at my office before this date.

ERNEST ST-AMOUR,
Curator.

11 Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 7th April, 1917. 1766

Liquidation

En vertu de la loi des liquidations

Canada, province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 80. Dans l'affaire de La Compagnie Fournier Limitée, en liquidation; et Joseph Alphonse Turcotte, liquidateur.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé chez J.-Alphonse Turcotte, liquidateur de ladite compagnie en liquidation, à son bureau, 97 rue Saint-Jacques, en la cité de Montréal, un certain acte de vente passé devant Hercule Gohier, notaire public, le seizième jour de novembre 1916, sous le numéro 4833 des minutes dudit notaire, de la part de la Compagnie Fournier, limitée, en

Winding up

Under the winding up act.

Canada, province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 80. In the matter of "La Compagnie Fournier, Limitée", in liquidation; and Joseph Alphonse Turcotte, liquidator.

Notice is hereby given there has been deposited with J. Alphonse Turcotte, liquidator of the company in liquidation, at his office, 97 Saint James street, in the city of Montreal, a certain deed of sale passed before Hercule Gohier, notary public, the sixteenth day of November, 1916, and numbered 4833, of the minutes of said notary, from "La Compagnie Fournier, limitée", in liqui-

liquidation, à F. Tremblay & Compagnie, dans lequel acte de vente la propriété transportée est plus particulièrement décrite, à savoir:

Trois lots de terre ayant front sur la Deuxième avenue, au coin de la rue Victoria, en la ville de Lachine, connus sous les numéros soixante et un, cinquante-quatre et cinquante-cinq de la subdivision officielle du lot numéro neuf cent seize, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine—avec bâtisses dessus érigées et toutes les machineries, outillages généralement quelconques situés dans et sur lesdits immeubles, et étant immeubles par destination.

Et de plus prenez avis que le certificat du registraire sur ladite propriété immobilière a aussi été déposé chez ledit liquidateur à son bureau à Montréal.

Que la propriété immobilière ci-haut décrite a été possédée et détenue par la compagnie Fournier, limitée, depuis le 29 novembre 1913, et que, antérieurement à cette date, ladite propriété a été détenue et possédée par Monsieur Arthur Fournier, industriel, demeurant en la cité de Lachine, et Joseph-Idola Fournier, contremaître, demeurant en la cité de Montréal.

Que lesdits acte de vente et certificat du registraire ont été ainsi déposés en conformité avec les prescriptions des articles 7552 et suivants des statuts refondus de la province de Québec, 1909, et que le présent avis est publié en conformité avec les dispositions desdits articles, et afin de donner à ladite vente l'effet d'une vente faite par le shérif.

Daté en la cité de Montréal, dans la province de Québec, ce trentième jour de novembre 1916.

Le liquidateur,

1369—11-5

J.-A. TURCOTTE.

to F. Tremblay & Company, in which deed of sale the property conveyed is more particularly described as follows, to wit:

Three lots of land fronting on the Second avenue, at the corner of Victoria street, in the city of Lachine, known as Nos. sixty one, fifty four and fifty five of the official subdivision of lot No. nine hundred and sixteen (916-61, 54, 55) of the official plan and book of reference for the parish of Lachine—with the buildings thereon erected, and all the machineries, tools, and whatsoever therein contained and being immovable by destination.

And further take notice that the Registrar's certificate of search against the said immovable property has also been deposited with the said liquidator, at his office, in Montreal.

That this immovable property above described has been owned and possessed by "La Compagnie Fournier, limitée", from the 29th November, 1913, and that, prior to that date, the said property was owned and possessed by Messrs. Arthur Fournier, manufacturer, residing in the city of Lachine, and Joseph Idola Fournier, foreman, residing in the city of Montreal.

That the said deed of sale and registrar's certificate have been so deposited and in pursuance of the provisions of Articles 7552 and following of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and this notice is given pursuant to the provisions of the said articles and for the purposes of giving said sale the effect of a sheriff's sale.

Dated at the city of Montreal, in the province of Quebec, this thirtieth day of November, 1916.

J.-A. TURCOTTE,

1370—11-5

Liquidator.

Ordre de la cour

Canada, province de Québec, district des Trois-Rivières, cour supérieure. No 322.

Trois-Rivières, le cinquième jour de mars mil neuf cent dix-sept.

Présent: Sa Seigneurie l'honorable J.-Alfred Déry, J. C. S. The Burrill Lumber Company, demanderesse; vs W.-J. McPeack, défendeur; et Aquila Thibaudeau *et al.*, opposants.

Sur motion de la demanderesse faite en vertu de l'article 673 du C. P. C., il est ordonné aux créanciers du défendeur de produire leurs réclamations au greffe de cette cour dans les quinze jours de la date de la première insertion des présentes.

Par la cour,

1009—13-2

Le P. C. S.,
AD. PROVENCHER.

Order of the Court

Canada, province of Quebec, district of Three Rivers, superior court. No. 322.

Three Rivers, the fifth day of March, nineteen hundred and seventeen.

Present: His Lordship Mr. justice J.-Alfred Déry, J. S. C. The Burrill Lumber Company, plaintiff; vs W.-J. McPeack, defendant; and Aquila Thibaudeau *et al.*, opponents.

Upon the petition of the plaintiff in compliance with article 673 C. P., it is ordered to the creditors of the defendant to file their claims within fifteen days from the date of the first insertion of these presents.

By the court,

1610—13-2

AD. PROVENCHER,
P. S. C.

Ventes par Encan

Dans l'affaire de: Robert Rowley, de Lac Edouard, hôtelier et propriétaire de camps, insolvable.

Avis est par le présent donné que MARDI, le 24 AVRIL 1917, à 11 heures a. m., sera vendu par encan public, aux bureaux des soussignés, 147 Côte de la Montagne, Québec, l'actif de cette faillite, comme suit:

a. Fonds de commerce.....\$ 1,167.15
et ameublement du magasin. 102.00

\$ 1,269.15

Auction Sales

In the matter of: Robert Rowley, of Lake Edward, hotel-keeper and camps proprietor, insolvent.

Notice is hereby given that on the TUESDAY, APRIL 24th, 1917, at 11 o'clock a. m., will be sold by public auction, at the office of the undersigned, 147 Mountain Hill, Quebec, the assets of this liquidation as follows:

a. Stock.....\$ 1,167.15
And store furnitures..... 102.00

\$ 1,269.15

b. Ameublement de l'hôtel.....	\$ 586.62
c. Un roulant.....	\$ 194.00
d. Un piano automatique "Autopiano N. Y.".....	\$ 600.00
e. Un bateau à gazoline.....	\$ 400.00
f. Roulant des camps comprenant canots, couvertes, tentes, agrès de pêche, etc.	\$ 854.80

g. Les droits que peut posséder le failli sur:

1. Un emplacement situé au Lac Edouard, connu et désigné sous les numéros vingt-trois (23) et vingt-quatre (24) du cadastre officiel, rang lettre "A" du canton Laure—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et plus amplement décrit dans un acte de vente de M. Frank Ross, passé devant le notaire C.-E. Taschereau, le 20 septembre 1906.

Sauf à distraire de cet emplacement, la partie vendue à M. George Rowley, d'après un acte de vente passé le 4 janvier devant le notaire C.-E. Taschereau.

2. Cette parcelle de terre située dans le canton de Trudel, connue et désignée comme le bloc "E" du canton Trudel, étant une pointe de terre connue sous le nom de "Big Gull Rock Point", située sur la rive sud-est du Lac Edouard, et plus amplement décrite dans une lettre patente du Gouvernement Provincial de Québec, en date du 15 janvier 1906.

3. Tout ce lot de terre situé au Lac Edouard connu sous le nom de "Isle J", situé vis-à-vis des cantons de Bickerdike et Trudel, et plus amplement décrit dans une lettre patente du gouvernement provincial de Québec, en date du 23 décembre 1903.

4. Toute cette parcelle de terrain située dans le canton de Laure, connue et désignée sous les numéros vingt-et-un (21) et vingt-deux (22), et situé sur la rivière "Rang Batiscan", et plus amplement décrite dans une lettre patente du gouvernement provincial de Québec, en date du 28 novembre 1905.

Moins la partie vendue à M. Chs.-O. Delisle, le 4 janvier 1917, d'après un acte de vente passé devant le notaire C.-E. Taschereau.

5. Toute cette parcelle de terrain située au Lac Edouard, et connue comme étant :

(1.) Bloc "B" du canton de Bickerdike, connu comme étant une pointe de terrain nommée "Pointe-aux-Bouleaux".

(2.) Une autre parcelle de terrain située au Lac Edouard, dans le canton de Bickerdike, connue et désignée comme étant bloc "C", et portant le nom de "Sandy-Point".

(3.) Une autre parcelle de terrain située au Lac Edouard, dans le canton de Bickerdike, étant désignée sous le nom de bloc "D" Belle-Isle, plus amplement décrit dans une lettre patente du gouvernement provincial de Québec, en date du 14 juin 1906.

6. Toute cette parcelle de terrain située au Lac Edouard, contenant dix (10) acres, étant connue comme "Isle No 7" et "Isle No 11", et située vis-à-vis le canton de Bickerdike, et plus amplement décrit dans une lettre patente du gouvernement provincial de Québec, en date du 20 juin 1906.

Ainsi que les bâtisses de camp construites sur les terrains plus haut mentionnés.

7. Les droits de pêche dans les lacs Marie et Stuart, situés au nord-est du Lac-à-la-Ligne dans le terrain non arpenté du canton Mailhot, dans le comté de Champlain.

La vente se fera pour chaque item séparément à tant dans la piastre et au plus haut enchérisseur pour les items A, B, C et F, et au plus haut enchérisseur pour les items D, E, G.

L'inventaire et tous les titres et certificats

b. Hotel furnitures.....	\$ 586.62
c. Rolling stock.....	\$ 194.00
d. Autopiano.....	\$ 600.00
e. Gasoline boat.....	\$ 400.00
f. Camp and fishing equipment including canoes, blankets, etc.....	\$ 854.80

g. The rights the insolvent may have on:

1. The lots number twenty three (23) and twenty four (24) situated in the Lake Edward, Range letter "A" of the township of Laure—with the house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and more fully described in a deed of sale of Mr. Frank Ross, past before C.-E. Taschereau, N. P., on the 20th of September, 1906.

To be deducted from these lots, the part sold to Mr. George Rowley by a deed of sale past before C.-E. Taschereau, N.P., on the 4th January, 1917.

2. That parcel of land situated in the township of Trudel, known as block "E", of the township of Trudel, being a point of land known as "Big Gull Rock Point", on the south-east shore of the Lake Edward, and more fully described in a letter patent issued by the Provincial Government on January 15th, 1906.

3. All that parcel of land situated in the Lake Edward, known as "Island J", opposite township of Bickerdike and Trudel, and more fully described in a letter patent issued by the Provincial Government, on December 23rd, 1903.

4. All those parcels of land situated in the township of Laure, known as lot number twenty-one (21) and twenty two (22), both situated in the River "Batiscan Range", and more fully described in a letter patent issued by the Provincial Government, dated November 28th, 1905.

To be deducted, the part sold to Mr. Chs.-O. DeLisle, on January 4th, 1917, by a deed of sale past before C.-E. Taschereau, N. P.

5. All those parcels of land situated in the Lake Edward, and known as follows:

(1.) Block "B" of the township of Bickerdike, being a point of land known as "Pointe-aux-Bouleaux".

(2.) Block "C" of the township of Bickerdike, being a point of land known as "Sandy-Point".

(3.) Block "D" of the township of Bickerdike, being known as "Belle-Isle", and more fully described in a letter patent issued by the provincial government, dated June 14th, 1906.

6. All those parcels of land situated in the Lake Edward, containing ten (10) acres, being known as Island numbers seven and eleven, said two islands being situated opposite the township of Bickerdike, and more fully described in a letter patent issued by the provincial government, dated June 20th, 1906.

And also camp buildings erected on the properties above mentioned.

7. The fishing rights in the Lake Marie and Stuart, situated to the north east of Lac-à-la-Ligne, on that piece of land unurveyed of the township of Mailhot, Champlain county.

The sale will be made on each item separately at so much in the dollar to the highest bidder for the item A, B, C and F, and to the highest bidder for the item, D, E, G.

The inventory and all the titles and certificates

concernant les propriétés peuvent être examinés aux bureaux des soussignés, 147 Côte de la Montagne, Québec.

On pourra visiter en tout temps, en s'adressant aux soussignés.

Conditions de paiement: "argent comptant".

Les curateurs conjoints,
LEFAIVRE & GAGNON.

Bureaux: 147 Côte de la Montagne,
(Edifice Bossé), Québec.

LOUIS DESCHENES,

Encanteur.

1735

Le 8 mai 1917, à Montréal, les compagnies de messageries Canadian, American et National vendront les effets non réclamés qu'elles détenaient antérieurement au 1er mars 1916, dans leurs divisions respectives.

Le surintendant de la compagnie Canadian Express,

1435—12-6

N.-J. ROSS.

concerning the properties can be examined at the offices of the undersigned, 147 Mountain Hill, Quebec.

The stock and properties will be visible at any time, in applying to the undersigned.

Conditions of sale: "Cash".

LEFAIVRE & GAGNON,

Joint curators.

Offices: 147 Mountain Hill,
(Block Bossé), Quebec.

LOUIS DESCHENES,

Auctioneer.

1736

On 8th May, 1917, at Montreal, the Canadian, American and National Express Companies will sell unclaimed shipments which have been on hand since previous to March 1st, 1916, in their respective divisions.

N.-J. ROSS,

Superintendent, Canadian Express Company.

1436—12-6

Ventes par licitation

Sales by Licitacion

Canada, province de Québec, district de Québec, cour supérieure, No 2719.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Québec, dans le district de Québec, rendu le dix-neuvième jour de mars 1917, dans une cause dans laquelle Philippe Bertrand, de la cité de Québec, commis marchand-quincaillier, est demandeur; et Alfred Bertrand, de l'endroit appelé Rivière-Ouelle, dans le district de Kamouraska; Dame Alice Bertrand, épouse séparée de biens de Georges Blouin, du même lieu, et ce dernier pour autoriser et assister sadite épouse; Dame Marie-Louise Bertrand, de la cité de Québec, épouse séparée de biens de J.-Stanislas Tondereau, du même lieu, et ce dernier pour autoriser et assister sadite épouse, sont défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir:

Un emplacement situé dans la cité de Québec, dans le quartier Jacques-Cartier, sur le côté sud de la rue Saint-Joseph, et désigné sous les Nos 1032 et 1039 au livre de renvoi et plan du cadastre officiel pour la cité de Québec,—avec bâtiments dessus construites, circonstances et dépendances.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le PREMIER jour de MAI 1917, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, à Québec; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de ce faire.

Les procureurs du demandeur,

RIVARD, CHAUVEAU & MARCHAND.
Québec, 26 mars 1917. 1579—13-2

Canada, province of Quebec, district of Quebec, in the superior court, No. 2719.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting at Quebec, in the district of Quebec, on the nineteenth March, 1917, in a case in which Philippe Bertrand of the city of Quebec, hardware clerk is plaintiff; and Alfred Bertrand, on the place called Rivière Ouelle, in the district of Kamouraska and dame Alice Bertrand of the city of Quebec, wife separated as to property of Georges Blouin, of the same place, and the latter to authorize and assist his said wife; Dame Marie-Louise Bertrand, of the city of Quebec, wife separated as to property of J. Stanislas Tondereau, of the same place, and the latter to authorize and assist his said wife, are defendants, ordering the licitation of certain immoveable described as follows, to wit:

A piece of ground situated in the city of Quebec, in Jacques-Cartier ward, on the south side of Saint Joseph street, and described under the Nos. 1032 and 1039 of the official cadastral plan and book of reference for the city of Quebec—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The immoveable above described will be put up at auction and adjudged to the last and highest bidder on the FIRST of MAY, 1917, sitting the court, in the court room of the court house, in the city of Quebec; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court, and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid, for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

RIVARD, CHAUVEAU & MARCHAND,

Attorneys for plaintiff.
Quebec, 26th March, 1917. 1580—13-2

Province de Québec, district d'Iberville, No 72, cour supérieure. Avis public est par les présentes donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Saint-Jean, dans le district d'Iberville, rendu le 1er de mars 1917,

Province of Quebec, district of Iberville, No. 72, Superior Court. Public notices is hereby given that, under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Saint Johns, in the district of Iberville, rendered on the 1st of March,

dans une cause où Demoiselle Ida Ouimet, fille majeure et usant de ses droits, de la cité et du district de Montréal, était demanderesse; et Dame Flore Ouimet, de la ville de Saint-Jean, district d'Iberville, épouse séparée de biens de Hector Harbec, du même lieu, et le dit Hector Harbec aux fins d'autoriser sa dite épouse à ester en justice, était défenderesse; et dans laquelle cause, Dame Ida Ouimet, de la cité et du district de Montréal, épouse séparée de biens de Joseph-Théodore Tessier, du même lieu, et le dit Joseph-Théodore Tessier aux fins d'autoriser sa dite épouse à ester en justice, est demanderesse par reprise d'instance; et la dite Dame Flore Ouimet, dûment autorisée et assistée de son dit époux comme susdit, est défenderesse par reprise d'instance, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

Un lot de terre situé en la ville d'Iberville, sur la rue Ferry, contenant soixante et deux pieds de front sur cent quatorze pieds de profondeur, connu et désigné sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre de ladite ville d'Iberville comme étant une partie des numéros trois cent soixante-dix-neuf et trois cent quatre-vingts; borné en front par la rue Ferry, à l'est par le résidu du numéro trois cent quatre-vingts, au sud par une partie des numéros trois cent quatre-vingts et trois cent soixante-dix-neuf, et à l'ouest par le numéro trois cent soixante-dix-sept—avec une maison et autres bâtisses y érigées.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère *en bloc* et adjugés au plus offrant et dernier enchériseur, le HUITIEME jour de MAI 1917, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Saint-Jean, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Le procureur de la défenderesse
par reprise d'instance,
CHARLES BÉLANGER.
Saint-Jean, 31 mars 1917. 1641—13-2

IBERVILLE

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir: } HONORÉ LEMIEUX,
No 243. } demandeur; contre
ALFRED PLANTE, défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Rémi, dans le comté de Napierville, comprenant le lot Nos 320 et 321, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Rémi, district d'Iberville; la partie du No 321 comprend toute la largeur de ce lot à partir du chemin public, au sud-est,

1917, in a cause wherein Miss Ida Ouimet, of the city and district of Montreal, spinster, was plaintiff; and Dame Flore Ouimet, of the town of Saint John's, district of Iberville, wife separated as to property of Hector Harbec, of the same place, and the said Hector Harbec to authorize his said wife to *ester en justice*, was defendant; and in which cause, Dame Ida Ouimet, of the city and district of Montreal, wife separated as to property of Joseph-Théodore Tessier, of the same place, and the said Joseph-Théodore Tessier to authorize his said wife to *ester en justice*, is plaintiff by *reprise d'instance*; and the said Dame Flore Ouimet, duly authorized and assisted by her said husband as aforesaid, is defendant by *reprise d'instance*, ordering the licitation of certain immoveables described as follows, to wit:

That certain lot of land situate in the town of Iberville, on Ferry street, measuring sixty-two feet in width by one hundred and fourteen feet in depth, known and designated on the official plan and book of reference of the cadaster of the said town of Iberville as being a part of numbers three hundred and seventy-nine and three hundred and eighty, bounded in front by Ferry street, to the east by the balance of number three hundred and eighty, to the south by a certain part of numbers three hundred and eighty and three hundred and seventy nine, and to the west by the number three hundred and seventy seven—with a house and other buildings thereon erected.

The properties above described will be put up to auction *en bloc* and adjudged to the last and highest bidder, on the EIGHTH day of MAY, 1917, sitting the Court, in the Court room of the court house, in the town of Saint Johns, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

CHARLES BÉLANGER,
Attorney for defendant by
reprise d'instance.
Saint Johns, 31st March, 1917. 1642—13-2

IBERVILLE

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Iberville.

Saint Jean, to wit: } HONORÉ LEMIEUX,
No. 243. } plaintiff; against AL-
FRED PLANTE, defendant.

A farm situated in the parish of Saint Rémi, in the county of Napierville, comprising the lot Nos. 320 and 321 of the official plan and book of reference of the parish of Saint Rémi, district of Iberville; the part of No. 321 comprises the whole width of that lot from the public road, at the

jusqu'à une ligne transversale tirée à 26 arpents au nord-ouest—et les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de ladite paroisse de Saint-Rémi, district d'Iberville, le DIX-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain (1917), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
ARTHUR LASNIER.

Bureau du shérif.
Saint-Jean, 14 mars 1917. 1409—11-2
[Première publication, 17 mars 1917.]

south east, to the transversal line drawn at 26 arpents at the north west—and the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Rémi, district of Iberville, on the SEVENTEENTH day of APRIL next, (1917) at ELEVEN of the clock in the forenoon.

ARTHUR LASNIER,
Sheriff.

Sheriff's office.
Saint Johns, 14th March, 1917. 1410—11-2
[First publication, 17th March, 1917.]

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—Kamouraska.

No 5861. } LE SYNDICAT DES CULTIVATEURS, demandeur; contre CYPRIEN ROY dit DESJARDINS, défendeur.

Comme appartenant au défendeur, savoir:

1. Un terrain de cinq perches de front sur dix arpents de profondeur, lequel terrain est connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Louis-de-Kamouraska, sous le numéro cinquante-cinq (No 55).

2. Une terre de deux arpents de front sur quarante-deux arpents de profondeur environ; bornée à l'est partie à Cyprien Roy dit Desjardins et partie à Israel Dumais, au sud aux terres du second rang, à l'ouest à Joseph Paradis, et au nord au fleuve Saint-Laurent, laquelle terre est connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Kamouraska, pour la paroisse de Saint-Louis-de-Kamouraska, comme étant la partie nord-est du lot numéro cinquante-six (Ptie No 56)—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

3. Tous les droits du dit défendeur, consistant en améliorations, travaux d'excavations, système de canalisation et tuyaux, accessoires, circonstances et dépendances, d'une exploitation de mine d'eau minérale "La Saint-Germain"—avec bâtisses, le tout sur un terrain désigné comme suit:

Un lot de grève situé en front de la partie sud-ouest du lot numéro cinquante-quatre (No 54), et des lots numéros cinquante-cinq, cinquante-six, cinquante-sept, cinquante-huit et cinquante-neuf, (Nos 55, 56, 57, 58 et 59), du cadastre de la paroisse de Saint-Louis-de-Kamouraska (maintenant Saint-Germain), et dont les limites sont: en partant du point d'intersection de la ligne de division entre les numéros cinquante-neuf et soixante (Nos 59 et 60), avec la ligne de haute marée moyenne (ledit point d'intersection étant à 13.44 chaînes au nord-ouest du chemin public, comme suit, savoir:

1. Vers l'ouest, le prolongement nord 43 degrés 34 ouest astr. de la dite ligne de division sur une longueur de vingt-neuf chaînes et huit chaînons (29.08 chs.)

2. Vers le nord, une ligne nord 43 degrés 26 est astr. longue de vingt-neuf chaînes et cinquante-cinq chaînons (29.55 chs.)

3. Vers l'est une ligne sud 43 degrés 34 est astr. longue de vingt-neuf chaînes et huit chaînons (29.08 chs.)

4. Vers le sud, une ligne sud de 45 degrés 26 ouest astr. longue de vingt-neuf chaînes et cinquante-cinq chaînons (29.55 chs.)

Le dit lot de grève couvre quatre-vingt-cinq

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—Kamouraska

No. 5861. } LE SYNDICAT DES CULTIVATEURS, plaintiff; against CYPRIEN ROY dit DESJARDINS, defendant.

As belonging to said defendant, to wit:

1. That certain lot of land of five perches in front by ten arpents in depth, and known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint-Louis-de-Kamouraska, under the number fifty five (No. 55).

2. A piece of land of two arpents in front by about forty two arpents in depth; bounded on the east partly by Cyprien Roy dit Desjardins and partly by Israel Dumais, on the south by the lands of the second range, on the west by Joseph Paradis, and on the north by the Saint Lawrence river, said piece of land being known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Kamouraska, for the parish of Saint-Louis-de-Kamouraska, as being the north east part of lot number fifty six (Pt. No. 56)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. All the rights of said defendant, consisting of improvements, excavation works, canal and pipe system, accessories, circumstances and dependencies, of an exploitation of a source of mineral water "La Saint-Germain" — with buildings, the whole on the lot of land designated as follows:

That water-lot situated in front of the south west part of the lot number fifty four (No. 54), and of the lots numbers fifty five, fifty six, fifty seven, fifty eight and fifty nine (Nos. 55, 56, 57, 58 and 59), of the cadastre of the parish of Saint-Louis-de-Kamouraska (now Saint Germain), the boundaries whereof are as follows: starting from the point of intersection of the division line between the numbers fifty nine and sixty (Nos. 59 and 60), with the mean high water mark (the said point of intersection being 13.44 chains distant north west of the public road).

1. Towards the west, the prolongation north 43° 34' west astr. of said division line a distance of twenty nine chains and eight links (29.08 chs.)

2. Towards the north, a line running north 43° 26' east astr. and twenty nine chains and fifty five links (29.55 chs.) long.

3. Towards the east, a line running south 43° 34' east astr. and twenty nine chains, eight links (29.08 chs.) long.

4. Towards the south, a line running south 45° 26' west astr. and twenty nine chains, fifty five links (29.55 chs.) long.

The said water lot containing eighty five ac 3

acres et quatre-vingt-treize centièmes (85.93), plus ou moins.

Pour être vendus par lot séparément à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Germain-de-Kamouraska, le DIX-HUITIEME jour d'AVRIL prochain 1917, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

J.-O. GIRARD.

Bureau du shérif.

Fraserville, 14 mars 1917. 1345—11-2
[Première publication, 17 mars 1917.]

and ninety three hundredths (85.93 a.), more or less, in superficies.

To be sold separately at the church door of the parish of Saint-Germain-de-Kamouraska, on the EIGHTEENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J.-O. GIRARD,

Sheriff.

Sheriff's office.

Fraserville, 14th March, 1917. 1346—11-2
[First publication, 17th March, 1917.]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JEAN-ACHILLE GAU-
No 4869. } VIN, demandeur; vs
HENRI BROUILLET, défendeur; et JOSEPH
BROUILLET, curateur au délaissement.

Deux lots de terre situés sur le côté nord-est de la rue Boyer, dans la cité de Montréal, connus et désignés sous les numéros quatre cent vingt-six et quatre cent vingt-sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent quatre-vingt-huit (488-426 et 427), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet—avec deux maisons en bois et briques à trois étages, portant les numéros 2375 à 2383, de ladite rue Boyer, et autres bâtiments dessus érigés, et avec les servitudes actives et passives s'y rattachant; et occupés comme une seule et même exploitation.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 2 avril 1917. 1741—14-2
[Première publication, 7 avril 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JEAN-ACHILLE GAU-
No. 4869. } VIN, plaintiff; vs
HENRI BROUILLET, defendant; and JOSEPH
BROUILLET, curator to the surrender made
herein.

Those two lots of land situated on the north east side of Boyer street, in the city of Montreal; known and designated under the numbers four hundred and twenty six and four hundred and twenty seven of the official subdivision of original lot number four hundred and eighty eight (488-426 and 427), on the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet— with two three storey wood and brick houses, bearing numbers 2375 to 2383, in said Boyer street, and other buildings thereon erected, and with the active and passive servitudes attached thereto; the whole occupied as one single plot of land.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 2nd April, 1917. 1742—14-2
[First publication, 7th April, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JOSEPH ETHIER, de-
No 1813. } mandeur; vs NEREE
VASSEUR, défendeur.

Deux lots de terre situés sur le côté nord-ouest de la rue Notre-Dame, en la cité de Montréal, connus et désignés comme étant les lots numéros cent neuf et cent dix (109 et 110), de la subdivision officielle du lot No dix-sept cent trois (1703), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant chacun des dits lots, vingt pieds et sept pouces de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec droit de passage dans la ruelle en arrière desdits lots suivant titres originaux—avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIEME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 2 avril 1917. 1743—14-2
[Première publication, 7 avril 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JOSEPH ETHIER, plain-
No. 1813. } tiff; vs NEREE VAS-
SEUR, defendant.

Two lots of land situated on the northwest side of Notre Dame street, in the city of Montreal, known and designated as being the lots numbers one hundred and nine and one hundred and ten (109 and 110), of the official subdivision of lot number seventeen hundred and three (1703), on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, each of the said lots containing twenty feet and seven inches in width by eighty feet in depth, english measurement and more or less, with right of way in the lane in the rear of the said lots in accordance with original titles—with all the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of MAY next, at TWO o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office,

Montreal, 2nd April, 1917. 1744—14-2
[First publication, 7th April, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JOHN McWILLIE, de-
No 3506. } mandeur; vs MOSES-
L. DOUER, défendeur.

1. Un emplacement composé de deux lots de terre ayant front sur la rue Saint-Dominique, en la cité de Montréal, et connus et désignés sous les numéros un et deux, de la subdivision officielle du lot No trois cent dix-sept (317-1 et 2), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste—avec toutes les bâtisses dessus érigées; le tout formant une seule et même exploitation;

2. Un emplacement ayant front sur la rue Rivard, en la cité de Montréal, et portant le No 453, de la subdivision officielle du lot No 15 (15-453), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste—avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 2 avril 1917.

1745—14-2

[Première publication, 7 avril 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DEMOISELLE MARY
No 3302. } KING, fille majeure

et usant de ses droits, des cité et district de Montréal, demanderesse; contre WILFRID TALBOT, des cité et district de Montréal, et ERNEST TALBOT, autrefois des cité et district de Montréal, et maintenant de l'île Verte, district de Kamouraska, ayant tous deux fait affaires ensemble comme agents d'immeubles, sous les nom de Talbot & Frères, Dame Eloise Bénard, épouse séparée de biens de François Larouche, tous deux des cité et district de Montréal, et ce dernier partie aux présentes pour autoriser sadite épouse en autant que besoin est, et Alphonse Piquette, des cité et district de Montréal, défendeurs.

Comme appartenant à ladite Dame Eloise Bénard.

Un lot de terre situé en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro treize cent six (1306), de la subdivision officielle du lot deux mille six cent quarante-trois (No 2643), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent—avec les bâtisses dessus construites, ayant front sur la rue De Gaspé;

2. Un lot de terre connu et désigné sous le numéro cent cinquante-huit (158), de la subdivision du lot originaire numéro trois cent quarante-deux (No 342), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent; borné en front par la rue Saint-Laurent;

3. Les lots de terre connus et désignés sous les numéros 844 et 845, de la subdivision du lot originaire No 18, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelega; bornés en front par une rue projetée portant le No 18-816, des mêmes plan et livre de renvoi officiels.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JOHN McWILLIE, plain-
No 3506. } tiff; vs MOSES-L.
DOUER, defendant.

1. An emplacement composed of two lots of land fronting on Saint Dominique street, in the city of Montreal, and known and designated under the numbers one and two, of the official subdivision of lot number three hundred and seventeen (317-1 and 2), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint-Jean-Baptiste—with all the buildings thereon erected—the whole forming one single and the same plot;

2. An emplacement fronting on Rivard street, in the city of Montreal, and bearing the No. 453, of the official subdivision of lot No. 15 (15-453), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint-Jean-Baptiste—with all the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 2nd April, 1917.

1746—14-2

[First publication, 7th April, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } MISS MARY KING,
No. 3302. } spinster in the exercise

of her rights, of the city and district of Montreal, plaintiff; against WILFRID TALBOT, of the city and district of Montreal, and ERNEST TALBOT, heretofore of the city and district of Montreal, and now of Ile Verte, district of Kamouraska, formerly carrying on business together as real estate agents, under the name of "Talbot & Frères", Dame Eloise Bénard, wife separated as to property of François Larouche, both of the city and district of Montreal, and the latter a party hereto to authorize his said wife for the purposes hereof, and Alphonse Piquette, of the city and district of Montreal, defendants.

As belonging to said Dame Eloise Bénard.

1. That certain lot of land situate in the city of Montreal, known and designated under the number thirteen hundred and six (1306), of the official subdivision of the lot two thousand six hundred and forty three (2643), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent—with the buildings thereon erected, fronting on De Gaspé street;

2. That certain lot of land known and designated under number one hundred and fifty eight (158), of the subdivision of original lot number three hundred and forty two (342), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent; bounded in front by Saint Laurent street;

3. Those lots of land known and designated under the numbers 844 and 845, of the subdivision of original lot No 18, of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelega; bounded in front by a projected street bearing No. 18-816, of same official plan and book of reference.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le DIXIEME jour de MAI prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 3 avril 1917.

1747—14-2

[Première publication, 7 avril 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **T**HE INSTALMENT
No 2021. } **I**NVESTMENT
COMPANY, LIMITED, corporation légale, ayant son domicile légal pour la province de Québec, en la cité de Montréal, demanderesse; vs J.-A. TROTWOOD RICHARDS et JOSEPH-W. RICHARDS, comptables et curateurs, tant personnellement que comme faisant affaires en la cité de Montréal, sous les nom, appellation et raison sociale de Richards & Richards, défendeurs.

Saisi comme appartenant au défendeur, Joseph-W. Richards:

Un quart indivis dans certains lots de terre situés sur la rue Dorchester, en ladite cité de Montréal, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal, comme étant les lots de subdivision deux et trois du lot originaire numéro quinze cent trente-sept (Nos. 1537-2 et 3). Ces lots sont bornés en front par ladite rue et en arrière par une ruelle qui est le lot de subdivision numéro huit dudit lot originaire, et chacun d'iceux mesure environ vingt-cinq pieds en front, et en arrière par cent dix de profondeur, mesure anglaise, avec l'usage des ruelles Nos 1537-8 et 1537-9 ou des changements apportés auxdites ruelles, que peut faire l'auteur dudit Richards à partir de la ligne des subdivisions Nos 1537-6 et 1537-10 et 1537-11 jusqu'à la rue Aqueduc, auxquelles modifications feu Joseph Richards a consenti, en commun avec d'autres y ayant droit, mais sans le droit de l'obstruer en aucune façon quelconque; lesdits lots supportant une maison à façade en pierre portant le No 642 de la rue Dorchester Ouest, dessus construite.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 12 mars 1917.

1321—11-2

[Première publication, 17 mars 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **E**DWARD CULLIN,
No 2643. } **d**emandeur; contre
FRANCIS BURNS, ET THOMAS BURNS, tant personnellement qu'en sa qualité de curateur nommé à Owen Burns, interdit pour démence, et tous des cité et district de Montréal, en leur qualité d'héritiers légitimes et testamentaires et légataires de feu James Burns, en son vivant des cité et district de Montréal susdits, distributeur, et ledit Thomas Burns comme seul exécuteur testamentaire dudit feu James Burns, défendeurs.

Un emplacement ayant front sur la rue Colborne, en la cité de Montréal, ledit emplacement alors et maintenant connu comme étant la partie sud-est du lot No 1675, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne, de la cité de Montréal; et mesurant ledit emplacement 22 pieds et 6 pouces de largeur en front par 90 pieds de profondeur, mesure française, et plus ou moins; borné en front par la rue Colborne, en arrière par

on the TENTH day of MAY next, at THREE o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 3rd April, 1917.

1748—14-2

[First publication, 7th April, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **T**HE INSTALMENT
No. 2021. } **I**NVESTMENT
COMPANY, LIMITED, a body politic and corporate, having its chief place of business for the Province of Quebec, in the city of Montreal, plaintiff; vs J.-A. TROTWOOD RICHARDS AND JOSEPH-W. RICHARDS, accountants and curators, as well personally as carrying on business in the city of Montreal as such in co-partnership, under the name and style and firm of Richards & Richards, defendants.

Seized as belonging to defendant, Joseph-W. Richards:

An undivided one quarter in and to those certain lots of land situated on Dorchester street, in the said city of Montreal, which are known and designated on the official plan and book of reference of the Saint Antoine ward, of the city of Montreal, as subdivision lots numbers two and three of the original lot number fifteen hundred and thirty seven (Nos. 1537-2 and 3). These lots are bounded in front by the said street, and in rear by a lane being subdivision lot number eight of the said original lot, and each of them contains twenty five feet in front, and in rear by one hundred and ten feet in depth, english measure, with the use of the lanes Nos. 1537-8 and 1537-9 or in any change in said lanes, which said Richards *auteur* may make from the line of subdivisions Nos. 1537-6 and 1537-10 and 1537-11 to Aqueduct street, to which change the late Joseph Richards agreed in common with others having a right therein, but no right to encumber the same howsoever; said lots having a stone front house No. 642 Dorchester street West, thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 12th March, 1917.

1322—11-2

[First publication, 17th March, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **E**DWARD CULLIN,
No. 2643. } **p**laintiff; against
FRANCIS BURNS, AND THOMAS BURNS, personally and in his quality of curator to Owen Burns, an interdict for insanity, and all of the city and district of Montreal, in their quality of legal and testamentary heirs and legatees of deceased James Burns, in his lifetime of the said city and district of Montreal, cartage contractor, and the said Thomas Burns as sole testamentary executor of the said deceased James Burns, defendants.

An emplacement fronting on Colborne street, in the city of Montreal, said emplacement being then and now known as the south east part of lot No. 1675, on the official plan and book of reference of Sainte Ann's ward, in the city of Montreal, and containing said emplacement 22 feet 6 inches in width in front by 90 feet in depth, french measure, and more or less; bounded in front by Colborne street, in rear by lot No. 1681, on

le lot No 1681, d'un côté par le lot No 1676, et de l'autre côté par le résidu dudit lot No 1675, tous dans le quartier Sainte-Anne—avec une résidence en briques à deux étages, une étable et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 12 mars 1917. 1323—11-2
[Première publication, 17 mars 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LOUIS FELDMAN,
No 786. } demandeur; vs A. SIMINOVITCH, M. SIMINOVITCH ET P. SIMINOVITCH, tous trois des cité et district de Montréal, défendeurs.

Saisi comme appartenant aux dits défendeurs:

Un lot de terre ayant front sur la rue Alexandra, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro seize cent trente-quatre du lot originaire numéro onze (11-1634), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins—avec la maison dessus construite, portant les Nos. civiques Nos 1463 à 1467 de ladite rue Alexandra, et l'usage de la ruelle située en arrière dudit lot et enregistrée sous le No 334443.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 12 mars 1917. 1325—11-2
[Première publication, 17 mars 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } FERDINAND LONG-
No 3658. } PRE, demandeur;
vs ARTHUR LANDRY, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la Sixième avenue, à Rosemont, en la cité de Montréal, contenant cinquante-cinq pieds de largeur par soixante-dix-huit de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins, composé des lots suivants, savoir:

(a) Deux lots de terre connus et désignés comme étant les subdivisions officielles onze cent cinquante-sept et onze cent cinquante-huit du lot originaire numéro cent soixante-et-douze (172-1157 et 1158), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-de-la-Visitation, contenant chacun des dits lots vingt-cinq pieds de largeur par soixante-dix-huit pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

(b) La partie sud-est du lot connu et désigné comme étant la subdivision officielle numéro onze cent cinquante-neuf du lot originaire numéro cent soixante-douze (172 P. S.-E. 1159), des dits plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-de-la-Visitation, contenant cinq pieds de largeur par soixante-dix-huit pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins, et bornée en front par la Sixième avenue, en arrière par une ruelle, du côté sud-est par le lot No 172-1158 ci-dessus décrit, et du côté nord-ouest par le résidu du dit lot No 172-1159—avec bâtisses érigées sur le dit emplacement.

one side by lot No. 1676, and on the other side by the remainder of said lot No. 1675, all of Saint Ann's ward—with a two story brick dwelling house, stable and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 12th March, 1917. 1324—11-2
[First publication, 17th March, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } LOUIS FELDMAN,
No. 786. } plaintiff; vs A. SIMINOVITCH, M. SIMINOVITCH AND P. SIMINOVITCH, all three of the city and district of Montreal, defendants.

Seized as belonging to the said defendants.

One lot of land fronting on Alexandra street, in the city of Montreal, known and designated as being the lot number sixteen hundred and thirty four of the original lot number eleven (11-1634), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, containing twenty five feet in width by eighty feet in depth, english measure, and more or less—with the house thereon erected bearing civic Nos. 1463 to 1467 of said Alexandra street, and with the use of the lane situated in rear of said lot and registered under the No. 334443.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWEENTIETH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 12th March, 1917.
[First publication, 17th March, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } FERDINAND LONGPRE,
No. 3658. } plaintiff; vs ARTHUR LANDRY, defendant.

That certain emplacement fronting on Sixth Avenue, at Rosemont, in the city of Montreal, containing fifty five feet in width by seventy eight feet in depth, english measure and more or less, composed of the following lots, namely:

(a) Two lots of land known and designated as being the official subdivisions eleven hundred and fifty seven and eleven hundred and fifty eight of original lot number one hundred and seventy two (172-1157 and 1158), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte-de-la-Visitation, containing, each of said lots twenty five feet in width by seventy eight feet in depth, english measure, and more or less.

(b) The south east part of the lot known and designated as being the official subdivision number eleven hundred and fifty nine of original lot number one hundred and seventy two (172 S. E. pt of 1159), of said official plan and book of reference of the incorporated village of Cote-de-la-Visitation, containing five feet in width by seventy eight feet in depth, english measure and more or less and bounded in front by Sixth Avenue, in rear by a lane, on the south east side by the lot No. 172-1158 above described, and on the north west side by the residue of said lot No. 172-1159—with the buildings erected on said emplacement.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 12 mars 1917. 1327—11-2
[Première publication, 17 mars 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **THE TRUST & LOAN**
No 2144. } **CO. OF CANADA,**
corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires pour la province de Québec, dans les cité et district de Montréal, demanderesse; vs **STEPHEN VALLEE**, des cité et district de Montréal, défendeur; et **LOUIS-ANTONIO BEDARD**, député-protonotaire de la cour supérieure, curateur au délaisement fait par ledit défendeur.

Un lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Hamilton, connu et désigné sous le No deux de la subdivision officielle du lot originaire No trois mille sept cent trente et un (3731-2), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec les bâtisses dessus érigées et avec droit de passage dans la ruelle située en arrière.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-UNIÈME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 13 mars 1917. 1331—11-2
[Première publication, 17 mars 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **J. ANATOLE CARTIER**
No 19. } demandeur; vs **WOLF**
KLAMAN, défendeur.

Certains emplacements ayant front sur l'avenue Papineau, connus et désignés comme partie du lot No 211, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Visitation et plus particulièrement connus comme étant les subdivisions Nos 150 et 151 dudit lot No 211 (211-150 et 151), contenant ensemble quarante pieds de largeur par cinquante-sept pieds en profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées, portant les numéros civiques 1395, 1397, 1399 et 1401 de la dite avenue Papineau.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT ET UNIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 12 mars 1917. 1333—11-2
[Première publication, 17 mars 1918].

MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **ERNEST ST-AMOUR**,
No 120. } curateur aux biens de
ADELARD DURANCEAU, failli, et **DEMOISELLE RADEGONDE DECARIE**, créancière.

Un emplacement ayant front sur la rue Hamilton, quartier Emard, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro 3766, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant cinquante-six pieds et quatre pouces de largeur par cent douze pieds de profondeur, mesure française, et plus ou moins—avec bâtisses y érigées.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 12th March, 1917. 1328—11-2
[First publication, 17th March, 1918].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE TRUST & LOAN**
No. 2144. } **CO. OF CANADA,** a body politic and corporate duly incorporated, having its chief place of business for the province of Quebec, in the city and district of Montreal, plaintiff; vs **STEPHEN VALLEE**, of the city and district of Montreal, defendant; and **LOUIS ANTONIO BEDARD**, deputy prothonotary of the superior court, curator to the surrender made herein.

That certain lot of land situated in the city of Montreal, fronting on Hamilton street, known and designated under number two of the official subdivision of original lot number three thousand seven hundred and thirty one (3731-2), on the official plan and book of reference of the parish of Montreal—with the buildings thereon erected and a right of way in the lane situated in rear.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 13th March, 1917. 1332—11-2
[First publication, 17th March, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **J. ANATOLE CARTIER**,
No. 19. } Plaintiff; vs **WOLF**
KLAMAN, Defendant.

Those certain emplacements fronting on Papineau avenue, known and designated as part of lot No. 211, of the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote Visitation and more particularly known as being the subdivisions Nos. 150 and 151 of said lot No. 211 (211-150 and 151), containing in all forty feet in width by fifty seven feet in depth, english measure, and more or less—with the buildings thereon erected, bearing civic numbers 1395, 1397, 1399 and 1401 in said Papineau avenue.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 12th March, 1917. 1334—11-2
[First publication, 17th March, 1918].

CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **ERNEST ST-AMOUR**,
No. 120. } curator to the property of
ADELARD DURANCEAU, insolvent, and
MISS RADEGONDE DECARIE, creditor.

That certain emplacement fronting on Hamilton street, Emard ward, in the city of Montreal, known and designated under the number 3766, on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing fifty six feet and four inches in width by one hundred and twelve feet in depth, french measure, and more or less—with the buildings thereon erected.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX,

Bureau du shérif.

Montréal, 12 mars 1917. 1335—11-2
[Première publication, 17 mars 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME EUGENIE
No 3867. } DAVID, épouse séparée de biens de L.-Odilon Girard, et de ce dernier dûment autorisée, demanderesse; contre les biens et tenements de DELLE SARAH GOLD, fille majeure et usant de ses droits, défenderesse; et T. DEPATIE, curateur au délaissement fait en cette cause.

Un lot de terre ayant front sur la rue Saint-Dominique, en la cité de Montréal, et connu sous le numéro 273, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste, contenant 20 pieds de largeur par 73 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à MIDI.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 12 mars 1917. 1337—11-2
[Première publication, 17 mars 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } EDMOND ROBIL-
No 55. } LARD, demandeur; vs VINCENZO MAROTTA, défendeur.

Deux lots de terre ou emplacements situés sur la rue Saint-André, dans le quartier Saint-Denis, en la cité de Montréal, connus et désignés sous les numéros cinq cent trente-quatre B et cinq cent trente-cinq B de la subdivision officielle du lot originaire numéro cinq (Nos 5-534B et 535 B), sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, d'une largeur respective de vingt-cinq pieds par une profondeur de quatre-vingts pieds, mesure anglaise—avec une bâtisse en bois et briques à trois étages, portant les numéros civiques 2561 à 2577, de la dite rue Saint-André et avec les servitudes y attachées. Ces deux lots forment une seule et même exploitation.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT ET UNIEME jour d'AVRIL prochain, à MIDI.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 13 mars 1917. 1339—11-2
[Première publication, 17 mars 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LOUIS BOYER, avocat,
No 2518. } demandeur; vs FERDINAND FONTAINE, défendeur.

Un emplacement sis et situé dans le quartier Saint-Joseph, de la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro un de la subdivision du lot de terre connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, sous le numéro cinq cent quarante-quatre (544-1); borné en front par la rue Rolland—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

To be sold at my office, in the city of Montréal, on the NINETEENTH day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 12th March, 1917. 1336—11-2
[First publication, 17th March, 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME EUGENIE
No. 3867. } DAVID, wife separated as to property of L.-Odilon Girard, and by the latter duly authorized, plaintiff; against the lands and tenements of MISS SARAH GOLD, spinster in the full exercise of her rights, defendant; and T. DEPATIE, curator to the surrender made herein.

That certain lot of land fronting on Saint Dominique street, in the city of Montreal, and known under number 273, on the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint-Jean-Baptiste, containing 20 feet in width by 73 feet in depth, english measure, more or less—with all the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of APRIL next, at TWELVE o'clock NOON.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 12th March, 1917. 1338—11-2
[First publication, 17th March, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } EDMOND ROBIL-
No. 55. } LARD, plaintiff; vs VINCENZO MAROTTA, defendant.

Two lots of land or emplacements situated on Saint André street, in Saint Denis ward, in the city of Montreal, known and designated under numbers five hundred and thirty four B and five hundred and thirty five B of the official subdivision of original lot number five (Nos. 5-534B and 535B), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, containing respectively twenty five feet in width by eighty feet in depth, english measure—with a wood and brick building, three stories high, bearing civic numbers 2561 to 2577, in said Saint André street and with all the servitudes attached thereto. These two lots forming one single plot of land.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of APRIL next, at TWELVE o'clock noon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 13th March, 1917. 1340—11-2
[First publication, 17th March, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } LOUIS BOYER, advocate,
No. 2518. } plaintiff; vs FERDINAND FONTAINE, defendant.

That certain emplacement lying and situate in Saint Joseph ward, of the city of Montreal, known and designated under number one of the subdivision of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of Saint Antoine ward, under number five hundred and forty four (544-1); bounded in front by Rolland street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 13 mars 1917. 1341—11-2
[Première publication, 17 mars 1917.]

MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } GEORGES DUCLOS,
No 137. } curateur aux biens de
J.-E. LAFOND, failli.

Un emplacement situé sur le côté ouest de l'avenue Green, quartier Saint-Henri, de Montréal, mesurant vingt-trois (23) pieds de front par soixante-douze pieds et six pouces (72-6) de profondeur dans la ligne nord-ouest et environ soixante-sept pieds et dix pouces (67-10), dans la ligne sud-est, formé (ledit emplacement) de l'extrême nord-est des lots numéros vingt-quatre et vingt-cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois cent quatre-vingt-cinq (385-pte n.-o. 24 et 25), aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal; borné comme suit: en front au nord-est par l'avenue Green, en arrière au sud-ouest par le passage ci-après décrit, d'un côté au nord-ouest par la ruelle No 385-23, aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, et de l'autre côté au sud-est par l'autre partie desdits lots 24 et 25 de la même subdivision officielle—avec une maison en pierre et briques à trois étages sur fondation en pierre, contenant trois logements portant les numéros civiques 448, 450 et 452 de l'avenue Green et autres dépendances dessus érigées; ainsi que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble, notamment le droit de passage en commun avec d'autres dans la ruelle No 385-23 et dans une autre ruelle de huit (8) pieds de largeur faisant partie dudit lot No 24 situé à l'arrière de l'emplacement sus-décrit et mesurant vingt-trois (23) pieds de profondeur, à partir de la ruelle No 23.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 12 mars 1917. 1343—11-2
[Première publication, 17 mars 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LES COMMISSAIRES
No 8943. } D'ECOLAS pour la
municipalité de Saint-Jean-Berchmans, dans le comté de Montréal-Dorion, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en les cité et district de Montréal, demandeurs; vs JOSEPH SAUVE, défendeur.

Deux lots de terre ayant front sur la rue Cartier, à Montréal, portant les numéros de subdivision 30 et 31 du lot originaire numéro 209, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-de-la-Visitation.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures et DEMIE du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 14 mars 1917. 1395—11-2
[Première publication, 17 mars 1917.]

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 13th March, 1917. 1342—11-2
[First publication, 17th March, 1917.]

CURATOR'S WARRANT.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } GEORGES DUCLOS,
No. 137. } curator to the prop-
erty of J.-E. LAFOND, insolvent.

The emplacement situated on the west side of Green Avenue, Saint Henri ward, of Montreal, measuring twenty three (23) feet in front by seventy two feet and six inches (72' 6") in depth in the north west line and about sixty seven feet and ten inches (67' 10"), in the south east line, composed (said emplacement) of the north west end of the lots numbers twenty four and twenty five of the official subdivision of original lot number three hundred and eighty five (385 n. w. part of 24 and 25), on said official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal; bounded as follows: in front to the north east by Green Avenue, in rear to the south west by the passage hereinafter described, on one side to the north west by the lane No. 385-23, on same official plan and book of reference, and on the other side to the north east by the other part of said lots Nos. 24 and 25 of same official subdivision—with a three story stone and brick house on stone foundation, containing three dwellings bearing civic numbers 448, 450 and 452 in Green Avenue and other dependencies thereon erected; as the whole now subsists, with all the active and passive, apparent and un-apparent servitudes attached to said immoveable, and especially a right-of-way in common with others in the lane No. 385-23 and in another lane eight (8) feet wide forming part of said lot No. 24, situated in rear of the above described emplacement and measuring twenty three (23) feet in depth, to be measured from lane No. 23.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 12th March, 1917. 1344—11-2
[First publication, 17th March, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE SCHOOL COMMIS-
No. 8943. } SIONERS for the mun-
cipality of Saint Jean Berchmans, in the county of Montreal Dorion, a body politic and corporate, having its chief place of business in the city and district of Montreal, plaintiff's; vs JOSEPH SAUVE, defendant.

Two lots of land fronting on Cartier street, at Montreal, bearing subdivision numbers 30 and 31 of original lot number 209, on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte de la Visitation.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of APRIL next, at HALF past TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 14th March, 1917. 1396—11-2
[First publication, 17th March, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **DAME FLORENCE**
 No 3183. } **MOUSLEY**, des cité
 et district de Montréal, épouse séparée de biens
 de Egbert-W. Westover, du même lieu, avocat,
 et son dit époux partie à l'instance pour autoriser
 sadite épouse à toutes les fins des présentes,
 demanderesse; vs **PERCIVAL-BRYAN TOWS-**
LEY, des cité et district de Montréal, défendeur.

Un lot de terre situé dans la cité de Montréal,
 et ayant front sur la rue Saint-Germain, et connu
 comme étant la subdivision No 287 du No 50,
 du cadastre des plan et livre de renvoi officiels du
 village incorporé d'Hochelaga—avec les bâtis-
 ses dessus construit et portant les numéros
 civiques 1082, 1084, 1086, 1088 et 1090 de ladite
 rue Saint-Germain.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
 Montréal, le **DIX-HUITIEME** jour d'**AVRIL**
 prochain, à **DEUX** heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX,

Bureau du shérif.

Montréal, 14 mars 1917.

1389—11-2

[Première publication, 17 mars 1917].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **VITALIEN DUFAULT**
 No 197. } & **GEORGE REED**,
 tous deux marchands, de la cité de Maisonneuve,
 et y faisant affaires en société sous le nom de
 "Dufault & Reed", demandeurs; vs **JOSEPH-I.**
PAYANT, des cité et district de Montréal,
 défendeur.

Un lot de terre ayant front sur la rue d'Aragon,
 dans la cité de Montréal, connu et désigné sous le
 numéro quatre cent quarante-cinq (445) de la
 subdivision officielle du lot originaire numéro
 trois mille six cent dix-sept (3617), aux plan et
 livre de renvoi officiels de la paroisse de Montreal
 (3617-445)—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
 Montréal, le **DIX-HUITIEME** jour d'**AVRIL**
 prochain, à **ONZE** heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 14 mars 1917.

1391—11-2

[Première publication, 17 mars 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **YVON LAMARRE**, de-
 No 2757. } mandeur; vs **E. ROY**
ET AL., défendeurs.

Saisi comme appartenant à Joseph Sauvé, l'un
 des défendeurs:

Un lot de terre ayant front sur la rue Mar-
 quette, en la cité de Montréal, portant le No
 civique 1045 de ladite rue, connu et désigné
 comme étant la subdivision 90 du lot originaire
 No 1, sur le plan et livre de renvoi officiels du
 village incorporé de la Côte Saint-Louis, conte-
 nant 20 pieds de front par 57 pieds de profondeur,
 mesure anglaise, et plus ou moins—avec toutes
 les bâtisses érigées sur ledit lot.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
 Montréal, le **VINGT ET UNIEME** jour d'**AVRIL**
 prochain, à **DIX** heures **ET DEMIE** du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 14 mars 1917.

1393—11-2

[Première publication, 17 mars 1917].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **DAME FLORENCE**
 No. 3183. } **MOUSLEY**, of the city
 and district of Montreal, wife separate as to
 property of Egbert-W. Westover, of the same
 place, advocate, and by her said husband hereto
 present for the purpose of authorizing his said
 wife for all purposes hereof, plaintiff; vs **PERCI-**
VAL-BRYAN TOWSLEY, of the city and dis-
 trict of Montreal, defendant.

A lot of land situate in the city of Montreal,
 and fronting on Saint Germain street, and
 known as subdivision No 287 of cadastral No. 50,
 of the official plan and book of reference of the
 incorporated village of Hochelaga—with the
 buildings thereon erected and bearing civic
 numbers 1082, 1084, 1086, 1088 and 1090 on said
 Saint Germain street.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
 on the **EIGHTEENTH** day of **APRIL** next, at
TWO o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 14th March, 1917.

1390—11-2

[First publication, 17th March, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **VITALIEN DUFAULT &**
 No. 197. } **GEORGE REED**, both
 merchants, of the city of Maisonneuve, and there
 carrying on business under the name of "Dufault
 & Reed", plaintiffs; vs **JOSEPH-I. PAYANT**, of
 the city and district of Montreal, defendant.

That certain lot of land fronting on D'Aragon
 street, in the city of Montreal, known and design-
 ated under number four hundred and forty
 five (445) of the official subdivision of original
 lot number three thousand six hundred and
 seventeen (3617), on the official plan and book of
 reference of the parish of Montreal (3617-445)—
 with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
 on the **EIGHTEENTH** day of **APRIL** next, at
ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 14th March, 1917.

1392—11-2

[First publication, 17th March, 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **YVON LAMARRE**, plain-
 No. 2757. } tiff; vs **E. ROY ET AL.**,
 defendants.

Seized as belonging to Joseph Sauvé, one of the
 defendants:

That certain lot of land fronting on Marquette
 street, in the city of Montreal, bearing civic
 number 1045 in said street, and known and design-
 ated as being subdivision 90 of original lot No.
 1, on the official plan and book of reference of the
 incorporated village of Cote Saint Louis, contain-
 ing 20 feet in front by 57 feet in depth, english
 measure, and more or less—with all the buildings
 erected on the said lot.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
 on the **TWENTY FIRST** day of **APRIL** next,
 at **HALF PAST TEN** o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 14th March, 1917.

1394—11-2

[First publication, 17th March, 1917].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir:) **JOSEPH PETITPAS**, de-
No 4548.) mandeur; vs **OSCAR**
LATREILLE, défendeur.

Quatre lots de terre ayant front sur la rue Sherbrooke, dans le quartier Longue-Pointe (maintenant Mercier), en la cité de Montréal, district de Montréal, connus et désignés sous les numéros huit cent quatre, huit cent cinq, huit cent sept et huit cent huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent sept (407-804, 805, 807 et 808), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, dans le comté d'Hochelaga—avec droit de passage en commun avec d'autres dans les ruelles en arrière desdits lots, ainsi que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées auxdits immeubles, lesdits lots devant être vendus en bloc.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le **DIX-HUITIEME** jour d'**AVRIL** prochain, à **DIX** heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 14 mars 1917. 1397—2-11
[Première publication, 17 mars 1917].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir:) **HYACINTHE BRU-**
No 4024.) **NET DIT LETANG**,
demandeur; vs **LEZER SMILOVITCH**, défendeur.

1. Partie du lot numéro cent cinquante-quatre, subdivision du lot originaire numéro quatre-vingt (80 pt. 154), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, contenant vingt-cinq pieds de largeur par soixante-quinze pieds de profondeur; borné devant, par la rue Moreau, d'un côté par la lisière de terre ci-après décrite, derrière et de l'autre côté par le résidu dudit lot No 80-154;

2. Partie du lot numéro cent cinquante-cinq, subdivision dudit lot numéro quatre-vingt des susdits plan et livre de renvoi officiels, contenant sept pieds et neuf pouces de largeur par soixante-quinze pieds de profondeur, étant partie nord-ouest dudit lot, et borné en front par la rue Moreau, d'un côté par partie du lot ci-dessus décrit, en arrière et d'un autre côté par le reste du même lot No 80-155.

Avec droit de passage dans la ruelle en arrière, le tout mesure anglaise, plus ou moins, laquelle ruelle a 12 pieds de largeur dont 6 pieds sont pris à la profondeur des 75 pieds vendus desdites parties de lots 154 et 155 de la subdivision dudit lot No 80.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le **VINGT-TROISIEME** jour d'**AVRIL** prochain, à **DIX** heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 14 mars 1917. 1399—11-2
[Première publication, 17 mars 1917].

**MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS***Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir:) **FELIX ROMEO PA-**
No 266.) **QUET** et **JOSEPH**
OMER BONNIER, curateurs aux biens de Maurice Chait et Bennie Fisher "Chait & Fisher", faillis.

Un lot de terre situé sur la rue Beaumont, dans la cité de Montréal, et connu comme étant la subdivision officielle No 95 de la subdivision offi-

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit:) **JOSEPH PETITPAS**, plain-
No. 4548.) tiff; vs **OSCAR LATREIL-**
LE, defendant.

Those four lots of land fronting on Sherbrooke street, in Longue-Pointe (now Mercier) ward, in the city of Montreal, district of Montreal, known and designated under the numbers eight hundred and four, eight hundred and five, eight hundred and seven and eight hundred and eight of the official subdivision of the primitive lot number four hundred and seven (407-804, 805, 807 and 808), on the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe, in the county of Hochelaga—with right of way in common with others in the lanes in the rear of the said lots, as the whole presently is, with the active and passive, servitudes apparent or occult attached to the said immoveables, the said lots to be sold in block.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **EIGHTEENTH** day of **APRIL** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 14th March, 1917. 1398—2-11
[First publication, 17th March, 1917].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit:) **HYACINTHE BRU-**
No. 4024.) **NET DIT LETANG**,
plaintiff; vs **LEZER SMILOVITCH**, defendant.

1. Part of lot number one hundred and fifty four, subdivision of primitive lot number eighty (80 pt. 154), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, containing twenty five feet in width by seventy five feet in depth; bounded in front by Moreau street, on one side by the strip of land hereinafter described, in the rear and on the other side by the remainder of the said lot No. 80-154;

2. Part of the lot number one hundred and fifty five, subdivision of the said lot number eighty of the aforesaid official plan and book of reference, containing seven feet and nine inches in width by seventy five feet in depth, being the northwest part of the said lot, and bounded in front by Moreau street, on one side by part of the lot hereabove described, in the rear and on the other side by the remainder of the same lot No. 80-155.

With right of way in the lane in the rear, all english measurement, more or less, which lane is 12 feet in width of which 6 feet are taken on the depth of the 75 feet sold of the said parts of lots 154 and 155 of the subdivision of the said lot No. 80.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **TWENTY THIRD** day of **APRIL** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 14th March, 1917. 1400—11-2
[First publication, 17th March, 1917].

**CURATOR'S WARRANT
FIERI FACIAS DE TERRIS***Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit:) **FELIX ROMEO PAQUET**
No. 266.) **AND JOSEPH OMER**
BONNIER, curators to the property of Maurice Chait and Bennie Fisher "Chait & Fisher", insolvents.

That certain lot of land situate on Beaumont street, in the city of Montreal, and known as being official subdivision No. 95 of the official

cielle No 26 du lot originaire No 12, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis—ainsi que les bâties dessus construites, avec les servitudes actives et passives et en particulier avec droit en commun dans la ruelle en arrière du dit lot avec d'autres propriétaires.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 14 mars 1917. 1403—11-2
[Première publication, 17 mars 1917.]

subdivision No. 26 of original lot No. 12, on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis—together with the buildings thereon erected and the active and passive servitudes attached thereto especially the common use, with other proprietors, of the lane in rear of said lot.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 14th March, 1917. 1404—11-2
[First publication, 17th March, 1917.]

OTTAWA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir: } DAME JANET-LOUISA-
No 4415. } SCOTT, ès-qualité, dem-
manderesse; contre NAPOLEON CHARRON,
défendeur, à savoir:

Le lopin de terre faisant partie du lot numéro deux cent cinquante-six (256), du quartier numéro un, de la cité de Hull, dans le district d'Ottawa, aux plan et livre de renvoi officiels de ladite cité, mesurant soixante-six pieds de largeur par quatre-vingt-quinze pieds de profondeur; borné en front à l'est par partie du même lot connue maintenant sous le nom de rue James, en arrière à l'ouest par partie du même lot, étant les subdivisions un et deux du bloc "D", suivant le plan tracé par l'arpenteur provincial S.-E. Farley, et daté du 15 octobre 1912, subdivisant une portion dudit lot numéro deux cent cinquante-six, du côté nord par partie dudit lot numéro 256, connue maintenant sous le nom de rue Hayden, et du côté sud par partie du même lot étant la subdivision seize, sur ledit plan S.-E. Farley, ladite borne ouest est parallèle et distante à l'ouest de quatre-vingt-quinze pieds à compter du côté ouest de la rue James, et ladite limite sud est parallèle et distante de soixante-six (66) pieds au sud à partir du côté sud de la rue Hayden, et ledit lopin de terre comprenant les subdivisions dix-sept et dix-huit du bloc "D", sur ledit plan de subdivision.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Hull, le DIX-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
C.-M. WRIGHT.

Bureau du shérif.

Hull, 13 mars 1917. 1405—11-2
[Première publication, 17 mars 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit: } DAME JANET-LOUISA-
No. 4415. } SCOTT, es-qualité, plain-
tiff; against NAPOLEON CHARRON, defend-
ant to wit:

That certain piece of land forming part of lot number two hundred and fifty six (256), of ward number one, of the city of Hull, in the district of Ottawa, according to the official plan and book of reference of said city, containing sixty six feet in width by ninety five feet in depth; bounded in front to the east by part of the same lot and now known as James street, in rear to the west by part of the same lot, being subdivision one and two in Block D, according to a plan subdividing part of the said lot number two hundred and fifty six, made by S.-E. Farley, Quebec land surveyor, dated 15th October, 1912, on the north side by part of said lot No. 256, now known as Hayden street, and on the south side by part of the same lot being subdivision sixteen according to said plan of S. E. Farley, the said western boundary being parallel to and ninety five feet distant west from the west side of James street, and the said southern boundary being parallel to and sixty six (66) feet distant south from the south side of Hayden street, and the said piece of land comprising subdivisions seventeen and eighteen of Block D, according to the said plan of subdivision.

To be sold at my office, in the city of Hull, on the SEVENTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

C.-M. WRIGHT,
Sheriff.

Sheriff's office.

Hull, March 13th, 1917. 1406—11-2
[First publication, 17th March, 1917.]

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } JACOB FEICZWEICZ,
No 1198. } de la cité de Québec, mar-
chand, et y faisant affaires comme marchand de ferrailles, etc., sous les nom et raison sociale de "Quebec Scrap Metal Co."; contre HARRY SILBERMAN, de la cité de Québec.

Avis est par le présent donné que les immeubles saisis en la présente cause qui devaient être vendus à dix heures du matin, le quatrième jour de mars 1916, à mon bureau, en la cité de Québec, seront

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: } JACOB FEICZWEICZ,
No. 1198. } of the city of Québec,
merchant, and there doing business as a dealer in scrap iron, etc., under the name and style of Quebec Scrap Metal Co.; against HARRY SILBERMAN, of the city of Québec.

Notice is hereby given that the immovables seized in this cause which were to be sold at ten o'clock in the forenoon on the fourth day of March, 1916, at my office, in the city of Québec,

vendus le VINGT-SEPTIEME jour d'AVRIL courant, à DIX heures du matin, au même endroit.

Le shérif,
CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif.

Québec, 5 avril 1917. 1761
[Première et seule publication, 7 avril 1917.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } DAME EULALIE BOIS-
No 2964. } SONNEAULT DIT
ST-ANGE, veuve de Jean-Baptiste Fortier, en son vivant de Saint-Jean, Ile d'Orléans; contre LAUREAT FILION, épiciier, de Québec, en sa qualité de curateur, à savoir:

Le lot No 25 (vingt-cinq), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Jean, Ile d'Orléans, comté de Montmorency, étant un lot de terre situé sur le chemin public, contenant trois arpents et une perche de largeur sur cinquante-neuf arpents et trois perches de profondeur—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Sujet à une rente viagère annuelle de cent trente-cinq piastres en faveur de la dite Dame Eulalie Boissonneault dit St-Ange, payable semi-annuellement.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Jean, Ile d'Orléans, comté de Montmorency, le ONZIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif.

Québec, 5 avril 1917. 1763—14-2
[Première publication, 7 avril 1917.]
[Deuxième publication, 21 avril 1917.]

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } THOMAS DUCHAINE,
No 276. } rentier, de la cité de Québec; contre FERDINAND BOURRET, du même lieu, à savoir:

1. Le lot No 982 (neuf cent quatre-vingt-deux) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur le côté nord de la rue Saint-Joseph, mesurant 31 pieds et 7 pouces de front sur 53 pieds et 2 pouces de profondeur—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Le lot No 983 (neuf cent quatre-vingt-trois), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur le côté nord de la rue Saint-Joseph, mesurant 27 pieds et 6 pouces de front sur 53 pieds de profondeur—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

3. Le lot No 960-B (neuf cent soixante-B) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur le côté sud de la rue Saint-François, mesurant 44 pieds et 4 pouces de front sur 63 pieds et 4 pouces de profondeur—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, avec en outre les droits de mitoyenneté du défendeur dans le mur et dans le sol sur lequel il s'élève et affectant le lot voisin No 960-A du susdit cadastre.

Pour être vendus à mon bureau en la cité de Québec, le VINGT-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif.

Québec, 22 mars 1917. 1521—12-2
[Première publication, 24 mars 1917.]
[Deuxième publication, 7 avril 1917.]

will be sold on the TWENTY SEVENTH day of APRIL instant, at TEN o'clock in the forenoon, at the same place.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff.

Sheriff's office.

Quebec, 5th April, 1917. 1762
[First and sale publication, 7th April, 1917.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } DAME EULALIE BOIS-
No. 2964. } SONNEAULT ALIAS
ST-ANGE, widow of Jean-Baptiste Fortier, in his lifetime of Saint-Jean, Island of Orleans; against LAUREAT FILION, grocer, of Quebec, in his quality of curator, to wit:

The lot No. 25 (twenty five), of the official cadastre for the parish of Saint Jean, Island of Orleans, county of Montmorency, being a lot of land situate on the public road, containing three arpents and one perch in width by fifty nine arpents and three perches in depth—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Subject to a life annual ground rent of one hundred and thirty five dollars in favor of said Dame Eulalie Boissonneault alias St-Ange, payable semi-annually.

To be sold at the parochial church door of Saint Jean, Island of Orleans, county of Montmorency, on the ELEVENTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff.

Sheriff's office.

Quebec, 5th April, 1917. 1764—14-2
[First publication, 7th April, 1917.]
[Second publication, 21st-April, 1917.]

FIERI FACIAS

Quebec, to wit: } THOMAS DUCHAINE,
No. 276. } annuitant, of the city of Québec; against FERDINAND BOURRET, of the same place, to wit:

1. The lot No. 982 (nine hundred and eighty two), of the official cadastre or Saint Roch ward, of the city of Québec, being an emplacement situate on the north side of Saint Joseph street, measuring 31 feet and 7 inches in front by 53 feet and 2 inches in depth—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. The lot No. 983 (nine hundred and eighty three), of the official cadastre for Saint Roch ward, of the city of Québec, being an emplacement situate on the north side of Saint Joseph street, measuring 27 feet and 6 inches in front by 53 feet in depth—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. The lot No. 960B (nine hundred and sixty B), of the official cadastre for Saint Roch ward, of the city of Québec, being an emplacement situate on the south side of Saint François street, measuring 44 feet and 4 inches in front by 63 feet and 4 inches in depth—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, together with the rights of mitoyenneté of the defendant in the wall and ground on which said wall is erected and affecting the adjacent lot No. 960-A of the aforesaid cadastre.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the TWENTY SEVENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff.

Sheriff's office.

Quebec, 22nd March, 1917. 1522—12-2
[First publication, 24th March, 1917.]
[Second publication, 7th April, 1917.]

ALIAS FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } **E**DOUARD TURGEON,
No 2. } rentier, de la paroisse de
Saint-Isidore, comté de Dorchester; contre
JOSEPH LABONTÉ, cultivateur, de la paroisse
de Saint-Gilles, comté de Lotbinière, à savoir:
Le lot No 138 (cent trente-huit) du cadastre
officiel pour la paroisse de Saint-Gilles, comté de
Lotbinière, étant une terre située sur le chemin
de Craig, contenant quatre arpents de front sur
trente arpents de profondeur, le tout plus ou
moins—avec les bâtisses dessus construites, cir-
constances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Gilles, comté de Lotbinière, le VINGT-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif.

* Québec, 22 mars 1917. 1523—12-2
[Première publication, 24 mars 1917.]
[Deuxième publication, 7 avril 1917.]

ALIAS FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } **E**DOUARD TURGEON,
No. 2. } annuitant, of the parish
of Saint Isidore, county of Dorchester; against
JOSEPH LABONTÉ, farmer, of the parish of
Saint Gilles, county of Lotbinière, to wit:

The lot No. 138 (one hundred and thirty eight) of the official cadastre for the parish of Saint-Gilles, county of Lotbinière, being a farm situate on Craig road, containing four arpents in front by thirty arpents in depth, the whole more or less—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Gilles, county of Lotbinière, on the TWENTY SEVENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Quebec, 22nd March, 1917. 1524—12-2
[First publication, 24th March, 1917.]
[Second publication, 7th April, 1917.]

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } **B.** CASIMIR BEDARD,
No 98. } journalier, de Stada-
cona, Limoilou; contre LOUIS LABRANCHE,
de Québec, à savoir:

Le lot No 10 (dix) de la subdivision du lot 513 (cinq cent treize), du cadastre officiel pour Saint-Roch-Nord, maintenant quartier Limoilou, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la 3ème rue—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. La moitié est du lot No 9 (neuf), de la subdivision du lot 513 (cinq cent treize), du cadastre officiel pour Saint-Roch-Nord, maintenant quartier Limoilou, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la 3ème rue; borné au nord par la troisième rue, à l'est par le lot 513 subdivision 10, au sud par le lot 513 subdivision 24-25, à l'ouest par Thomas Larue—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

3. Quinze pieds (15) de terrain en profondeur, mesure anglaise, à prendre et à distraire de l'extrémité nord des lots Nos 24 et 25 (vingt-quatre et vingt-cinq) de la subdivision du lot 513 (cinq cent treize), du cadastre officiel pour Saint-Roch-Nord, maintenant quartier Limoilou, de la cité de Québec, sur toute la largeur du dit lot No 513-24 et de la moitié est du lot No 513-25; borné au nord par les lots Nos 9 et 10 de la subdivision 513, à l'est par Damase Rouleau, au sud par Narcisse Morin, et à l'ouest par Thomas Larue, situé rue Saint-Honoré—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

4. Le lot No 173 (cent soixante-treize) de la subdivision du lot 511 (cinq cent onze), du cadastre officiel pour Saint-Roch-Nord, maintenant quartier Limoilou, de la cité de Québec, étant un emplacement situé rue Saint Simon—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

5. Le lot No 175 (cent soixante-quinze) de la subdivision No 511 (cinq cent onze) du cadastre officiel pour Saint-Roch nord, maintenant quartier Limoilou, de la cité de Québec, étant un emplacement situé coin des rues Saint-Simon et 10ème avenue—circonstances et dépendances. Pour être, les lots en premier, deuxième et troisième lieu décrits, vendus en bloc; et les lots en quatrième et cinquième lieu décrits, vendus en bloc.

FIERI FACIAS

Quebec, to wit: } **B.** CASIMIR BEDARD,
No. 98. } laborer, of Stadacona,
Limoilou; against LOUIS LABRANCHE, of
Quebec, to wit:

1. Lot No. 10 (ten) of the subdivision of lot 513 (five hundred and thirteen) of the official cadastre for Saint-Roch-North, now Limoilou ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on 3rd street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. The east half of lot No. 9 (nine) of the subdivision of lot 513 (five hundred and thirteen), of the official cadastre for Saint-Roch-North, now Limoilou ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on 3rd street; bounded on the north by 3rd street, on the east by the lot 513 subdivision 10, on the south by the lot 513 subdivision 24-25, on the west by Thomas Larue—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. Fifteen (15) feet of land on the depth, english measurements, to be taken and withdrawn from the northern end of the lots Nos. 24 and 25 (twenty four and twenty five) of the subdivision of the lot 513 (five hundred and thirteen), of the official cadastre for Saint-Roch-North, now Limoilou ward, of the city of Quebec, for the whole width of the said lot No. 513-24 and of the east half of the lot No. 513-25; bounded on the north by the lots Nos. 9 and 10 of the subdivision 513, on the east by Damase Rouleau, on the south by Narcisse Morin, and on the west by Thomas Larue, situate on Saint Honoré street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

4. The lot No. 173 (one hundred and seventy three) of the subdivision of lot 511 (five hundred and eleven), of the official cadastre for Saint-Roch-North, now Limoilou ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on Saint Simon street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

5. The lot No. 175 (one hundred and seventy five) of the subdivision No. 511 (five hundred and eleven), of the official cadastre for Saint-Roch-North, now Limoilou ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on the corner of Saint Simon street and 10th Avenue—circumstances and dependencies. To be sold the lots firstly, secondly and thirdly, above described as one single plot of land "en bloc"; and the lots fourthly and fifthly above described also as one single plot of land, "en bloc".

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif.

Québec, 22 mars 1917. 1525—12-2
[Première publication, 24 mars 1917.]
[Deuxième publication, 7 avril 1917.]

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY SEVENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff.

Sheriff's office.

Quebec, 22nd March, 1917. 1526—12-2
[First publication, 24th March, 1917.]
[Second publication, 7th April, 1917.]

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir: } HARRY-B. STEWART, du village de Beebe-Plain, dans le district de Saint-François, bourgeois, demandeur; contre GEORGE-H. HOUSE, du même lieu, défendeur.

Saisi comme appartenant audit défendeur:

L'emplacement situé dans le village de Beebe-Plain, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre dudit village de Beebe-Plain, comme étant le lot numéro cinquante-neuf (No. 59)—avec toutes les améliorations, bâtisses et additions dessus construites et érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame-de-la-Merci-de-Rock-Island, le DIX-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain 1917, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
HENRY AYLMEYER.

Bureau du shérif.

Sherbrooke, 13 mars 1917. 1351—11-2
[Première publication, 17 mars 1917.]

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit: } HARRY-B. STEWART, of the village of Beebe-Plain, in the district of Saint-François, gentleman, plaintiff; against GEORGE-H. HOUSE, of the same place, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

That certain tract of land situated in the village of Beebe-Plain, known and designated upon the official cadastral plan and in the book of reference of the said village of Beebe-Plain, as lot number fifty nine (No. 59)—together with all the betterments, buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Notre-Dame-de-la-Merci-de-Rock-Island, on the SEVENTEENTH day of APRIL next, 1917, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

HENRY AYLMEYER,
Sheriff.

Sheriff's office.

Sherbrooke, 13th March, 1917. 1352—11-2
[First publication, 17th March, 1917.]

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Trois-Rivières, à savoir: } WILFRID-HENRI PAUZE, demandeur; vs B.-JOS. LETOURNEAU ET AL., défendeurs.

Comme appartenant auxdits défendeurs, François Xavier Beausejour et Camille Beausejour, comme propriétaire par indivis, savoir:

1. Les lots de terre numéros un, deux, trois, quatre, huit, neuf, dix, onze, douze, treize, quatorze, quinze, seize, dix-sept, dix-huit, dix-neuf, vingt, vingt et un, vingt-deux, vingt-trois, vingt-quatre, vingt-cinq, vingt-six, trente, trente et un, trente-deux, trente-trois, trente-quatre, trente-cinq, quarante et un, quarante-trois, quarante-sept, quarante-huit, cinquante-trois, cinquante-cinq et cinquante-six de la subdivision du lot numéro cent trente-deux (132-1, 2, 3, 4, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 30, 31, 34, 35, 41, 43, 47, 48, 53, 55 et 56), situés en la ville de Grand'Mère, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Flore;

2. Un autre lot situé en la ville de Grand'Mère, connu et désigné comme étant le lot numéro cinquante-quatre de la subdivision dudit lot numéro cent trente-deux (132-54), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Flore—avec les bâtisses dessus construites;

3. Comme appartenant audit défendeur, F.-X. Beausejour, savoir:

Un terrain situé en la ville de Grand'Mère,

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Three Rivers, to wit: } WILFRID-HENRI PAUZE, plaintiff; vs B.-JOS. LETOURNEAU ET AL., defendants.

As belonging to the said defendants, François Xavier Beausejour and Camille Beausejour as proprietor *par indivis*, to wit:

1. The lots of land numbers one, two, three, four, eight, nine, ten, eleven, twelve, thirteen, fourteen, fifteen, sixteen, seventeen, eighteen, nineteen, twenty, twenty one, twenty two, twenty three, twenty four, twenty five, twenty six, thirty, thirty one, thirty four, thirty five, forty one, forty three, forty seven, forty eight, fifty three, fifty five and fifty six of the subdivision of the lot number one hundred and thirty two (132-1, 2, 3, 4, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 30, 31, 34, 35, 41, 43, 47, 48, 53, 55 and 56), situate in the town of Grand'Mère, of the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Flore;

2. Another lot situate in the town of Grand'Mère, known and designated as being the lot number fifty four of the subdivision of the said lot number one hundred and thirty two (132-54), of the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Flore—with the buildings thereon erected;

3. As belonging to the said defendant, F.-X. Beausejour, to wit:

A lot situate in the town of Grand'Mère,

mesurant environ quarante pieds de largeur par cent pieds de profondeur, étant tout le terrain compris dans les limites suivantes: borné en front par la rue Saint-Georges, en profondeur par le terrain de Monsieur Gélinas, d'un côté par les représentants d'un nommé Saint-Pierre, et de l'autre côté par une ruelle ou passage; le dit terrain faisant partie du lot numéro quatre-vingt quatorze (Pte No 94), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Flore.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paul-de-Grand'Mère, en la ville de Grand'Mère, le DIX-HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
CHARLES DUMOULIN.

Bureau du shérif.

Trois-Rivières, 14 mars 1917. 1349—11-2
[Première publication, 17 mars 1917.]

measuring about forty feet in width by one hundred feet in depth, being the whole of the lot of land comprised within the following limits; bounded in front by Saint George street, in depth by the land of Mr. Gélinas, on one side by the representatives of a person named Saint Pierre, and on the other side by a lane or passage; the said lot forming part of the lot number ninety four (Pt. No. 94), of the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Flore.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Paul-de-Grand'Mère, in the town of Grand'Mère, on the EIGHTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff.

Sheriff's office.

Three Rivers, 14th March, 1917. 1350—11-2
[First publication, 17th March, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir:) PHILIPPE BOUR-
No 495.) QUE, deman-
deur; vs DAME MARIE PICHETTE, veuve de
feu Majorique Caron, défenderesse.

Comme appartenant à la dite défenderesse, savoir:

Un emplacement situé dans le village de la paroisse de Sainte-Angèle-de-Laval, contenant cent soixante-et-cinq pieds de largeur au front, soixante et dix pieds dans la profondeur, dans la ligne nord-ouest, les lignes côté sud-est et en profondeur suivant les sinuosités d'un fossé dont les bords nord et nord-ouest sont sur cet emplacement; borné en front à la route du Petit Bois, du côté nord-ouest au bout du jardin de Joseph Levasseur, et du côté sud-est et en profondeur au dit Joseph Levasseur ou représentants, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro quatre-vingt-trois (Pte No 83), du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Sainte-Angèle-de-Laval—avec une beurrerie, machines nécessaires pour l'opérer et autres dépendances dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Angèle-de-Laval, le DIX-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif.

Trois-Rivières, 13 mars 1917. 1347—11-2
[Première publication, 17 mars 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit:) PHILIPPE BOUR-
No. 495.) QUE, plaintiff; vs
DAME MARIE PICHETTE, widow of the late
Majorique Caron, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

An emplacement situate in the village of the parish of Sainte-Angèle-de-Laval, containing one hundred and sixty five feet in width in front, seventy feet in depth in the northwest line, the lines on the southeast side and in depth following the sinuosities of a ditch whose north and northwest sides are on the said emplacement; bounded in front by the Petit Bois road, on the northwest side by the end of Joseph Levasseur's garden, and on the southeast side and in depth by the said Joseph Levasseur or representatives, known and designated as forming part of the lot number eighty three (Pt. No. 83), of the official cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Sainte-Angèle-de-Laval—with a butter factory, machinery necessary to operate it and other dependencies thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Angèle-de-Laval, on the SEVENTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff.

Sheriff's office.

Three Rivers, 13th March, 1917. 1348—11-2
[First publication, 17th March, 1917.]

Lettres patentes

"La Compagnie de Publication du Saint-Maurice, limitée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du trente-et-unième jour de mars 1917, constituant en corporation Elzéar Daillaire, imprimeur; Dame Arthémise Thériault Daillaire, épouse de Elzéar Daillaire, et par lui autorisée; Oscar Savard, menuisier, Grand'Mère; J.-Victorien Maltais et Joseph Maltais, typographes, de Shawinigan Falls, dans les buts suivants:

Faire le commerce comme imprimeurs-éditeurs, relieurs et libraires, fonder des journaux, revues et périodiques, acheter des journaux et des imprimeries et en acquitter le prix soit en argent, soit

Letters patent

"La Compagnie de Publication du Saint-Maurice, limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the thirty first of March, 1917, incorporating Elzéar Daillaire, printer; Dame Arthémise Thériault Daillaire, wife of Elzéar Daillaire and by him duly authorized; Oscar Savard, joiner, of Grand'Mère; J.-Victorien Maltais and Joseph Maltais, printers, of Shawinigan-Falls, for the following purposes:

To carry on the business of publishers, book-binders, and book-sellers, establish newspapers, reviews and periodicals, buy newspapers and printing plants and to pay for same in cash or

par billets, soit en parts libérées de la dite compagnie; by notes or in paid up shares of said company;

Acquérir des immeubles et les revendre; construire et ériger toutes bâtisses nécessaires à l'exploitation de son commerce ou autrement; émettre du stock commun et du stock préférentiel après un règlement adopté à cet effet, sous le nom de "La Compagnie de Publication du Saint-Maurice, limitée", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en huit cents (800) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Shawinigan Falls.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trente-et-unième jour de mars 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
1737-14-2 C.-J. SIMARD.

To acquire immovables and sell same; to construct and erect all buildings deemed necessary for the carrying on of its business or otherwise; to issue common and preferred stock after the passing of a by-law to that effect, under the name of "La Compagnie de Publication du Saint-Maurice, Limitée" with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into eight hundred (800) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at Shawinigan Falls.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirty first day of March, 1917.

C. J. SIMARD,
1738-14-2 Assistant Provincial Secretary.

Action en séparation de biens

Action for separation as to property

Province de Québec, district de Rimouski, cour supérieure, No 5682. Dame Marie-Jeanne Dumas, de Lac-au-Saumon, épouse commune en biens de Zénon Routhier, ci-devant marchand, du même lieu, a institué contre son mari une action en séparation de biens, ce jour.

Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court, No. 5682. Dame Marie-Jeanne Dumas, of Lac-au-Saumon, wife common as to property of Zénon Routhier, formerly merchant, of the same place, has instituted an action for separation as to property against her husband, this day.

Les procureurs de la demanderesse,
ASSELIN & ASSELIN.
Rimouski, 27 mars 1917. 1767-14-5

ASSELIN & ASSELIN,
Attorneys for plaintiff.
Rimouski, 27th March, 1917. 1768-14-5

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE

TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules:

1. Adresser "Gazette Officielle", Québec.
2. Indiquer le nombre d'insertions.

1. Address "The Official Gazette", Quebec.
2. Indicate the number of insertions required.

3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNÉS PLUS BAS. SI CES CONDITIONS NE SONT PAS RÉPLIES, L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIÉE.

3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW, OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.

Tarif des annonces:

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

The rates are:

First insertion, 10 cents per line (agate measure.)

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Traduction, 40c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 21c.

Feuilles volantes, 65c par douzaine.

Translation, 40 cents per 100 words.

Official Gazette, 21 cents per single number.

Slips, 65 cents per dozen.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursday, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette*

The first number is our document number; the second number the *Gazette* number; and the

pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

L'imprimeur du Roi,
E.-E. CINQ-MARS.

E.-E. CINQ-MARS,
King's Printer.

Hôtel du gouvernement.
Québec, 4 avril 1914.

1691

Government House.
Quebec, 4th April, 1914.

1692

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 14.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 14.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dame Anber vs Thomas.....	850
“ Brairen vs Berger.....	847
“ Brochu vs Simoneau.....	849
“ Caisse vs Lacroix.....	850
“ Caron vs Lemire.....	850
“ Dumas vs Routhier.....	873
“ Dwyer vs Levasseur.....	850
“ Franceeur vs Franceur.....	848
“ Grenier vs Thouin.....	848
“ Guérin vs Morin.....	847
“ Guitard vs Bussièrès.....	848
“ Labonté vs Chavonnelle.....	849

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dame Langlois vs Brisebois.....	848
“ Marsan vs Archambault.....	847
“ McLean vs Duranceau.....	849
“ Mayer vs Freedman.....	847
“ Mongeau vs Ducharme.....	849
“ Morris vs Messier.....	849
“ Poirier vs Belair.....	849
“ Pouliot vs Pion.....	848
“ St-Denis vs Labelle.....	848
“ Tétreault vs Laprès.....	847
“ Tremblay vs Blackburn.....	847
“ Zarbatany vs Kousayeh.....	849

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:

Dame Lockhart vs Greetham.....	850
ANNONCEURS, avis aux.....	873

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD:

Dame Lockhart vs Greetham.....	850
ADVERTISERS, notice to.....	873

ARRÊTÉS MINISTÉRIELS:—

Canton Hinchinbrooke.....	843
Paroisse Saint-Anselme.....	844
Paroisse Saint-Mathias-de-Cabano.....	844
Village de Côteau Landing.....	845

ORDERS IN COUNCIL:—

Township Hinchinbrooke.....	843
Parish Saint Anselme.....	844
Parish Saint Mathis de Cabano.....	844
Village of Coteau Landing.....	845

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Sainte-Etienne-des-Grès à Saint-Barnabé.....	845
--	-----

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

Sainte Etienne des Grès to Saint Baranabé.....	845
--	-----

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR (Branche des assurances):—

Union Fraternal League.....	845
-----------------------------	-----

TREASURY DEPARTMENT (Insurance Branch):—

Union Fraternal League.....	845
-----------------------------	-----

FAILLITE:—

Barrette.....	882
Breton.....	851
Castonguay.....	882
Cosmopolitan Hotel Co. Ltd.....	851
Denis.....	851
Dorion.....	853
Inkell.....	851

BANKRUPTCY:—

La Cie Industrielle Lacroix, ltée.....	852
Levesque & Cie.....	853
L'Heureux.....	852
Scarborough.....	852
Sutcliffe.....	851
Trudeau.....	853
Tremont Hotel Cie, Ltée.....	853

LETTRES PATENTES:—

Franco-American Medical Institute, Ltd.....	831
H.-M. Paquette, ltée.....	841
L'agence Centrale d'Administration, ltée.....	837
La Cie de Navigation Ville-Marie.....	829
La Cie de Publication du Saint-Maurice, ltée.....	872
L'Association Athlétique, ltée.....	830

LETTERS PATENT:—

Mooney Van Dyke, Coy.....	833
Pearce Motor Company, Ltd.....	839
Quebec Munitions Ltd.....	834
Quebec Passenger & Elevator Coy, ltd.....	842
Rochefendu Ranch, Ltd.....	830
The Canadian Greek Dairy Luch, Ltd.....	8 6
The Quebec Curling Club, ltd.....	840

LIQUIDATION:—

La Cie Fournier, ltée.....	853
----------------------------	-----

WINDING UP:—

La Cie Fournier, ltée.....	853
----------------------------	-----

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—

Société coopérative agricole de Saint-Luc-de-Vincennes.....	845	Cooperative Agricultural Association of Saint Luc de Vincennes.....	845
Société coopérative agricole de Saint-Octave-de-Dosquet.....	846	Cooperative Agricultural Association of Saint Octave de Dosquet.....	846
Société coopérative agricole The Compton County Wool Grower's and Sheep Breeders.....	846	Cooperative Agricultural Association of The Compton County Wool Growers' and Sheep Breeders.....	846
ORDRE DE LA COUR:—		ORDER OF THE COURT:—	
The Burrill Lumber Coy vs McPeack....	854	The Burrill Lumber Coy vs McPeack....	854
PROCLAMATIONS:—		PROCLAMATIONS:—	
Saint-François-du-Lac.....	827	Village Saindon—Village.....	825
VENTE PAR ENCAN:—		AUCTION SALE —	
Canadian Express Coy.....	856	Canadian Express Coy.....	856
Rowley.....	854	Rowley.....	854
VENTE PAR LICITATION:—		SALE BY LICITATION:—	
Bertrand vs Bertrand <i>et al.</i>	856	Ouimet (Dlle) vs Dme Ouimet.....	856
VENTES PAR LES SHÉRIFS:—		SHERIFF'S SALES —	
IBERVILLE:—		IBERVILLE:—	
Lemieux vs Plante.....	857	Lemieux vs Plante.....	857
KAMOURASKA:—		KAMOURASKA:—	
Le Syndicat des Cultivateurs vs Roy dit Desjardins.....	858	Le Syndicat des Cultivateurs vs Roy dit Desjardins.....	858
MONTRÉAL:—		MONTRÉAL:—	
Boyer vs Fontaine.....	864	Lafond, failli-insolvent.....	865
Brunet dit Letendre vs Similovitch.....	867	Lamarre vs Roy <i>et al.</i>	866
Cartier vs Klamon.....	863	Les Commissaires d'Ecoles de Saint-Jean-Berchmans vs Sauvé.....	865
Chait & Fisher, failli-insolvents.....	867	Longpré vs Landry.....	862
Cullin vs Burns <i>et al.</i>	861	McWillie vs Douer.....	860
David Dme vs Dlle Gold.....	864	Mousley Dme vs Towsley.....	866
Dufault <i>et al</i> vs Payant.....	866	Petitpas vs Latreille.....	867
Duranceau, failli-insolvent.....	863	Robillard vs Marotta.....	864
Ethier vs Vasseur.....	859	The Instalment Investment Coy vs Richard <i>et al.</i>	861
Fieldman vs Siminovitch <i>et al'</i>	862	The Trust Loan Co. of Canada vs Vallée	863
Gauvin vs Brouillet <i>et al.</i>	859		
King (Delle) vs Talbot <i>et al.</i>	860		
OTTAWA:—		OTTAWA:—	
Scott Dme <i>esql.</i> vs Charron.....	868	Scott Dme <i>esql.</i> vs Charron.....	868
QUÉBEC:—		QUÉBEC:—	
Bédard vs Labranche.....	870	Feiczweicz vs Silberman.....	868
Boissonnault (Dme) vs Filion <i>esql.</i>	869	Turgeon vs Labonté.....	870
Duchaine vs Bourret.....	869		
SAINT-FRANÇOIS:—		SAINT FRANCIS:—	
Stewart vs House.....	871	Stewart vs House.....	871
TROIS-RIVIÈRES:—		THREE RIVERS:—	
Bourque vs Dme Pichette.....	872	Pauzé vs Létourneau <i>e al.</i>	871

